Tome XVII. N° 2 *PARIS, 157, Boul. Saint-Germain (6e)* 15 Avril 1924

la Revue universelle

JACQUES BAINVILLE, DIRECTEUR

L'armée du Rhin est-elle en sûreté ?

Les anciens combattants, et surtout ceux qui furent démobilisés en pays rhénans, après avoir connu les joies du triomphateur, sont restés sur l'impression rassurante de la belle armée qu'ils formaient alors. Ils croient encore que nous pouvons, du jour au lendemain, infliger aux Allemands une correction sévère s'ils la méritent. Les combattants sont malheureusement dans l'erreur : l'armée française n'est pas prête à châtier instantanément l'ennemi récidiviste. L'armée française ainsi que toute la politique française est sur la défensive, comme si nous ne savions pas ce que coûte l'initiative laissée à l'adversaire.

De quels moyens disposent donc les Allemands en vue d'une guerre de revanche ?

D'abord de l'armée régulière dont les 100 000 hommes sont répartis dans sept divisions lesquelles, ce n'est plus un secret depuis longtemps, ne sont que les noyaux de sept corps d'armée à 3 ou 4 divisions, d'aucuns disent même de sept armées en cas de mobilisation générale. Les cadres de ces nombreuses unités seraient formés par les soldats de la Reichswehr et de la fameuse police verte qui, pratiquement, double l'ef-

fectif de l'armée active visible. Il ne faut pas oublier que les réservistes fourniraient tous les officiers et gradés de complément nécessaires et que l'armée allemande, mobilisée selon les prévisions actuelles, aurait le grand avantage de ne comprendre que des vétérans.

Quant à l'armement, il est à peu près reconstitué et compte même nombre de modèles inédits et perfectionnés. Les campagnes de quelques Français avertis, notamment de M. André Lefèvre, ne donnent encore qu'une faible impression de la réalité.

Cependant les arsenaux ne sont pas organisés régulièrement. Les Allemands devraient concentrer, pour être prêts, les canons, les obus et les avions épars sur leur territoire et dans les usines de Russie, de Hollande et d'autres pays complices. Si bien préparé qu'on l'imagine, tout cela prendrait du temps et nous ne pourrions pas faire autrement que d'en être informés. Devant une menace aussi caractérisée, il n'est pas un gouvernement français, même de gauche comme celui de 1914, qui ne prenne des mesures. Une pareille situation nous conduirait de nouveau à un grand conflit entre armées normalement constituées, avec tous les risques qu'il comporte ; et nous avons de bonnes raisons de croire que les Allemands ne désirent pas cela pour le moment, d'autant plus que la bataille se livrerait sur leur territoire et qu'ils savent par nous ce qu'il en coûte. Leur esprit méthodique leur a dicté un programme raisonnable : d'abord annihiler notre victoire, ensuite nous infliger une défaite définitive. Ils n'en sont encore qu'au premier stade.

Quand on parle de « Vêpres rhénanes », on imagine volontiers un massacre général et, par surprise, une sorte de vaste coup de main s'étendant du Palatinat à la Ruhr. Certains Allemands y pensent ; ils conçoivent ce massacre comme le prélude de la grande revanche. En effet, l'armée du Rhin étant sinon anéantie, du moins disloquée, l'armée allemande suivrait les massacreurs et porterait la bataille en territoire français. Et il ne faut pas croire que ce soit du roman. Pour les raisons que nous dirons tout à l'heure, la réalisation n'est pas absolument impossible et les difficultés qu'elle rencontrerait ne viennent pas de la force que nous serions en mesure de lui opposer.

Du point de vue allemand, le plus gros écueil de cette entreprise serait l'obligation de laisser beaucoup d'initiative

aux assaillants ; or ces troupes d'assaut seraient forcément assez nombreuses, et si l'on conçoit très bien que le premier jour de la curée les Boches fanatisés tuent avec joie, on ne voit pas très bien comment on les reprendrait et les conduirait le lendemain, parce qu'ils ne sont faits ni pour l'initiative ni pour la liberté.

On prétend qu'une semblable attaque serait conduite par les trois divisions de la Reichswehr, les plus voisines du Rhin et renforcées au dernier moment. Or nous serions fatalement informés d'un mouvement de la Reichswehr. Dans ces conditions nous serions alertés également au dernier moment ; cette alerte jetterait bien le désarroi dans nos états-majors, mais il n'y aurait plus absolument surprise et l'opération serait compromise.

Le général von Seeckt n'engagera jamais au hasard les formations régulières de son armée, ne serait-ce que par crainte de quelqu'un de ces redressements extraordinaires dont les Français sont coutumiers dans les cas extrêmes et qui est bien, aux yeux des Allemands, la chose la plus déconcertante de notre caractère. Et puis, pour pouvoir faire un large usage des gaz nocifs à la toute-puissance desquels l'Allemagne croit aujourd'hui, il faut que nous soyons sortis du territoire allemand. D'autre part, une attaque d'ensemble entraîne de gros frais, et il ne paraît pas assuré que les banquiers soi-disant hollandais aient le pouvoir ni même le désir de financer une nouvelle guerre. On peut espérer aussi qu'une agression où le rôle du gouvernement de Berlin serait par trop notoire réveillerait l'instinct de conservation des voisins de l'Allemagne, en premier lieu dans les États de la Petite-Entente, en Italie peut-être, et chez beaucoup d'anciens combattants anglais, sans compter que les intérêts de l'Amérique seraient lésés. Enfin une semblable opération ne jouerait pas la plus belle carte du jeu allemand : la situation politique sur laquelle ils comptent en France. Comme on dit en tactique, Paris est le « point sensible » du dispositif français : c'est là qu'il faut frapper avant tout.

Les Allemands ont donc été amenés à chercher une solution utilisant cet avantage. Ils en ont trouvé une qu'ils estiment élégante, et qui les conduit au double résultat de nous faire évacuer les pays occupés et de nous amener à la ruine financière tout en ne leur coûtant à peu près rien.

*
* *

On a peu parlé dans la presse d'un événement qui s'était produit un mois environ avant le carnage de Pirmasens. Des séparatistes avaient installé des municipalités dans un canton de la rive droite du Rhin, sur le territoire de la tête de pont de C..., en lisière de la zone neutre imposée par le traité de Versailles. Un jour le délégué de la Haute-Commission à S... est averti que les nationalistes se préparent à attaquer un village séparatiste. Il se rend sur les lieux et sa voiture est arrêtée en route par une troupe parfaitement en ordre, avec armes, munitions, mitrailleuses légères, équipement, en un mot des soldats allemands en campagne auxquels il ne manquait qu'un uniforme. Le délégué dut faire demi-tour. Il alla requérir l'autorité militaire la plus voisine qui se trouvait à vingt kilomètres de là. On dépêcha un escadron de dragons, lequel ne put arriver que le lendemain matin. Les soldats nationalistes étaient repartis en camion automobile comme ils étaient venus ; ils avaient nettoyé le village, tuant une quinzaine de séparatistes, en jetant dix autres dans le Rhin avec une pierre au cou.

Il serait sage de prévoir des attentats de ce genre contre les troupes françaises. Soit qu'une troupe complète par compagnies ou par bataillons tente rapidement un coup de main et reparte non moins rapidement en territoire non-occupé, soit que des cadres d'officiers, sous-officiers, soldats spécialistes, viennent soulever la populace et conduire des bandes armées, rapidement rassemblées dans une ville, à l'attaque de la garnison, par un procédé très comparable à celui de Pirmasens.

Voici, tel qu'on peut l'imaginer, le scénario d'une de ces opérations : un jour choisi, une compagnie des associations de combat arrive en auto-camions au point désigné ; au besoin, elle anéantit en passant et sans bruit, le poste de garde à l'entrée de la ville ou du pont. Un détachement se rend au bureau de la place et un autre à l'état-major s'il y en a un, où ils saccagent, pillent, prennent ce qui les intéresse ; un autre détachement s'est, dans le même temps, emparé du central téléphonique et télégraphique. Le reste de la troupe ameute d'abord les affiliés de la ville, qui se répandent en armes dans les rues, puis les prétendues sociétés

sportives, et enfin cette tourbe prolétarienne d'ouvriers prussiens qu'on trouve dans toutes les villes et qui, pauvre et famélique, est toujours prête à toutes les besognes. Tout ce monde se dirige vers les casernes qui n'ont pas eu le temps de se mettre en état de défense, vers les parcs, les magasins, les logements des officiers, des sous-officiers et tout est livré au meurtre, au vol et à l'incendie. Le coup fait, les assaillants se dispersent avec la complicité de la police allemande, si la chose est nécessaire, et les « cadres » repassent le Rhin.

Ces agressions se produiraient par surprise tantôt dans une ville, tantôt dans une autre, selon une alternance judicieuse. Alors le gouvernement allemand dégage sa responsabilité, se dit impuissant à refréner ce qu'il appelle « l'expression du patriotisme des populations rhénanes opprimées » ; au besoin il met en avant une « provocation » aussi vraie que celle des avions de Nuremberg en 1914 et en appelle à l'opinion mondiale, laquelle fait chorus avec l'Allemagne pour admettre que le meilleur moyen d'arrêter l'effusion de sang est de rentrer chacun chez soi, c'est-à-dire d'évacuer les pays rhénans. Le Reichstag est unanime à absoudre les « patriotes » révoltés contre nous et se déclare prêt à ne pas les abandonner à nos représailles.

En présence de cette menace de guerre, devant le désordre jeté dans l'armée du Rhin et les « mouvements divers » des Français, quelle sera l'attitude de notre gouvernement? C'est là que l'Allemagne joue la carte politique.

*
* *

Tel est, selon nos informations, le plan de nos adversaires. On y voit la concomitance des actions politique, économique et militaire ; il répond bien à ce qu'ignorent trop les Français : la duplicité et l'audace des Allemands. Matériellement il n'a rien d'irréalisable.

Il suffira de rappeler qu'en Irlande, les sin-feiners ont très souvent attaqué et incendié des casernes malgré toutes les précautions des soldats anglais. Sans être identique, la situation présenterait quelque analogie. Mais les Allemands ont des moyens d'action infiniment plus puissants que n'en possédaient les Irlandais. Il est à présent avéré que de nombreux officiers et sous-officiers de réserve allemands,

ainsi que des spécialistes, mitrailleurs, pointeurs, signaleurs, etc., font des périodes d'instruction dans la Reichswehr ; le ministère de la Guerre allemand dissimule ces périodes d'instruction en envoyant en permission autant de soldats de l'armée active qu'il convoque de réservistes, ce qui ne change pas le nombre des rationnaires. Dans les mêmes conditions, on instruit des volontaires, et tout ce monde forme le personnel des organisations secrètes dont la moindre n'est pas le *Stahlhelm*, — casque d'acier — ou « ligue des soldats du front », qui compte plus de 2 000 groupes locaux dont les contrôles sont entre les mains de la Reichswehr.

On ne possède pas de données précises sur l'action du « Casque d'acier » en territoire occupé ; on sait que la *Deutsche-Krieger-Wohlfahrt-Gesellschaft*, qui est une sorte d'union nationale des combattants, compte 3 121 sections avec 202 000 adhérents pour les territoires occupés de la Ruhr et de la Rhénanie, à l'exception du Palatinat. Cette association n'est pas soumise à des exercices militaires plus ou moins déguisés ; le seul concours qu'elle assure au ministère de la Guerre allemand consiste à tenir à jour ses listes d'adhérents qui constituent des tableaux de mobilisation. En revanche, on sait d'une façon certaine que les officiers de complément, résidant en Rhénanie, vont discrètement accomplir de courtes périodes d'instruction sur la rive droite du Rhin. On s'en doutait depuis longtemps. Mais certains recoupements ayant donné une certitude, et bon nombre des intéressés étant connus, il serait criminel de ne pas en tenir compte.

La capacité de manœuvre de ces associations a été mise en évidence en différentes circonstances et notamment dans la campagne contre la Saxe socialiste en novembre dernier. Voici ce que disait à leur propos la *Gazette de Francfort* du 10 novembre :

Il est difficile de donner une évaluation précise à cause du système de relève hebdomadaire, selon lequel les différents groupes du district se remplacent pour la garde de la frontière. L'effectif total des groupes réunis dans les associations de combat de haute et basse Franconie et des groupes extérieurs affiliés peut s'évaluer à 10 ou 12 000. L'équipement et l'armement de ces groupes sont bons. Ils ont des fusils, des mitrailleuses et des munitions en quantité suffi-

sante. Les véritables troupes de combat à la frontière sont complètement armées ; elles ont des minenwerfer et des approvisionnements considérables en grenades à main. Ce qui manque, c'est l'artillerie, surtout l'artillerie lourde et les obus de gros calibre. On a pourtant constaté l'existence certaine de pièces d'artillerie à Weissmein et aux environs de Lichtenfels où se trouvent six pièces toutes neuves de 150 long.

La vente des armes de guerre est, par une ordonnance de la H. C. I. T. R., interdite en territoire occupé ; mais rien n'empêche, en temps normal, de passer tout l'armement qu'on veut de la rive droite à la rive gauche et personne n'a plus la candeur de nier que des revolvers, carabines et fusils nombreux sont cachés en Rhénanie et certains disent, non sans vraisemblance, qu'au jour voulu on verrait sortir aussi des mitrailleuses et même des canons.

Beaucoup de militaires nient le danger allemand ; nous n'en connaissons pas qui appuient leur optimisme sur la solidité de l'armée du Rhin. Si pénible que ce soit, il faut le dire pour mesurer le péril et, d'ailleurs, les Allemands étant à ce sujet bien mieux renseignés que nous, il n'y a pas de raisons pour le taire.

L'armée du Rhin est hors d'état d'opposer instantanément une résistance sérieuse à une agression soudaine. En cas d'une attaque de grand style, les neuf divisions squelettiques dont elle est formée n'auraient, une fois de plus, qu'à *tenir* en s'immolant. Et dans le cas de coups de mains que nous redoutons beaucoup plus qu'une attaque d'ensemble, les bleus dont elle est composée n'auraient ni la cohésion ni le sang-froid désirables.

Le bon sens le plus élémentaire indique qu'une armée d'occupation qui doit pouvoir, en principe, être alertée en quelques heures, devrait être composée de soldats de métier au moins pour une grande part. L'armée du Rhin compte un peu plus de sous-officiers rengagés que les corps de l'intérieur, mais cela ne constitue pas, à beaucoup près, la proportion désirable de vieux soldats. Chacun sait que, durant leurs trois semestres de présence sous les drapeaux, les recrues font six mois d'instruction, six mois de corvées et enfin six mois comme employés dans les différents services. Il en résulte que l'instruction est faite hâtivement et que jamais un colonel n'a sous la main des soldats entraînés,

capables de manœuvrer honorablement, à plus forte raison de coopérer à une opération de police importante. Et les Allemands ne l'ignorent pas (1).

Mais nous ne voulons pas passer en revue les faiblesses de notre dispositif. Et il nous sera permis de dire qu'il se ressent trop d'avoir été organisé dans une période de trompeuse quiétude et qu'on paraît, dans bien des cas, avoir tout à fait perdu de vue que nous sommes là-bas en pays ennemi.

Les plans de défense des garnisons sont généralement puérils et d'ailleurs ignorés des exécutants, sinon des Allemands ; les troupes sont étalées sur des distances énormes, fort empêchées de s'aider réciproquement, et malgré cela placées tout au long du Rhin, ce qui constitue une erreur comparable à celle de 1915 où tous les fantassins étaient entassés en première ligne. Enfin on a commis la maladresse de placer à portée immédiate de la rive droite et sur la rive droite elle-même, des régiments d'artillerie ou d'aviation, des formations d'automobiles, etc..., toutes unités incapables de se défendre par leurs propres moyens.

*
* *

La menace étant réelle, comment y parer?

Il faut donner à l'armée du Rhin un autre rôle et aussi une autre valeur morale que celle qu'elle possède. Non seulement il faudrait que les divisions dont est composée notre armée de couverture devinssent comparables aux divisions de fer de la frontière de l'Est d'avant-guerre, non seulement

(1) Il y a lieu de remarquer qu'une demi-classe (deuxième contingent de la classe 1922) doit être libérée au mois de mai. Il en résulte que pendant le mois de juin et jusqu'à ce que les jeunes recrues appelées fin mai soient mobilisables, le nombre des hommes disponibles sera, à l'armée du Rhin comme partout, réduit de moitié. Par conséquent, toute opération de police importante nécessiterait le rappel d'une classe ; ce qui serait, pour un gouvernement faible, une nouvelle raison d'atermoyer.

Quant aux fluctuations du change, il convient, selon des informateurs au courant des affaires allemandes, d'attendre également le mois de mai. La chute précipitée du franc fut le résultat d'une panique provoquée par l'agiotage anglo-hollando-allemand, mais non pas de l'agiotage lui-même. Cette chute fut prématurée et contraire, dans une certaine mesure, au jeu de nos ennemis, dont le but est de faire coïncider dans le temps les embarras financiers et les menaces belliqueuses.

il faudrait rendre à tous les officiers et gradés la conscience exacte de leur rôle en Allemagne, non seulement il faudrait que l'affectation à l'armée du Rhin fût considérée par tous les militaires de carrière comme une affectation d'honneur, mais il faudrait donner aux autorités militaires de nombreuses attributions de police et de sécurité, dont la H. C. I. T. R. se sert fort mal et ne laisser à cette dernière que le rôle délibératif dont elle n'aurait jamais dû sortir.

N'oublions pas, encore une fois, que les Allemands ne comprennent que la force et l'autorité ; ils aiment être commandés et ils sont d'autant plus fiers d'obéir que le chef se fait mieux craindre. Le jour où les Allemands sauraient que tout attentat contre les troupes d'occupation serait suivi, dans les vingt-quatre heures, d'une marche sur Münster ou Heidelberg, que cent otages seraient fusillés, et qu'en cas de récidive, ces villes et d'autres seraient détruites, ils commenceraient à nous admirer et la discorde se remettrait dans leurs rangs, ce qui est la meilleure de nos sécurités.

***

Entre le Congrès de Vérone et la Guerre d'Espagne

Lettres inédites de Chateaubriand

La très complète édition qu'Edmond Biré a donnée des *Mémoires d'outre-tombe* nous a présenté un Chateaubriand peint par lui-même. Tableau excellent, tracé de main de maître on peut le croire, mais où les couleurs favorables abondent, on peut le croire aussi. Sans incriminer la véracité de l'illustre homme d'État, son habituel et souvent légitime orgueil ne permet pas d'imaginer qu'il ait médit de soi. On n'écrit jamais des « Mémoires » pour se donner des verges ; et si des souvenirs personnels, pleins de feu, de vivacité et de talent, offrent un canevas merveilleux pour broder une longue vie, ils sont insuffisants, parce qu'ils sont imparfaits. Il faut les compléter par des lettres, meilleurs et véridiques témoins dans leur langage prime-sautier et leur constant aveu sans retouches.

Pour personne, cette contre-partie n'est plus nécessaire que pour Chateaubriand ; pour personne elle n'est plus aisée. Lui, qui avait la plume facile ; lui, chez qui les sentiments les plus intimes se déroulent toujours en se drapant dans le manteau de la littérature, n'a pas manqué de laisser courir sur le papier son cœur autant que son esprit. Il a dû

envoyer beaucoup de lettres, sans compter les billets et les réponses ; et il les a en effet lancées aux quatre coins du monde, un demi-siècle durant. Sa renommée comme son génie honoraient et captivaient ses heureux correspondants ; aucun n'a dû négliger de conserver ces feuilles précieuses. La crainte serait d'en rencontrer trop plutôt que pas assez.

Où sont donc ces « correspondances »? En vérité bien dispersées ; et encore pleines de lacunes. Des mains respectueuses et empressées ont toutefois publié des fragments.

La plus ancienne, elle date du 25 octobre 1799, est adressée à Fontanes, l'ami utile de ce temps-là. Sainte-Beuve l'a publiée dans les *Causeries du lundi*. Et plus tard, quand il écrivit son fameux ouvrage sur *Chateaubriand et son groupe littéraire*, il en a révélé une trentaine encore.

Villemain n'a donné que des pages tronquées, pour la plus grande gloire de la symétrie, dans son *Étude sur Chateaubriand*.

Chateaubriand lui-même a transcrit quelques-unes de ses plus importantes missives dans le *Voyage en Italie*, le *Congrès de Vérone* et les *Mémoires d'outre-tombe*.

Mme Lenormand rédigeant ses *Souvenirs* sur sa tante Mme Récamier, apporte, comme on devait s'y attendre, un très riche butin : pas moins de 260 pièces.

Après elle, le témoin le plus intime, le meilleur, M. de Marcellus, en insère 73, quand il écrit son livre sur la *Politique de la Restauration*.

Parmi la correspondance de Joubert, M. de Raynal en intercale deux autres.

Plus près de nous, le chanoine Pailhès, très documenté sur l'auteur des *Martyrs*, en découvre une trentaine, dont il orne son travail sur *Chateaubriand, sa femme et ses amis*.

Çà et là, les chercheurs recueillent de petits paquets, tous précieux : M. de Roberthon révèle 40 lettres intimes à Mme de Custine ; on nous apporte 72 lettres à Mme de Cottens, ou encore 16 lettres à un Écossais lettré : Fraser Frisel. Un portefeuille de province longtemps discret, celui de la très romanesque marquise de Vendômois, dont on a vite percé l'anonyme, en contient 37.

Dans leurs *Mémoires*, Guizot, Hyde de Neuville, Villèle, respectivement en ont inséré 5, 31 et 22.

Dans leurs *Souvenirs*, Ampère et Barante : 7 et 5.

La correspondance de M. de Serre en garde 9.

L'abbé Pailhès a été le chercheur le plus favorisé, puisque 400 autographes lui ont servi pour composer son livre sur la duchesse de Duras.

En racontant les *Dernières années de Chateaubriand*, Edmond Biré avait dépouillé scrupuleusement les journaux de l'époque et trouvé ainsi dans leurs colonnes quantité de lettres oubliées de l'homme illustre.

Le travail du comte d'Antioche sur *Chateaubriand, ambassadeur à Londres*, provient, aux archives des Affaires étrangères, de la correspondance d'Angleterre.

Une mine plus modeste, mais inattendue, a été explorée par M. Maurice Levaillant : c'est la correspondance échangée avec M. Le Moine, intendant dévoué et confident attitré de M. et de Mme de Chateaubriand pendant près de trente années.

On avait ainsi à peu près 2 000 lettres, éparses çà et là, quand M. Louis Thomas a entrepris la très louable, très difficile, très longue besogne de nous donner une collection de ces documents, de publier une *Correspondance générale* classée et méthodique du grand homme.

L'entreprise commencée en 1908 avec une belle vaillance à la librairie Champion a été retardée par la guerre (l'esprit n'était pas là) ; depuis par les frais prohibitifs de l'imprimerie (le danger est plus grand encore) ; et nous attendons la suite avec un certain découragement. Profitons de cet intervalle malencontreux pour continuer nos cueillettes. J'apporte une gerbe afin de calmer l'impatience sur un point particulier, à propos des événements qui portèrent, il y a cent ans, Chateaubriand au pinacle : lors du congrès de Vérone, où il ne fit pas la figure magnifique qu'il s'est attribuée ; et à la veille de notre expédition en Espagne, où il joua un rôle de premier plan, car il tenait alors, dans les conseils du roi, le portefeuille des Affaires étrangères.

Ces lettres, inédites, sont adressées au vicomte Mathieu de Montmorency, son prédécesseur au Département, son chef au Congrès de Vérone, son ami politique, encore qu'il ait assez lestement accepté de prendre sa place, malgré toutes sortes de belles protestations de désintéressement. Ce sont deux personnages considérables dans l'État, d'illustre naissance, de haute situation sociale, pairs de France, ministres, membres de l'Académie française, de vive intelligence, de grand crédit, et mêlés ensemble aux plus graves

affaires de l'Europe. En même temps ils ont vécu, l'un et l'autre, dans ce cercle littéraire de Mme de Staël qui nous intéresse par tant de côtés, Mathieu de Montmorency plus intime, avec un cœur plus chaud, une influence plus profonde, plus ancienne, et une amitié plus fidèle ; mais Chateaubriand dans un plus grand éclat.

En 1822, Mme de Staël est morte depuis cinq ans, mais Mme Récamier vit toujours, et toujours fort entourée d'affections délicates où Mathieu et René se disputent la préséance : le premier, dans le souvenir d'un dévouement désintéressé qui date d'un demi-siècle, le second avec une jalousie triomphante où la vanité n'est pas absente dans une passion récente encore, mais qui durera jusqu'à son trépas.

C'est là aussi un rapprochement assez piquant au reste, où les affaires de cœur et les affaires d'État se mêlent, presque à l'insu des deux champions.

*
* *

On connaît la carrière de Chateaubriand à cette année de 1822 ; sa prééminence littéraire sous l'Empire et ses démêlés presque tragiques avec Napoléon ; son ardeur royaliste à la Restauration ; il accompagne Louis XVIII à Gand ; il joue un rôle à la Chambre des Pairs, un plus grand dans le monde des lettres ; il entre dans la carrière diplomatique à Berlin ; puis le voici ambassadeur à Londres, le premier poste de l'Europe, comme il ne cesse de le faire remarquer, depuis qu'il l'occupe. A son arrivée en Angleterre, les choses se brouillaient en Espagne : le roi Ferdinand était le jouet de la Révolution à Madrid. Les Anglais, qui y trouvent leur intérêt, veulent laisser faire ; la France, qui y voit un danger, voudrait arrêter le flot et soutenir le trône ébranlé. M. de Villèle, le plus important des ministres (il ne sera officiellement président du Conseil qu'un peu plus tard), entend y apporter beaucoup de prudence, en bon ministre des finances qui tient les cordons de la bourse.

Plus chevaleresque, mettons si l'on veut moins politique, Mathieu de Montmorency aperçoit surtout le devoir de secourir un monarque en péril, un prince de la maison de Bourbon, et de combattre chez nos plus proches voisins

ces mêmes doctrines révolutionnaires qui menacent en France la sécurité nationale ; des conspirations militaires à peine réprimées viennent de le manifester trop clairement. Il est royaliste indépendant, loyal, sincère, indéfectible, avec son désintéressement de grand seigneur, sa connaissance des événements où il est mêlé depuis quarante ans, les souvenirs de son libéralisme de jeunesse dont il porte le repentir avec une humilité toute chrétienne et dans une conviction qui éclaire sa conduite, fortifie ses sentiments de religion nourris par sa piété.

Tous les États sont en éveil ; on doit se réunir en un prochain congrès afin d'y prendre des décisions communes. M. de Montmorency, ministre des Affaires étrangères, naturellement, y représentera la France, mais M. de Chateaubriand en a conçu l'ambition, et voici qu'il demande cette mission avec instance.

Ses lettres, qui sont au nombre de onze, nous sont parvenues. Le petit-fils de Mathieu de Montmorency, M. le duc de Doudeauville, a bien voulu nous ouvrir ses archives et nous confier les papiers de son aïeul, dont la vie a été depuis de longues années l'objet de nos études. L'histoire trouve des lumières dans ces précieux documents ; ce sont des éléments nouveaux pour le récit que nous venons de faire du congrès de Vérone à la fin de 1822, et de l'expédition française en Espagne en l'année 1823.

Dans le style, le ton est à la fois vif et forcé, d'une fausse simplicité, d'une familiarité presque hautaine, d'une fatuité insupportable par les réticences ; l'écrivain affecte, par les petits détails, d'être dégagé des choses de ce monde, au-dessus des événements comme des hommes, traitant chacun de haut, montrant bien qu'il peut et doit tout mener.

Et cependant le grand homme parle en quémandeur inlassable afin d'obtenir des places aux amis politiques. Il ramène tout à ces faveurs, monnaie courante de la vie parlementaire où les votes s'achètent par des emplois et où l'effort des influences eût abouti à composer un « personnel » de fonctionnaires à sa dévotion ; s'appuyer sur la reconnaissance est aussi un procédé de gouvernement.

Au fond, c'est encore de la vanité pour se donner de l'importance et montrer à ses amis son crédit.

Dans l'auréole de sa gloire, il ne craint pas de descendre de son piédestal pour des sollicitations personnelles. Une

véritable passion le pousse à se rendre au Congrès qui doit s'ouvrir ; il a de bonnes raisons, mais il multiplie les mauvaises, tout en laissant paraître naïvement les motifs très sincères de ses désirs empressés.

Aussi ces missives sont surtout curieuses parce qu'elles nous apportent le secret du cœur plus que de la diplomatie et peignent le caractère intime de l'homme illustre. Elles disent sur certains points des faits nouveaux, elles confirment des opinions connues. Elles se rapprochent des dépêches qui ont été insérées dans les *Mémoires* de M. Villèle (au tome III) ; car, écrites le même jour sous l'impression dominante d'un même sentiment, elles ne s'éloignent pas de la pensée qui guide la main. Ces billets intimes s'ajoutent avec intention aux dépêches officielles afin de souligner le trait et de frapper l'attention ; et dès la première lettre on voit le ton avantageux, dégagé de Chateaubriand, auprès de son interlocuteur, « noble vicomte » comme lui, à qui il offre des conseils pour mener à bien les choses d'ici-bas.

I

Le vicomte de Chateaubriand au vicomte Mathieu de Montmorency.

[Londres], 7 mai [1822].

Je ne saurois trop vous remercier, noble vicomte. Ma dépêche est très longue aujourd'hui et elle est d'une grande importance. Je ne saurois trop vous engager à vouloir cette négociation, ne dût-elle aboutir à rien. C'est, je pense, dans ce moment, le ciel ouvert sur la question des colonies espagnoles. Cela peut donner une importance immense à votre ministère et vous sentez combien on peut faire valoir qu'une telle négociation ait été ouverte par des royalistes et sous une administration royaliste.

J'insiste pour que votre réponse puisse être *montrée*. Vous me donnerez à part vos avis secrets.

Je meurs de fatigue... Vous devez le juger à ma correspondance et à la multitude de mes relations. Ma maison sera ouverte le 12. Le duc d'Yorck veut me demander à dîner et le Roi [Georges IV d'Angleterre] en a grande envie. Mais les jalousies diplomatiques empêcheront peut-être le Roi de me faire cet honneur.

Nos amis m'écrivent de France des lettres furieuses et lamentables contre le ministère. Ils se disent trahis, etc., etc. On a eu bien tort,

selon moi, de ne pas placer les six ou sept personnes dont, après tout, on m'avait promis les places entre les deux sessions. Est-ce que Donnadieu ne va plus au cordon sanitaire? Si vous reculez, vous tomberez. Prenez-y garde! Les élections seront commencées quand cette lettre vous arrivera. J'ai de vives inquiétudes.

Cependant, la circulaire de Villèle est très bonne.

Bon jour, noble vicomte,

J'espère que vous êtes au moins content de moi.

Tout à vous, CH.

II

Fragment.

« ...dans ma petite dépêche. Vous aurez peut-être vu toutes les belles choses qu'a dites de moi M. Canning dans un discours public. Cela a très bien fait pour notre cause. Je dîne aujourd'hui chez la marquise de Coningham et le duc d'Yorck dîne chez moi dimanche prochain. Il est maintenant assez probable que le Roi acceptera une invitation à l'ambassade de France. Je travaille à cela.

Votre politique intérieure peut devenir admirable si vous profitez bien des bonnes élections et de la mort du duc [de Richelieu], qui tue le parti Pasquier, Monnier et le ventre, mais au nom du ciel prenez garde à une division dans le côté droit, et pour l'éviter faites quelques grandes nominations royalistes.

Le duc de Broglie a dîné chez moi avec M. de Staël. Cela m'amuse assez de faire boire du vin de royaliste à l'opposition.

Tout à vous, noble vicomte,

CH.

24 mai [1822].

Il est permis de constater que les *Mémoires d'outre-tombe*, parlant des Français de marque qui furent à ce moment à Londres les hôtes de l'ambassadeur, ne citent pas ces « libéraux », mais un groupe appartenant à une tout autre nuance d'opinion politique. L'omission, on pourrait dire la substitution, est certainement voulue. Voici le passage imprimé de Chateaubriand qui n'écrivait rien sans intention :

Mes visiteurs français à Londres furent M. le duc et Mme la duchesse de Guiche (née de Polignac), dont je vous parlerai à Prague ; M. le marquis de Custine, dont j'avais vu l'enfance à Fervacques ; et Mme la vicomtesse de Noailles, aussi agréable, spirituelle et gra-

cieuse que si elle eût encore erré à quatorze ans dans les beaux jardins de Méréville.

Ceci est écrit en 1839.

En 1822, l'ambassadeur appuie au contraire sur son rôle, d'ailleurs fort louable, de guide aimable et adroit de gens distingués, mais adversaires politiques du ministère dont sa courtoisie veut faire la conquête.

III

Le vicomte de Chateaubriand au vicomte Mathieu de Montmorency.

Londres, 31 mai 1822.

Je vais vous répondre, noble vicomte, article pour article.

J'ai vu M. de Broglie, M. de Staël et M. d'Houdetot : ils ont dîné chez moi. M. d'Houdetot, très cordial et très apprivoisé ; M. de Broglie, un peu farouche. M. d'Houdetot est retourné en France ; M. de Broglie se dispose à partir. M. d'Haussonville, que j'ai mené hier au bal paré de l'Opéra, où le roi se trouvoit, paraît peu disposé à partir pour le cinq ; il est d'ailleurs très bien pour nous à présent. Il n'y a pas d'autres pairs ici. Je n'ai pas vu M. d'Argenson. J'ai donné à dîner aux deux *Vernet;* ils sont bien mauvais ; mais ils m'ont paru contents de la courtoisie du grand-père des Ultra.

Vous savez tout le bien que je pense de l'abbé Frayssinous. Le choix (1) pris *absolument* sera admirable, et pris *relativement* il aura des inconvéniens. Il fera dire que la *Congrégation* mène tout. Savez-vous que l'on dit que vous êtes de la Congrégation? C'est avec cette bêtise qu'on veut nous diviser tous ; on n'y parviendra pas.

Ne doutez nullement que de Lalot ne soit très mécontent ; et considérez si dans un gouvernement représentatif, on peut sans danger blesser un homme de la puissance de de Lalot à la tribune? Prenez garde aux divisions de la droite. Tout le danger est là.

Je suis charmé que l'affaire de Castelbajac soit finie ; mais l'est-elle? Et Bertin de Vaux? Et Agier et La Borie? A propos, il faut que je vous dise que je suis décidément en hostilité avec un de vos collègues : M. de Clermont Tonnerre ; il n'a rien fait pour mon pauvre beau-frère. Si c'est ainsi que l'on sert ses amis, je n'entends plus rien aux associations politiques. Je vais très franchement faire la guerre au ministre de la Marine, puisqu'il se laisse conduire par ses

(1) Pour le poste de Grand Maître de l'Université.

exécrables bureaux. J'aimerois cent fois mieux Portal. Si je m'étois adressé à lui, il auroit fait tout ce que j'aurois voulu, et d'autant plus que le roi est très bien pour M. du Plessis Parscau.

— Je reviens.

Je ne crains rien de la Chambre des Pairs. Elle aura, comme l'année dernière, l'envie de faire quelque chose et ne fera rien. La personne dont vous parlez me paroît se tromper. Si elle croit que la mort du duc [de Richelieu] a fait monter ses actions. Vous n'avez à craindre dans la Chambre des Pairs que quelques phrases dans l'adresse.

La Chambre des Députés sera orageuse et par conséquent la session sera longue. Vous devez vous y attendre. La Gauche sent bien qu'elle s'en va en grande partie l'année prochaine, et, par conséquent elle doit tâcher de tout brouiller. Il est probable que le Centre gauche affectera la modération pour attirer le Centre droit. Vous, vous n'avez rien à faire que de marcher franchement à la tête de vos amis.

J'espère que vous ne présenterez rien que le budget et que la commission, bien nommée, fera le rapport vite.

J'ai des rapports *directs* sur la lettre royale. On rejette la pensée de se mêler de cela comme la chose la plus pernicieuse du monde. Je sais que l'empereur de Russie a été sur ce point un vrai chevalier. Je ne saurois trop vous engager à n'avoir aucune espèce de craintes de vos ennemis. Soyez modérés, polis, mesurés, mais fermes.

Je me doute bien de l'insolence de leurs notes officielles ; repoussez-les et surtout n'ayez pas l'air d'avoir peur.

Je consulterai pour le *Morning chronicle*. Mon avis à moi est de laisser passer ; mais je puis avoir tort.

Voilà, noble vicomte, une effroyable lettre. Bon jour ; je tombe de fatigue. Le courrier est énorme et j'ai passé la nuit au bal royal.

Tout à vous,

Ch.

Un passage de cette lettre est à retenir :

La façon dont Chateaubriand parle de la « Congrégation » montre bien qu'aux yeux des gens d'esprit, même peu informés, ce mot mystérieux recouvrait une accusation imprécise et désobligeante ; simple machine de guerre.

Rappelons d'abord que l'abbé Frayssinous n'était point congréganiste non plus que M. de Villèle. Ce dernier, vers la fin de l'Empire, à Toulouse, avait eu connaissance, mais sans y entrer, d'une association d'hommes voués à la pra-

tique des bonnes œuvres et qu'était venu organiser Mathieu de Montmorency. La chute de Napoléon et la délivrance du Pape avaient rendu inutile ce groupement.

Si Chateaubriand devinait que la « Congrégation » n'était en politique qu'un fantôme à tromper les niais, il connaissait fort mal la réunion de piété, qui existait réellement et dont les séances se tenaient précisément à la porte de son hôtel, rue du Bac, dans la maison des Missions étrangères. Il en parle une fois dans ses *Mémoires* pour accoler l'épithète à un magistrat et il fait erreur. Celui-là non plus n'était pas congréganiste. Ce nom de « congréganiste » est comme le synonyme de dévot ; clérical, dirait-on aujourd'hui.

S'il n'y a pas lieu d'accepter pour la « congrégation » le reproche d'intrigues et d'influences occultes, il faut au contraire constater que Chateaubriand le méritait par ses démarches pressantes au profit de ses amis. Ceux qu'il recommandait vivement à Mathieu de Montmorency, il les a déjà maintes fois désignés impérativement à la bienveillance de M. de Villèle. Ainsi il dit tout net dans sa lettre du 30 avril à celui-ci :

« Placez mes cinq ou six royalistes : Bertin de Vaux, Castelbajac, Donnadieu, Canuel, La Borie, Agier, Delalot ; faites rendre le ministère d'État à Vitrolles ; arrangez la Bourdonnaye si vous pouvez ; après cela, l'avenir est à vous. Évitez la désunion parmi les royalistes aux élections et à la session prochaine tout est gagné. »

Ces cinq ou six candidats, en réalité, sont neuf et tous exigeants : une ambassade, la pairie, le conseil d'État, une division, une place dans un ministère, un titre, une pension peuvent seulement les satisfaire. Tel est bien le but « politique » de Chateaubriand, ce qui ne saurait écarter notre sentiment pénible en face de ces instances indiscrètes.

Lui-même va les multiplier sans vergogne en sa faveur :

IV

Londres, le 11 juin 1822.

Je viens vous demander, noble vicomte, ce qui est le but de mon ambition diplomatique et ce que j'aimerai d'obtenir de vous.

Je désire aller au Congrès. Je pense qu'il est bon pour vous et bon pour moi que vous me mettiez en rapport direct avec les souverains de l'Europe. Vous compléterez ainsi ma carrière et vous m'aurez

toujours sous la main pour vous faire des amis et pour repousser vos ennemis.

Voici mes raisons plus générales :

Vous devez savoir maintenant par l'examen des cartons de votre ministère que toute la diplomatie de vos prédécesseurs est *ennemie :* M. de Caraman est un des membres les moins bienveillants de l'ancien corps diplomatique ; et à ce grand inconvénient il en joint un autre, celui d'être l'instrument de M. de Metternich. La Ferronnais, excellent d'ailleurs, n'a pas du tout réussi au Congrès [de Laybach] et il avait surtout déplu à son Empereur. Des trois plénipotentiaires français à Laybach, il n'y a que M. de Blacas qui ait été agréable aux souverains, et si le Congrès a lieu en Italie, il est naturel que M. de Blacas s'y trouve. Si je suis auprès de lui, je l'empêcherai de tomber dans la politique *obséquieuse* où il avait été entraîné.

Vous savez peut-être que vos prédécesseurs m'auroient eux-mêmes envoyé à Laybach si l'obstination et en même temps l'hésitation du roi de Prusse à rester ou à ne pas rester à Berlin, n'avoit fait perdre un temps qui amena la fin du Congrès. Je vous demande de faire pour moi ce que vos prédécesseurs auroient fait, et ma position pour obtenir cette faveur est bien meilleure aujourd'hui qu'elle ne l'étoit alors.

Je suis *ambassadeur* auprès de la première puissance de l'Europe ; j'ai acquis une prépondérance que je n'avois pas encore lorsque je n'étois que ministre à Berlin. Il est très utile pour vous que vous ayiez au Congrès un homme qui connaisse la politique anglaise et qui puisse découvrir qu'elle est enfin l'espèce de relations secrètes qui existe entre la cour de Vienne et la cour de Londres. Pendant le Congrès je vous serai (*sic*) en Angleterre d'une parfaite inutilité. Tous les rapports arriveront à Paris, avant d'avoir été à Londres, et la cour de Londres ne m'apportera pas les dépêches officielles à lire et à extraire comme le faisoit la cour de Berlin. Dans un mois, vous savez que toutes les affaires cessent à Londres : les ministres même s'en vont à la campagne, on ne peut plus les joindre ; cet état de mort dure presque huit mois. Aussi à cette époque, presque tous les ambassadeurs s'en vont en congé sur le continent ou voyagent en Angleterre.

On ne peut pas m'objecter l'éloignement des lieux et la longueur du chemin : Vienne, pour M. de Caraman, est aussi loin de Florence que Londres l'est de cette ville ; et quand à M. de La Ferronnais, aller de Pétersbourg à Florence, c'est aller d'un bout de l'Europe à l'autre.

Je ne vois donc, noble vicomte, aucune objection raisonnable. Nous pouvons et nous devons avoir trois ambassadeurs, au moins, au congrès de Florence, comme nous en avions trois au congrès de

Laybach. On y agitera les plus grandes questions du monde, et un seul ambassadeur n'oseroit prendre sur lui de les décider. Alors pourquoi ne serois-je pas un de ces trois ambassadeurs? Pourquoi donneriez-vous la préférence sur moi à M. de Caraman? Ne suis-je pas votre ami, le représentant au dehors de votre ministère, l'homme qui connoit votre politique et qui peut vous faire des amis au Congrès, comme je vous en ai fait à Londres? Peut-être pensez-vous au duc de Laval? Eh bien ! je vous demande d'y aller avec lui, et de remettre ainsi en rapport d'amitié deux hommes entre lesquels un nuage politique s'est si malheureusement élevé. Voici mon calcul : pour le roi, M. de Blacas ; pour vous, le duc de Laval ; et pour votre opinion et votre ministère, moi. Si vous jugiez qu'on pût être quatre, je vous demanderai (*sic*) Rayneval, comme sachant bien le *matériel* et répondant à une autre partie de l'opinion. Pour ma nomination au Congrès, vous avez un précédent remarquable : le prince d'Esterhazy y sera ; il est ambassadeur, comme moi, à Londres.

Noble vicomte, j'agis toujours avec franchise : quand on vous a dit que je n'étois *pas bien pour vous* et que *je voulois votre place*, je vous ai écrit pour vous dire que c'étoit un ignoble mensonge. Je n'abandonne point mes amis dans la disgrâce, et je ne les envie jamais dans la prospérité. Restez où vous êtes. Je suis heureux et fier de servir sous vous. Avec la même loyauté je vous demande d'aller au Congrès et je ne vous cache point ma prétention raisonnable. Vous devez chercher à m'élever ; je dois être votre bras droit. Il n'y a point d'arrière-pensée dans ma demande. Je veux aller au Congrès pour revenir plus fort en Angleterre, où je me plais et où j'ai réussi au delà de mes espérances. Si un jour vous jugez que je vous sois utile dans l'intérieur, vous trouverez toujours bien où me placer. Mais quant à présent je ne demande qu'à suivre et parcourir ma carrière diplomatique. J'ai détruit à Berlin et à Londres les préjugés qu'on nourrissait contre nous. Vous ne pouvez pas m'envoyer passer trois mois dans toutes les cours ; il faut donc saisir l'occasion d'un Congrès, pour me faire faire d'un seul coup, pour notre cause, ce que je n'ai pu faire que séparément et imparfaitement ; enfin, il importe que vos représentants au Congrès ne soient pas ceux du vieux ministère.

En voilà bien long, noble vicomte, et j'en aurois encore bien plus à dire. J'ai examiné à fond la chose, parce que je l'ai très à cœur, et la désire très vivement. Je me suis fait toutes les objections possibles, et, je vous l'avouerai, pas une ne m'a paru raisonnable.

Si le roi d'Angleterre alloit sur le continent, raison de plus. Je le suivrois comme M. de Caraman et La Ferronnais ont suivi les empereurs d'Autriche et de Pétersbourg.

J'attends, noble vicomte, votre décision. Vous ne me refuserez pas ce que je vous demande au nom de l'amitié et de la politique.

Tout à vous,

CHAT.

« En voilà bien long », en effet, mais la chose lui tient à cœur et il ne craint pas les répétitions. Il a ouvert le feu, comme il sied, auprès de M. de Villèle, dès le 2 avril, il continue les 17, 23, 30 mai. Et il fait presser le ministre des finances par Mme la duchesse de Duras.

Entre temps, il demande le *cordon bleu* « pour le bien du service du roi », il ne faudrait pas qu'il fût le seul ambassadeur sans cordon dans la plus grande ambassade de l'Europe, « cela est remarqué et fait mauvais effet parmi le corps diplomatique ». Ceci est dit négligemment, la mission est surtout l'objet de ses désirs ; il les justifie par ses talents : « J'ai déjà beaucoup amélioré ici notre position. » Et il est à Londres depuis trois semaines !

Il entame la campagne auprès de son chef hiérarchique, le ministre des Affaires étrangères, par cette lettre du 11 juin, que je viens de transcrire sur l'original. Elle a été imprimée dans les *Souvenirs* de Mme Récamier, car Chateaubriand a pris soin d'en envoyer copie à Juliette, la priant d'appuyer sa candidature elle aussi auprès d'un ami commun. Cependant il veut lui faire croire que tout son dessein d'aller à Vérone est de traverser Paris pour la revoir :

« Vous me direz : vous avez donc une terrible fureur de ce Congrès. Pas du tout. Mais c'est le chemin qui me ramène dans la petite cellule (1). »

Elle en croira ce qu'elle voudra. Nous pouvons penser que l'ambition le pousse plus que le sentiment, quand il réitère auprès de M. de Villèle les arguments qu'il emploie auprès de M. de Montmorency et avec les mêmes explications :

« Vous m'aurez sous la main... d'autant que parmi vos ambassadeurs, vous n'avez personne. » Il affecte le même dédain pour le « corps diplomatique de Buonaparte » et il traite de haut M. de Rayneval qui, bon agent de la carrière, « sait tout le *matériel* », la moindre chose, c'est-à-dire son métier. « Sa nomination avec la mienne aurait l'air de l'impartialité et ferait taire les libéraux. »

(1) De l'Abbaye-au-Bois.

Il change seulement les candidats, pour demeurer plus facilement sur la liste :

« Reste la question des hommes. Mathieu présentera sans doute son cousin *Adrien*. Je n'en veux certes point à ce pauvre duc de Laval. C'est un loyal chevalier, mais il me paraît difficile de le placer entre des hommes tels que Metternich, d'Hardenberg, Pozzo, Cappo d'Istria. »

Cependant il accepterait qu'on l'adjoigne à lui.

Puis il revient à sa combinaison : « Blacas pour le roi ; moi pour la droite et pour vous ; Rayneval pour la *révolution*, cela serait la perfection. »

Mais la perfection n'est pas de ce monde. L'ingénieuse combinaison s'écroule par la base : M. de Montmorency indique poliment qu'il compte remplir lui-même le rôle qui lui appartient.

V

Le vicomte de Chateaubriand au vicomte Mathieu de Montmorency

21 juin [1822].

J'ai reçu, noble vicomte, votre longue réponse et je vous en remercie. Elle ne change rien au fond de mes idées : je suis persuadé qu'à la réflexion vous aurez vu qu'on ne peut guères sans me blesser injustement m'opposer M. de Caraman. Mais si vous allez vous-même au Congrès, cela finit tout, et la France ne saurait être mieux représentée.

Quoique lord Londonderry soit invité par M. de Metternich à aller à Vienne, on ne croit pas qu'il s'y rende. Il ne peut se mêler de l'*occupation* de l'Italie que pour protester, et alors il embarrasseroit les souverains par sa présence ; et il ne peut approuver cette *occupation* sans s'exposer auprès de la nation anglaise et du Parlement. J'ignore si le prince Esterhazy sera au Congrès comme plénipotentiaire ou comme voyageur. Il m'a dit qu'il espérait assister aux conférences. Alors il seroit à Veronne (*sic*) comme plénipotentiaire.

Je suis avec le roi d'Angleterre assez bien pour lui être agréable ; pas trop pour déplaire aux ministres. Je m'en tiendrai là. Les ministres ne m'ont montré aucun symptôme de jalousie. Lord Londonderry au contraire redouble de prévenances.

Tout à vous, noble vicomte.

Ci-joint une lettre sur les affaires d'Espagne dont vous ferez ce que vous voudrez : elle est peut-être bonne à mettre au cabinet.

Évidemment, le « noble vicomte » (Chateaubriand) n'est pas content, et la lettre du 21 juin n'a pas l'expansion confiante de celle du 11.

La détermination de M. de Montmorency lui est désagréable parce qu'elle ferme poliment la porte aux instances, et il reste coi tout en prétendant que ces raisons « sont bien faciles à réfuter ». Toutefois ce n'est pas sans justesse qu'il signale l'inconvénient de la présence du ministre au Congrès.

« C'est son droit. Il aurait grand tort de l'exercer. Je pense seulement qu'il ferait une faute telle qu'elle pourra le renverser par les intrigues qui vont s'ouvrir pendant son absence. » C'est connaître les mœurs parlementaires.

Mais ce serait méconnaître l'esprit de Chateaubriand de penser qu'il demeurera à court d'imagination ; une idée lui vient ; une « contre-idée », dit-il à Mme Récamier : « Pourquoi, pendant l'absence de Mathieu, ne me confierait-on pas le portefeuille des Affaires étrangères par *intérim?* »

Oui, pourquoi? Mais il ne s'ouvre pas de ce dessein au titulaire et il revient auprès de lui à l'intention première.

VI

Le vicomte de Chateaubriand au vicomte Mathieu de Montmorency.

Mardi, 23 juillet 1822.
5 heures du soir.

Je vous remercie, noble vicomte, de votre lettre cordiale. Si je n'ai plus M. de Blacas pour concurrent, je me crois sûr de la victoire à moins que vous ne deveniez vous-même mon rival. Mais pourquoi, si vous allez au Congrès, ne m'emmèneriez-vous pas avec vous? Ma dépêche vous dit tout ce qu'il y a à savoir maintenant sur les projets de lord Londonderry relativement au Congrès. Je viens de le voir à l'instant. Je lui ai fait votre communication *confidentielle.* Il ne veut point donner des pouvoirs à sir Charles Stuart (1) pour traiter des affaires d'Espagne avec vous. Vous verrez par le *post-scriptum* de ma dépêche, à quel point il est monté. Pourtant j'ai obtenu de lui plus que je ne l'espérois, car il m'a dit qu'il écrivait à sir Ch. Stuart de s'entretenir avec vous confidentiellement sur la *question du cordon sanitaire* (2), uniquement sur ce *point-là.* Il est presque pour les *Cortès,* et surtout pour les hommes modérés qu'il croit voir triomphans en Es-

(1) Ambassadeur d'Angleterre à Paris.
(2) Les troupes françaises échelonnées sur la frontière des Pyrénées.

pagne. Il parle du roi [Ferdinand VII] malheureusement comme il le mérite : il prétend que s'il s'établissoit des conférences à Paris sur les affaires d'Espagne, tout le monde le sauroit. Enfin (je me répète parce que j'ai beaucoup écrit et que je suis très fatigué) sir Charles Stuart vous parlera du *cordon sanitaire*, et peu des affaires d'Espagne. Voilà tout ce qu'il fera, mais il ne communiquera pas avec les autres ambassadeurs. On lui donnera le droit de *causer*, mais on ne veut pas qu'on soit autorisé à dire que l'Angleterre se mêle des affaires d'Espagne. Au moins, noble vicomte, je ne vous ai trompé sur l'esprit du gouvernement Anglois et vous en savez plus sur ce point que tous vos prédécesseurs.

A vous pour la vie, CHATEAUBRIAND.

VII

Mercredi, 24 juillet 1822.

« Je profite, noble vicomte, du passage de M. Bresson, pour vous dire que le prince Esterhazy qui devoit partir hier, comme je vous l'ai mandé dans ma dépêche d'hier numéro 42, a été retenu par lord Londonderry, afin que le prince puisse porter à Vienne la nouvelle des résolutions qui seront prises dans le Conseil des ministres anglais ; conseil qui se tient aujourd'hui. Je vais tâcher de rencontrer ce soir le prince Esterhazy, et si j'apprends quelque chose, je vous en instruirai par ma dépêche de vendredi.

M. Bresson vous porte le traité avec les États-Unis. Il a désiré qu'à son passage à Calais la nouvelle du traité vous fût transmise par le télégraphe. J'ai en conséquence écrit un mot au maire de Calais.

Mille compliments et amitiés.

CHATEAUBRIAND.

M. de Neuville a dû partir de New-York le 15 de ce mois (1). Vous verrez que M. Canning, à propos des corsaires américains, a presque attaqué le ministère, et que lord Londonderry n'a rien dit dans un long discours sur la République de Colombia.

M. de Chateaubriand envoyait des renseignements exacts sur l'esprit du cabinet anglais et ses longues dépêches officielles sont meilleures que ses billets particuliers :

« Notre prospérité renaissante inspire une vive jalousie.

(1) Hyde de Neuville rapportait un traité de commerce entre la France et les États-Unis.

Il y a bien ici, parmi les hommes d'État, une certaine crainte vague des passions révolutionnaires qui travaillent l'Espagne ; mais cette crainte se tait devant les intérêts particuliers ; de telle sorte que si d'un côté la Grande-Bretagne pouvait exclure nos marchandises de la péninsule, et que de l'autre elle pût reconnaître l'indépendance des colonies espagnoles, elle prendrait facilement son parti sur les événements et se consolerait des malheurs qui pourraient accabler de nouveau les monarchies continentales. *Elle se sépare des destinées communes et n'est attentive qu'au parti qu'elle pourra tirer des révolutions des empires* (1). »

On voit que l'égoïsme de l'Angleterre suit une politique traditionnelle.

VIII

Le vicomte de Chateaubriand au vicomte Mathieu de Montmorency.

[Londres].

« Noble vicomte, vous verrez le prince Esterhazy, il causera avec vous de tout, de Londres, de Paris, de Vienne. Ne vous livrez pas avec lui à parler de lord Londonderry comme j'en pense, et comme vous en devez penser. On ne vous entendroit pas, et souvenez-vous qu'il y a une grande intimité entre lord Londonderry et le prince de Metternich et que le prince d'Esterhazy est l'élève et le disciple du dernier. J'ai été obligé de fermer ma dépêche avant d'avoir rien appris du P. Est. J'ignore s'il est parti et si lord Londonderry lui a dit quelque chose d'important au sortir du Conseil des ministres. Vous pouvez dans tous les cas être sûr d'avance qu'aucune résolution n'aura été prise par le Conseil si ce n'est de n'en prendre aucune. Il est probable qu'on envoie à M. de Metternich de longues explications sur la conduite de M. Hervey (2) en Espagne et des récits sur le rôle que nous sommes censé avoir joué dans les événemens. Ensuite des instructions vagues au ministre anglois pour les conférences de Vienne et peut-être quelque chose sur la détermination aussi très vague de lord Londonderry touchant le Congrès. J'ai bien envie d'apprendre ce que vous avez résolu à ce sujet.

A vous, à vous, CHATEAUBRIAND.

26 juillet, 6 heures du soir.

(1) N° 35, 28 juin 1823. Archives Affaires étrangères : Espagne.
(2) Agent de l'Angleterre à Madrid.

Un événement tragique, bien inattendu, allait dominer la correspondance de Chateaubriand. A la veille de partir pour le Congrès, le marquis de Londonderry, ministre des Affaires étrangères, par un acte de folie, se coupait la gorge avec un canif. C'était une crise pour le cabinet de Saint-James. Chateaubriand en tirait une conséquence pratique pour lui-même : la crainte d'être retenu à Londres à ce sujet. Il prévoit « l'objection » et il écrit en France pour qu'on l'écarte. Il souligne son impatience. Il envoie en missionnaire à Paris son secrétaire particulier, Hyacinthe Pilorge, puis le premier secrétaire de l'ambassade, le comte de Marcellus. Si on ne lui accorde sa demande, il menace de donner sa démission. Il s'exagère les conséquences de ce coup de tête, mais il ne s'arrêterait pas de le commettre.

« Je sais qu'en donnant ma démission j'amène inévitablement dans quelques mois la chute du ministère », dit-il à Mme Récamier dans un billet de tendresse mêlé de colère. Mais « il est trop honnête homme » pour cette mauvaise action.

Dans cet état d'âme ulcérée, les rapports amicaux et confidentiels avec Mathieu devaient se faire rare, sembler inutiles et délicats. Aussi, n'en trouvons-nous plus dans notre dossier.

Mathieu, au contraire, parle avec sa loyale simplicité le langage d'une courtoise franchise. Chateaubriand s'en irrite et voit dans cette bonhomie de l'ironie. Il avait tort ; et voici que M. de Marcellus accourt lui porter la bonne nouvelle : il ira au Congrès !

Il embrasse le messager, il exulte, il saisit sa plume, il envoie à Mme Récamier le cri du cœur : « L'affaire est faite ! » Et plus tard, quand il écrira à tête reposée cette histoire, il soulignera son contentement passé avec une rancœur injuste : « J'avais amené M. de Villèle à forcer la main de M. de Montmorency. »

Témoin sincère et véridique, le comte de Marcellus a mieux rendu la nuance exacte de la vérité, dans ses notes sur les *Mémoires d'outre-tombe* : « Ce fut M. de Villèle seul qui détermina l'envoi de M. de Chateaubriand à Vérone. Le roi ne s'en souciait guère ; M. de Montmorency ne le voulait pas ; le reste du Conseil demeurait froid et sans influence directe sur la question. M. de Villèle renversa tous les obstacles (1). »

(1) Comte de Marcellus, *Chateaubriand et son temps*, 282.

Les plénipotentiaires étaient donc : le vicomte de Montmorency, le vicomte de Chateaubriand, le comte de la Ferronays, le marquis de Caraman.

Quand Chateaubriand traversa Paris au milieu de septembre, Mathieu était en route pour Vienne et Vérone. Pour Vienne d'abord, où allait arriver l'empereur Alexandre à la cour d'Autriche et où M. de Metternich, très soucieux des affaires dOrient, souhaitait vivement une conférence préliminaire plus intime avant les réunions plus solennelles d'un Congrès.

C'est alors que Chateaubriand envoya ces deux lettres un peu froides qui ne contiennent que des détails de service. Elles sont écrites au vol de la plume sur du papier ordinaire de petit format.

IX

Le vicomte de Chateaubriand au vicomte Mathieu de Montmorency.

Paris, le 17 septembre 1822.

Je suis arrivé ici le 12, noble vicomte : Villèle s'occupe à rédiger mes instructions et je partirai pour Vérone du 22 au 25 à moins qu'avant cette époque vous (ne) m'appeliez à Vienne, ce qui n'est nullement probable. Comme vous n'aviez rien réglé au moment de votre départ pour ma légation, il est convenu que je prendrai M. de Rauzan qui est avec vous, pour mon premier secrétaire et M. d'Asprémont recommandé par Mme d'Agoûlt pour second ; ce qui est tout juste le nombre de secrétaires qu'auront MM. de la Ferronnais et de Caraman.

Bon jour noble vicomte, mille compliments et dévouement.

CHATEAUBRIAND.

Rappelez-moi, je vous prie, au souvenir du comte de Bernstorff et de M. de Rayneval.

X

Paris, le 22 septembre 1822.

A la recommandation particulière de *Madame*, noble vicomte, j'ai demandé et obtenu que M. d'Apremont remplît auprès de moi les fonctions de deuxième secrétaire de légation à Vienne. Je vous

serai donc obligé de vouloir bien l'expédier pour cette ville, quand vous saurez le moment où le Congrès doit s'assembler en Italie. Vous aurez aussi la bonté d'y envoyer M. le duc de Rauzan qui sera auprès de moi en qualité de premier secrétaire.

Dans la lettre que vous m'écrivîtes en Angleterre, vous me parliez de vous rencontrer vers Munich à votre retour ; ce n'est pas le chemin de Vérone, mais j'aurois volontiers fait cent lieues de plus pour vous voir. Comme vous ne parlez pas de moi dans vos lettres de Vienne, je suppose que vous avez changé de dessein et j'irai droit à Vérone lorsque vous me donnerez l'ordre de partir..... (1) souverains n'arriveront guères en Italie avant le 10 ou le 12 octobre ; dans ce cas je partirois le 1er de Paris.

Tout à vous, noble vicomte.

A Vienne, M. de Montmorency, réservé auprès de M. de Metternich, s'entretint en toute franchise des affaires générales et de la question espagnole avec l'empereur Alexandre, qui prodigua l'accueil le plus empressé à sa personne et à ses principes.

A Vérone, il joua au nom de la France le premier rôle, et c'est seulement après son départ, le 22 novembre, que Chateaubriand — jusque-là il avait fait grise mine — s'efforça de bien occuper sa place, ayant d'ailleurs la loyauté de reconnaître : « J'ai hérité de ses succès ici. »

Quinze ans plus tard, écrivant sur ce Congrès un livre saisissant, éloquent et plein d'emphase, il se donnera un rang qu'il n'occupa pas auprès des souverains et des ministres avec qui il entretint des relations brillantes. Mais il est bien vrai qu'en racontant cette histoire, son talent littéraire l'a sauvé de l'oubli. L'expédition d'Espagne, conséquence du Congrès de Vérone, sera l'apogée de sa vie publique.

A son retour à Paris à la fin de décembre 1822, il tombait dans la crise ministérielle suscitée par un désaccord tout en nuances entre le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères, comme il n'en peut exister que chez des hommes d'une délicatesse raffinée. M. de Montmorency voulait suivre la ligne qu'il avait tracée à Vérone : une intervention armée immédiate en Espagne. Ses collègues pensaient comme lui. M. de Villèle voulait attendre pour

(1) Deux lignes coupées au ciseau.

rappeler notre ambassadeur. Au fond, le premier croyait la guerre nécessaire, le second la redoutait.

Or, Chateaubriand avait l'oreille de M. de Villèle et lui prodiguait les assurances de son amitié. Il s'avisa que si le portefeuille des Affaires étrangères devait changer de mains, il devrait tomber dans les siennes. Et il évita d'en manquer l'occasion. Il se tint sur la réserve en s'abstenant de paraître dans les salons du ministre. Une indisposition servit de paravent utile à cette absence opportune. Elle nous a valu le dernier billet que nous trouvions de lui dans les papiers de M. de Montmorency. L'écriture en est certainement fébrile.

On remarquera qu'il donne à Mathieu de Montmorency un titre dont le roi l'a honoré en effet en remerciement de ses services éminents au Congrès de Vérone ; en le créant *duc* le jour même de son retour, Louis XVIII a pris soin d'entourer cette faveur de toute la grâce dont il a, dans ces circonstances, le secret.

XI

Le vicomte de Chateaubriand au duc Mathieu de Montmorency.

[Paris.] Dimanche matin 22 [décembre 1822.]

« J'avais hier, monsieur le duc, une grosse fièvre de rhume, lorsque j'ai eu mon audience du Roi. J'ai souffert encore beaucoup cette nuit et je suis obligé de rester au coin de mon feu aujourd'hui, pour me mettre en état de partir pour Londres. Je ne pourrois donc pas avoir l'honneur de dîner chez vous aujourd'hui. Je vous prie de m'excuser et de dire aussi au Roi la raison qui m'empêche ce matin d'aller lui faire ma cour.

Tout à vous.

CHATEAUBRIAND.

La haute satisfaction qu'il avait voulu témoigner en ajoutant, par ce duché, un nouvel éclat au nom illustre de Montmorency, n'empêchait pas Louis XVIII de suivre ses idées politiques ; et comme les vues de Mathieu n'y correspondaient pas aussi bien que celles de Villèle, il le dit nettement à la séance solennelle du Conseil tenu dans son cabinet, aux Tuileries, le lendemain de Noël.

Le duc Mathieu de Montmorency croit dès lors de sa déli-

catesse de se retirer ; et c'est bien le vicomte de Chateaubriand qui lui succède. « Il passe les ponts », comme il le dit à Mme Récamier, en se rendant du faubourg Saint-Germain à la rue des Capucines, le 1er janvier 1823.

Il débute avec l'année qui luira pour sa renommée. En réalité, il va suivre pas à pas la route qu'a tracée M. de Montmorency ; sa sagesse entreprendra contre les révolutionnaires espagnols l'expédition que souhaitait l'enthousiasme de son prédécesseur, et que la prudence de M. de Villèle organisera et suivra jusqu'au bout. Ils en recueilleront tous deux la juste gloire. Une part en revient à Mathieu de Montmorency.

Et pour résumer le rôle de ces trois hommes d'État dans cette grave affaire si bien achevée à l'honneur de la France, il suffira de recueillir le témoignage d'un diplomate témoin et acteur, digne de toute créance par ses services, sa valeur et sa conscience. C'est le comte de Marcellus, dans le livre précieux où il apporte un loyal commentaire des *Mémoires d'outre-tombe* (1). Il dit ceci :

Il s'est établi depuis longtemps une controverse historique qui n'est pas près de finir pour déterminer la part revenant à chacun de ces trois principaux promoteurs dans l'expédition d'Espagne.

M. de Montmorency, soit en entrant aux affaires, soit pendant le Congrès de Vérone, ou depuis, a toujours souhaité une croisade européenne pour sauver la personne et la famille du roi Ferdinand VII, en même temps que les institutions monarchiques si violemment menacées par delà les Pyrénées.

M. de Chateaubriand demandait une guerre toute française pour livrer bataille, hors du pays, aux conspirations intérieures, et surtout pour en ramener une armée puissante, fidèle, gage d'un glorieux et durable avenir.

M. de Villèle d'abord voulait la paix, mais il consentait plus tard à une intervention armée dont il prétendait régler les conditions, l'époque, les limites, pour en faire sortir la sécurité de nos provinces, la prospérité de nos finances, et l'affermissement d'une sage majorité parlementaire.

Ce sont trois nuances assez distinctes sans doute ; mais toutes concouraient au même acte, sous une forme ou l'autre, plus tôt ou plus tard.

(1) *Chateaubriand et son temps*, p. 296 (1859.)

Pendant son séjour en Angleterre, M. de Chateaubriand ne cessait de pousser à la guerre par des dépêches ardentes adressées à M. de Montmorency converti d'avance. Ces dépêches étaient destinées à être lues dans le Conseil des ministres et à frapper l'esprit encore irrésolu du roi, comme à presser la prudente lenteur de M. de Villèle. A Vérone, la question d'Espagne, réservée par M. de Montmorency, demeura close à son départ ; et à Paris, M. de Chateaubriand ne commença à la traiter que le jour où M. de Villèle le chargea de rédiger la lettre au ministre de France à Madrid, et d'y formuler une marche séparée, en substitution plus qu'en opposition à la marche simultanée convenue à Vérone (1) avec les trois souverains du Nord. La rédaction Chateaubriand-Villèle ayant prévalu dans le Conseil (2), la place du rédacteur y était marquée par la retraite de M. de Montmorency, qu'un mouvement de loyauté généreuse en éloignait.

Voilà tout ce que j'ai su. Mais je conviens aisément que j'ai pu ne pas tout savoir.

M. de Marcellus est trop modeste. Il a bien su, bien vu et ses conclusions sont pleines de tact. Il n'y a rien à ajouter. En versant au débat onze lettres encore inconnues de Chateaubriand, nous faisons luire une lumière nouvelle. Sans sonner la fanfare aussi haut que cette trompette de la Renommée embouchée par le *Congrès de Vérone*, elles rendent pour la vérité historique un son clair et précis. Elles viennent, comme nous le disions au début, enrichir la correspondance d'un homme qui a marqué de son empreinte littéraire et morale tout notre dix-neuvième siècle.

Geoffroy de Grandmaison.

(1) Par M. de Montmorency, mais en laissant entière la liberté et la responsabilité de la France.

(2) Non ; mais dans l'esprit et la volonté de Louis XVIII.

Degas et Renoir

Deux grands artistes qui furent, bon gré mal gré, classés sous l'étiquette impressionniste, Degas et Renoir, sont morts, à peu d'intervalle, chargés d'ans et d'une gloire d'autant plus éclatante qu'elle était plus tardive. Ils avaient été amis pendant leur jeunesse, à l'heure des difficultés et des luttes. La faveur du public leur était venue à peu près en même temps. Ils n'avaient jamais cessé de s'estimer, de cette estime que les vrais artistes n'attendent que de leurs pairs. Bien que, aux yeux de la foule, leur destinée, avec ses hauts et ses bas, ait été presque semblable, quel contraste pour qui veut pousser au delà des apparences !

Edgar de Gas (1), issu d'une famille distinguée, habitué à un milieu cultivé, à une vie élégante et aisée, n'a connu d'autres épreuves, à part les peines de l'artiste, toujours mêlées de joies incomparables, que celles qui sont le lot commun de tous les hommes. La menace grandissante de la cécité pesa durement, sans doute, sur ses dernières années.

(1) Son grand-père avait, au moment de la Révolution, émigré en Italie et s'était installé à Naples. C'est là, en 1806, que naquit Auguste de Gas, le père du peintre. Il écrivit toujours son nom avec la particule. Son fils garda l'orthographe *de Gas* ou *De Gas* jusque vers 1870, et même parfois après. Le pastel représentant un *Cavalier en habit rouge* qui est entré récemment au Luxembourg, est signé et daté : *De Gas*, 73.

Mais ce n'est pas seulement la faiblesse de sa vue qui fit tomber le pinceau de ses mains. Il n'aimait plus peindre. Peut-on dire, d'ailleurs, qu'il eût jamais aimé la peinture pour elle-même? Il a aimé l'art, passionnément ; mais la peinture fut surtout pour lui un des moyens offerts à son esprit pour traduire sa réaction en présence des problèmes que soulèvent ce monde où nous sommes jetés, ces êtres qui se prétendent nos semblables et les jeux des choses qui nous assaillent, nous submergent, nous poussent ou nous retiennent. Il y a, dans l'histoire, d'autres cas de peintres qui sont de grands artistes, des artistes ayant peint des œuvres dignes de notre admiration et qui ne sont pas peintres avant tout. Dürer est un peintre dont les chefs-d'œuvre sont des dessins et des gravures. Degas, curieux de toutes les techniques, a préféré tour à tour le dessin, l'eau-forte, la lithographie, le pastel, l'aquarelle, la peinture à l'huile, la peinture à l'essence, sans oublier la sculpture ; il a même parfois associé dans un seul ouvrage deux de ces procédés. Partout il a montré sa maîtrise, si bien que, lorsqu'on pense à qualifier son talent, on est embarrassé pour accorder une prépondérance à la peinture à l'huile.

Degas est le type singulier d'un grand artiste, laissant dans des genres divers des productions nombreuses, marquées d'une puissante originalité et qui, cependant, par sa personne intellectuelle, nous paraît incontestablement supérieur à son œuvre. Il le sent, il le sait, car il a l'esprit critique, et c'est pourquoi son œuvre ne lui procure pas cette satisfaction qui surpasse et remplace toute autre récompense, la satisfaction d'avoir fait sortir de soi une création, — disons plutôt une créature, — vraiment à l'image de son créateur ; et c'est pourquoi aussi, de cette œuvre trop inégale à son espoir, malgré les admirations qu'elle suscite, il se détache. Personne n'ignore avec quelle glaciale obstination le solitaire et misanthrope Degas a dérobé aux regards une bonne partie de son œuvre. Il fallut sa mort pour qu'on en soupçonnât la richesse et la variété.

En somme, sans causes extérieures suffisantes, Degas a été malheureux. Non pas qu'il ait souffert d'être mal compris, méconnu. Il ne cherchait pas le succès ; il le dédaignait. La souffrance était en lui. C'est le secret de l'humeur atrabilaire qu'il manifesta dans ses rapports avec les hommes et de l'amertume qui a passé dans son œuvre. Ce que lui

fournit sur notre pauvre humanité une vision aiguë et sans complaisance, il ne le charge pas, cependant, d'un trait de caricaturiste. C'est moins contre les hommes qu'il est irrité que contre lui-même : il s'en veut de n'avoir pas fait les grandes choses qu'il avait rêvées, qu'il avait conscience de pouvoir faire.

Renoir n'était pas si compliqué et il fut heureux. Il fut heureux, parce que la joie était en lui. Cette joie, sur laquelle il ne se blasa jamais et qu'il n'épuisa pas, c'était la peinture. Il l'a aimée par-dessus tout, ce qui ne l'empêcha pas de goûter naïvement les aubaines de la vie, et les amitiés et les affections, en brave homme qu'il était. Sa passion d'artiste ne se partageait pas, ne se dispersait pas en tentatives inconstantes, en essais de procédés nouveaux. Il a dessiné et ses dessins sont beaux ; il a fait des pastels et ils sont légers et charmants ; son voyage en Italie, lorsqu'il avait déjà passé la quarantaine, éveilla en lui une vive curiosité de la fresque, mais la peinture à l'huile était sa vocation. Il a concentré sur elle toutes ses ambitions ; tous ses efforts ont consisté à approfondir, à enrichir son métier de peintre. Les livres de souvenirs publiés récemment par des auteurs artistes ou critiques, qui furent les témoins des dernières années de sa vie (1), abondent en témoignages de son amour de la peinture.

Vieux, perclus de douleurs, réduit à l'état de squelette déformé et décharné, il ne pouvait plus, depuis longtemps, quitter son fauteuil. Lorsqu'il voulait peindre, et c'était tous les jours (2), on roulait son fauteuil devant son chevalet et on attachait son pinceau à sa pauvre main devenue une sorte de moignon méconnaissable. Après une de ces séances que sa passion et son énergie lui permettaient seules de soutenir, il s'écriait : « Je paie cher le plaisir que j'ai eu avec cette toile ; mais c'est si délicieux de se laisser aller à la volupté de peindre (3) ! » C'est le même homme que nous retrouvons dans le portrait que, bien des années auparavant, traçait son frère Edmond Renoir (4). Alors, ce n'était

(1) Voir en particulier Ambroise Vollard, *Renoir*, Paris, Crès, 1920 ; Albert André, *Renoir*, Paris, Crès, 1923, 2e édition.

(2) « Je ne crois pas, disait-il à M. Albert André (*op. cit.*, p. 39), sauf des cas de force majeure, être resté un seul jour sans peindre. »

(3) André, *op. cit.*

(4) *La Vie moderne*, 19 juin 1879.

pas les tortures de la maladie qui pouvaient assombrir l'humeur du peintre, c'était la pauvreté, l'inquiétude du lendemain. Son frère, en effet, nous le montre absorbé, distrait, puis ajoute :

Il restera des heures sans bouger, sans parler. Où est son esprit? Au tableau qu'il fait ou au tableau qu'il va faire ; il ne parle peinture que le moins possible. Mais si vous voulez voir son visage s'illuminer, si vous voulez l'entendre, ô miracle ! chantonner quelque gai refrain, ne le cherchez pas à table, ni dans les endroits où l'on s'amuse, mais tâchez de le surprendre en train de travailler.

La peinture fut à la fois son plaisir et son devoir, sa passion et sa consolation. Quelle preuve plus touchante que l'anecdote rapportée par M. Albert André (1)? Pendant la guerre, un de ses fils fut grièvement blessé. Après les angoisses, vinrent les joies du congé de convalescence passé au foyer de famille, à Cagnes. Puis, c'est le départ, les adieux. Le pauvre vieux maître demeure accablé, la tête affaissée sur la poitrine. Tout à coup, il se redresse dans son fauteuil et s'écrie : « Portez-moi à mon atelier ! » Le modèle n'était pas venu. Renoir vit des poissons qu'un pêcheur apportait pour la cuisine. Il les fit déposer sur une serviette et, silencieux, se mit à peindre.

* * *

Sans doute l'intelligence de Degas était supérieure, plus pénétrante, plus haute peut-être aussi et d'une essence plus rare, en tout cas moins étroitement spécialisée, moins professionnelle. Mais il ne faut pas dédaigner l'intelligence modeste, l'esprit sans façon de Renoir. Le bon sens et la modération sont d'utiles gardiens, même pour le génie. Ce garde-fou n'a-t-il pas, quelquefois, manqué à Degas? Renoir, sous réserve des inégalités et des demi-échecs, effets inévitables de la faiblesse humaine, même chez les mieux doués des hommes, — les anciens ne disaient-ils pas que le bon Homère parfois s'endort? — Renoir a pleinement réalisé son dessein. Il aurait indéfiniment continué à peindre et à accumuler les œuvres charmantes ou puissantes, eût-il vécu deux cents ans. Il a été un grand peintre, parce qu'il a su

(1) *Op. cit.*, p. 15.

ce qu'il voulait faire, parce qu'il l'a aimé, parce qu'il a proportionné son ambition à ses facultés et parce qu'il a toujours cherché à perfectionner ses moyens d'expression comme un bon ouvrier.

Rien de plus instructif que de comparer les mots de Degas et ceux de Renoir. Les premiers partent comme des flèches, avant, peut-être, que l'archer ait mesuré leur force et leur justesse, ou comme la détente d'un ressort que le choc le plus léger, le plus fortuit met en branle. S'il ne prépare pas ses mots, à proprement parler, Degas, du moins on l'imagine, s'est plu à entretenir en lui la faculté qu'il s'était reconnue d'en trouver toujours de nouveaux. C'est un jeu qui, comme tous les jeux, suppose un entraînement de qui veut y exceller. Degas jouit de la mine déconfite de ses victimes. Ses mots sont polis, acérés, coupants ou perçants. Souvent ils semblent d'un moraliste autant que d'un peintre : ce qu'ils flagellent, c'est la stupidité humaine et ils ont presque toujours une forme littéraire parfaite, trait curieux à noter chez un des peintres qui ont le plus taxé d'indiscrétion les littérateurs discourant de la peinture.

Renoir ne se pique pas d'esprit et il ne cherche pas les formules. Ses mots sont, la plupart du temps, de gentilles effusions du cœur ou des paroles pleines de sens et de modestie. Il ne s'interdit pas, toutefois, par moments, la fantaisie, et ses yeux n'étaient pas du tout fermés au comique qui se dégage du train du monde. Mais ses boutades, — même si l'on accepte pour tout à fait authentiques quelques-unes de celles que lui a prêtées un interlocuteur qui ne s'est peut-être pas toujours mis en garde contre son propre tempérament de satiriste et de pince-sans-rire, — ses boutades gardent un ton de bon enfant ; elles ressemblent à celles de Corot. Comme Corot, Renoir est un sage et ne prétend pas à réformer l'humanité. Écoutez-le qui, dans une discussion, s'interrompt et s'écrie : « De quoi est-ce que je me mêle? C'est à peine si je sais mon métier et je voudrais !... Mais nous crevons de cette maladie de vouloir nous occuper d'autres choses que celles pour lesquelles nous sommes bâtis (1). » Il aime d'ailleurs à citer Corot : « Tout ce qui est prétexte à grouper quelques figures est suffisant. Pas trop de littérature, pas trop de figures qui pensent. Le père

(1) Albert André, *op. cit.*, p. 20.

Corot disait : « Lorsque je peins, je veux être une bête. » Je suis un peu de l'école du père Corot (1). »

Il ne se contente pas d'être gai, il veut que sa peinture aussi le soit. Même dans son caractère et dans sa vie, il eut quelque chose qui rappelle ces bons vivants que furent les Fragonard et les Hubert Robert. L'affinité de son œuvre avec nos maîtres français du dix-huitième siècle est proclamée depuis longtemps par tous les critiques. Cette affinité, il la sentait en lui et il n'a jamais perdu une occasion de louer ou, au besoin, de défendre Boucher et Fragonard.

La peinture, disait-il, est faite, n'est-ce pas? pour décorer les murs, Il faut donc qu'elle soit le plus riche possible. Pour moi, un tableau, puisque nous sommes forcés de faire des tableaux de chevalet, doit être une chose aimable, joyeuse et jolie, oui, jolie ! Il y a assez de choses embêtantes dans la vie pour que nous n'en fabriquions pas encore d'autres. Je sais bien qu'il est difficile de faire admettre qu'une peinture puisse être de la très grande peinture en restant joyeuse. Parce que Fragonard riait, on a eu vite fait de dire que c'était un petit peintre (2).

Degas et Renoir ont tous deux fait des copies. Le choix des maîtres est significatif. Degas pense au dessin, à la composition, à la partie intellectuelle de l'art : il copie Ghirlandajo, Mantegna, Holbein, Poussin, Ingres ; il choisit l'un des plus sèchement peints parmi les chefs-d'œuvre de Holbein et, chez Poussin, il s'attache à l'*Enlèvement des Sabines :* mouvement, expression, ordonnance, tout y est admirable, et la couleur, claire et dure, est celle qui convient à la rudesse de la scène, mais elle n'a rien qui puisse séduire un coloriste. D'ailleurs, il ne se contente pas de copies, il veut avoir chez lui, sous ses yeux, dans la familiarité de sa vie quotidienne, des originaux. A l'inverse de la plupart de ses confrères qui, naïvement, inconsciemment, n'aiment que leur propre peinture, ou celle qui lui ressemble, ou celle à laquelle ils peuvent demander des leçons profitables, il aime la peinture des autres ; on dirait qu'il l'aime plus que la sienne propre. Cas presque unique chez les grands peintres du dix-neuvième siècle, il est collectionneur, et je crois bien qu'on n'en avait pas vu de tel depuis Reynolds. Sa

(1) André, *op. cit.*, p. 27.
(2) *Ibid.*, p. 26.

collection où triomphent Ingres et Delacroix et, après eux, Corot, mais qui contient aussi des morceaux heureusement choisis de Manet, de Cézanne et de Gauguin, montre son goût, sa culture et sa liberté de jugement. On dira qu'une telle collection est un luxe qui n'est pas accessible à la plupart des pauvres peintres. C'est vrai. Mais, si peu d'artistes de notre temps sont nés avec les moyens matériels de Degas, beaucoup ont gagné infiniment plus d'argent que Degas, qui en gagna peu, ayant employé autant de ruse et de ténacité à décourager les acheteurs que d'autres à les attirer. Or, à part son camarade de jeunesse Léon Bonnat, qui d'entre eux songea à faire ce noble usage de la fortune acquise?

Renoir, dont l'existence fut si longtemps précaire, est tout excusé de n'avoir rendu ses hommages aux maîtres que le pinceau à la main. Il copie Delacroix et Corot, un grand coloriste qui est en même temps un savant technicien et le plus instinctif, le plus naturel de nos grands peintres du dix-neuvième siècle.

Rien de moins révolutionnaire que ses propos sur l'art. D'ailleurs, il ne dissimule pas son peu de penchant pour les révolutions, quelles qu'elles soient. « Pour ma part, je me suis toujours défendu d'être révolutionnaire ; j'ai toujours cru et je crois encore que je ne fais que continuer ce que d'autres avaient fait, et beaucoup mieux, avant moi (1). » A qui lui demande où un artiste doit chercher l'enseignement de l'art : « Au musée, parbleu ! » répond-il. Il n'est pas bien féroce même pour les suppôts de l'académisme qui l'ont si longtemps poursuivi de leurs sarcasmes, et c'est sans doute parce qu'il ne les croit pas dangereux aujourd'hui. On n'en est pas moins surpris de noter que l'impressionnisme, considéré comme doctrine, est le seul adversaire qui ne lui paraisse pas mériter d'indulgence. Il emploie même un jour ce mot : « Ma haine de l'impressionnisme. »

Lorsque, à deux reprises, il délaisse, par exception, le ton familier et dicte à son confident M. Vollard des déclarations plus solennelles, c'est d'abord pour expliquer, avec beaucoup de clairvoyance, les raisons profondes de l'aversion témoignée à Manet par des hommes qui n'étaient pas tous dans le camp de la mauvaise peinture, et c'est ensuite pour

(1) André, *op. cit.*, p. 12.

faire un bel éloge de la tradition, même sous sa forme religieuse.

Courbet, c'était encore la tradition. Manet, c'était une ère nouvelle de la peinture. Ou plutôt, il va sans dire que je n'ai pas la naïveté de prétendre qu'il y ait dans les arts des courants absolument nouveaux... Mais tout cela n'empêche pas que la Révolution de 1789 ait eu pour effet de commencer à détruire toutes les traditions. La disparition des traditions en peinture, comme dans les autres arts, ne s'est opérée que lentement, par degrés insensibles, et les maîtres en apparence les plus révolutionnaires de la première moitié du dix-neuvième siècle, Géricault, Ingres, Delacroix, Daumier, étaient encore imprégnés des traditions anciennes. Courbet lui-même, avec son dessin lourdaud... Tandis que Manet et notre école, c'était l'avènement d'une génération de peintres à un moment où l'œuvre de destruction commencée en 1789 se trouvait achevée. Certes, quelques-uns de ces nouveaux venus auraient bien voulu renouer la chaîne d'une tradition dont ils sentaient, inconsciemment, les immenses bienfaits ; mais, pour cela [il] fallait avant tout apprendre le métier de peintre et, quand on est livré à ses propres forces, on doit nécessairement partir du simple, pour arriver au compliqué, comme, pour lire un livre, il faut commencer par apprendre les lettres de l'alphabet. On conçoit donc que, pour nous, la grande recherche a été de peindre le plus simplement possible. Mais on conçoit aussi combien les héritiers des traditions d'autrefois, depuis les hommes chez qui ces traditions, qu'ils ne comprenaient plus, finissaient de se perdre dans le lieu commun et la vulgarité, comme les Abel de Pujol, les Gérome, les Cabanel, etc., etc., jusqu'à des peintres comme Courbet, Delacroix, Ingres, [ont] pu se trouver désorientés devant ce qui leur semblait des images d'Épinal...

Je ne suis pas de l'Institut, disait Courbet [devant les tableaux de Manet], mais la peinture, ça n'est pas des cartes à jouer (1).

L'autre confidence semblera plus inattendue encore, peut-être, dans la bouche de l'auteur du *Moulin de la Galette* et du *Déjeuner des canotiers* :

Que doit être l'objet suprême de son effort [de l'artiste]? Cet objet doit être d'affirmer sans cesse et de perfectionner son métier ; mais ce n'est que par la tradition qu'on peut y arriver... C'est parce qu'ils possédaient leur métier que les anciens ont pu avoir cette matière merveilleuse et ces couleurs limpides dont nous cherchons vainement le secret...

(1) Vollard, *op. cit.*, p. 45-47.

Mais, si le métier est la base et la solidité de l'art, il n'est pas tout. Il y a autre chose, dans l'art des anciens, qui rend leurs productions si belles : c'est cette sérénité qui fait qu'on ne se lasse pas de les voir et qui nous donne l'idée de l'œuvre éternelle. Cette sérénité, ils l'avaient en eux, non pas seulement par l'effet de leur vie simple et tranquille, mais encore grâce à leur foi religieuse. Ils avaient conscience de leur faiblesse et, dans leurs succès comme dans leurs revers, ils associaient la divinité à leurs actes... Mais l'homme, dans son orgueil moderne, devait refuser cette collaboration, qui le diminuait à ses yeux. Il a chassé Dieu et, en chassant Dieu, il a chassé le bonheur (1).

Qu'on ne croie pas que M. Vollard ait attaché trop d'importance à des paroles inspirées par l'impulsion d'un sentiment fugitif ! Nous possédons un autre témoignage signé de Renoir lui-même. C'est la préface qu'il écrivit, sous forme d'une lettre à M. Henry Mottez, pour une édition nouvelle du *Livre de l'art* de Cennino Cennini, disciple de Giotto, traduit en français par le peintre Victor Mottez. Du ton le plus réfléchi, comme le testament d'une longue existence d'artiste, il célèbre la tradition, l'apprentissage, le travail collectif sous la direction d'un maître, et il ajoute :

Au-dessus des enseignements du maître, il y avait une autre chose disparue, elle aussi, qui remplissait l'âme des contemporains de Cennini : le sentiment religieux, la plus féconde source de leur inspiration. C'est lui qui donne à leurs œuvres ce caractère de noblesse et de candeur à la fois, auquel nous trouvons tant de charme. Pour tout dire, il existait alors une harmonie entre les hommes et le milieu où ils se mouvaient et cette harmonie venait d'une commune croyance. Cela s'explique, si l'on admet que la conception du divin chez les peuples supérieurs a toujours impliqué des idées d'ordre, de hiérarchie et de tradition...

Le sentiment religieux s'est peu à peu affaibli au cours des siècles, mais les règles établies sous son influence avaient des fondements si solides que, jusqu'à la période révolutionnaire, ce qu'il en demeura suffit pour maintenir l'art à un niveau supérieur chez les peuples de culture catholique (2)...

(1) Vollard, *op. cit.*, p. 265.

(2) Cennino Cennini, *le Livre de l'art*, Paris, Bibliothèque de l'Occident, 1911, p. ix.

Il y a dans la première de ces pages un air de mélancolie et de regret dont la sincérité nous touche profondément, venant d'un peintre qui aurait pu regarder avec orgueil la longue suite de ses œuvres pleines de vie et de charme et, dans cette suite, quelques chefs-d'œuvre que notre gratitude joint au musée idéal lentement formé par les meilleurs apports de chaque âge. Nul, parmi les peintres de son groupe et de sa génération n'a mieux ni plus vite compris que les « conquêtes » de l'impressionnisme étaient achetées au prix de sacrifices à jamais regrettables. Nul aussi n'a mieux contribué à réparer, dans la mesure du possible, les brèches ainsi faites au temple séculaire de l'art.

*
* *

Le caractère, la vie et l'œuvre de Degas et de Renoir nous offrent, à un demi-siècle de distance, un pendant presque exact à l'opposition d'Ingres et de Delacroix. Mais, différence notable, il n'y eut pas entre Degas et Renoir cet antagonisme de personnes ni cette rivalité d'influence qui mena Ingres et Delacroix, comme deux chefs de partis, à l'inimitié déclarée. Baudelaire nous a depuis longtemps appris à réconcilier dans notre admiration les deux maîtres que l'on crut, qui se crurent ennemis. Cette réconciliation est encore plus facile pour Degas et Renoir ; elle se fait d'elle-même. On ne négligera pas d'observer que, ennemis, rivaux ou bons camarades, par deux fois dans le même siècle et dans une crise analogue, un groupe de deux Dioscures apparut à l'horizon de l'art pour personnifier deux tendances différentes, mais qui, l'une et l'autre, allaient dans le sens des meilleures traditions de notre pays, dans le sens d'un art véritablement classique. Ingres passait pour le disciple, le champion, l'héritier de Raphaël, et il était persuadé que sa mission était de dresser une barrière infranchissable contre le flot destructeur de la Révolution. Mais le prétendu meneur de cette révolution, Delacroix, respectait, aimait les maîtres du passé et Raphaël lui-même et, surtout, il les comprenait mieux en vérité que ne le faisait ce grand prêtre de la religion classique. Tous deux, en somme, dans leur personnalité intransigeante, étonnèrent et scandalisèrent presque également leurs contemporains et ils étaient, chacun à sa manière, des classiques.

Il en est de même pour Degas et Renoir. Le public les considéra longtemps comme des révolutionnaires. La révolution, alors, c'était l'impressionnisme. On aurait tort de prétendre que Degas et Renoir n'ont été en aucune façon des hommes de leur temps. Ils prirent leur part, dans la mesure où personne n'y échappe, des idées, des aspirations, et même des préjugés qui séduisaient les esprits les plus curieux et les plus audacieux. Mais ils s'en détachèrent vite ou, plutôt, ils s'élevèrent vite au-dessus de ces éphémères nouveautés. Des principes et des préceptes de l'impressionnisme ils ne gardèrent que ce qui s'accordait avec leur instinct personnel, sans les obliger à contredire les exemples des maîtres. La critique la plus sévère et la plus pertinente qui ait été faite de l'impressionnisme, c'est chez Renoir, c'est chez Degas que nous la trouvons. Ni le ton familier ni les boutades n'en diminuent la portée. Voyez, par exemple, comment ils parlent de ce « plein air » qui fut l'un des principaux articles du nouveau *Credo*. « Dehors », dit Renoir, « on a une variété de lumière plus grande que la lumière de l'atelier, toujours la même ; mais, précisément, dehors, vous êtes pris par la lumière, vous n'avez pas le temps de vous occuper de la composition, et puis, dehors, on ne voit pas ce qu'on fait. Je me rappelle, un jour... où je peignais en Bretagne, sous un dôme de châtaigniers, à l'automne. Tout ce que je posais sur ma toile, noir ou bleu, était magnifique. Mais c'était la transparence dorée des arbres qui faisait ma toile ; une fois dans mon atelier, avec un éclairage normal, cela devenait un pur navet... En peignant devant la nature, le peintre en arrive à ne plus chercher que l'effet, à ne plus composer, et il tombe vite dans la monotonie (1). » Plus loin, il proclame qu'il y a dans les *Noces de Cana* et dans les *Nus* de Titien une lumière autrement belle que dans aucun tableau moderne. Comme son interlocuteur lui objecte les paysages, il reprend : « Regardez donc la *Villa Médicis* de Vélasquez et le *Concert champêtre* de Giorgione, pour ne parler que de ces deux tableaux ! Et même si, quittant les pays du soleil, vous retournez dans la triste Hollande, éprouverez-vous le besoin, devant un Rembrandt, de vous demander s'il a été peint dehors ou dans l'atelier? » Delacroix n'aurait-il pas

(1) Vollard, *op. cit.*, p. 135.

contresigné cette déclaration : « Pour en finir avec ce qu'on a appelé les découvertes des impressionnistes, les anciens ne pouvaient les ignorer et, s'ils ont laissé ça de côté, c'est que tous les grands maîtres ont renoncé aux effets. Et en faisant la nature plus simple, ils l'ont rendue plus grande. »

A ces sages propos de Renoir répondent des mots incisifs de Degas. « Au moins vous, vous ne mettez pas d'air dans vos toiles, » disait-il au peintre espagnol Zuloaga, et à M. Jacques Blanche : « Il ne faut pas peindre d'après nature. » « Une peinture, disait-il encore, c'est d'abord un produit de l'imagination de l'artiste, ce ne doit jamais être une copie. Si ensuite il peut y ajouter deux ou trois accents de nature, évidemment, ça ne fait pas de mal. L'air qu'on voit dans les tableaux de maître n'est pas de l'air respirable. »

Si Degas et Renoir ont suivi les courants de leur temps, cela se voit plus dans le choix qu'ils firent de certains sujets que dans leur manière de peindre. Les idées alors prédominantes dans la littérature s'étaient répandues chez les peintres. Le naturalisme a plus de part dans leur œuvre que l'impressionnisme.

C'est le naturalisme, avec son dogme de la vie moderne, qui peu à peu détourna Degas, non seulement des grandes compositions historiques qu'il avait tentées à ses débuts : *les Jeunes filles Spartiates*, *Sémiramis*, mais même de ces portraits isolés ou en groupe où il avait montré une pénétration psychologique, une qualité de dessin et une originalité de présentation qui auraient suffi à lui assurer la gloire. On put croire alors qu'il se contentait d'être proclamé le peintre des *Danseuses*, des *Blanchisseuses* et des *Jockeys*. Heureusement il porta partout son point de vue de portraitiste. C'est ce qui le sauva des écueils qui guettent le tableau de genre.

* * *

L'exposition dont M. Marcel Guérin a pris l'heureuse initiative et qui rassemble actuellement dans la galerie Georges Petit (1) tant d'œuvres célèbres et encore plus d'œuvres inconnues ou peu connues, bientôt célèbres à leur tour, a

(1) Au profit de la « Ligue franco-anglo-américaine contre le cancer » (du 12 avril ou 3 mai).

été remarquablement conçue pour mettre en lumière cette tendance essentielle du génie de Degas.

Degas est un des plus grands parmi les grands dessinateurs que comptent les fastes de la peinture, et la qualité la plus originale peut-être de ce dessin aussi fort que subtil est une aptitude prodigieuse à saisir les formes en mouvement. Il ne lui suffit pas, comme aux autres peintres du dix-neuvième siècle, de suggérer le mouvement en exploitant les effets du vague et de l'inachevé. Il le rend, le définit, sans que la mobilité qu'il capte lui fasse rien sacrifier de la précision qu'exige chez lui une volonté de connaissance presque scientifique. Il y a ainsi dans l'art de Degas un amalgame sans précédent d'une sage beauté classique avec un je ne sais quoi d'aigu et d'exact qui ressort à l'esprit des primitifs.

Renoir, à l'exemple d'Ingres, n'est jamais plus à son aise que lorsqu'il s'agit de disposer, dans une toile dont elle occupe entièrement la surface, une figure, deux au plus, la seconde n'étant, comme dans *la Loge*, qu'un accessoire. Mais, il l'avouait lui-même, il se trouve souvent embarrassé devant une composition à nombreux personnages. « Le tableau », disait-il un jour à M. Albert André, en évoquant ses souvenirs de jeunesse, « le tableau ne me paraissait pas une chose faite pour moi... Et encore aujourd'hui, je suis obligé de me faire violence, de secouer ma paresse pour faire des compositions et ne pas me laisser aller à ne peindre que des torses ou des têtes (1). »

Degas, au contraire, commande sans effort à une troupe de figures qui viennent se ranger à son appel. Chacune garde, par son attitude, par son geste, par son expression, le maximum de particularisme. Elles sont si vraies qu'elles semblent reproduire sans changement des observations faites sur la nature ; mais on les croirait uniquement sorties du cerveau de l'artiste quand on voit tout ce qu'il y a de réflexion et de calcul dans le tableau formé de leur réunion.

Une toile célèbre de Renoir, un de ses chefs-d'œuvre, *la Loge*, nous invite à une comparaison avec plus d'un parmi les nombreux tableaux où Degas a voulu peindre la vie et les prestiges du théâtre. Une jeune femme, brillamment parée, est assise, étalée à nos regards dans le cadre

(1) André, *op. cit.*, p. 45.

d'une de ces étroites cellules qui semblent construites comme des écrins. C'est un portrait et c'est une étincelante, une charmante image de luxe mondain et d'élégance féminine. Mais, si la main gantée de cette femme ne reposait, tenant une lorgnette, sur une rampe de velours rouge, et si, un peu en arrière, dans la pénombre, l'homme, compagnon indispensable et discrètement effacé, ne portait pas une lorgnette pareille à ses yeux, nous ne penserions pas tout de suite que le peintre nous a menés au théâtre.

Le tableau de Degas intitulé *le Ballet de Robert le Diable* nous permet de saisir sur le fait, en dehors des multiples dissidences des tempéraments et des métiers, la différence fondamentale des deux conceptions. L'artiste a placé son point de mire dans la salle ; le premier plan est fourni par les spectateurs assis dans leurs fauteuils et par les musiciens de l'orchestre ; derrière eux, au loin, apparaît la scène dans sa lumière spéciale. Ce que Degas voit surtout, ce qu'il s'ordonne à lui-même de voir, c'est le singulier, le bizarre. Il emploie toute l'acuité de sa vision et toute la force de son dessin à observer et à exprimer comment l'éclairage et l'atmosphère du théâtre transforment de façon à en faire comme les habitants d'une autre planète, des gens qui, une fois dans la rue ou chez eux, n'auraient plus rien d'extraordinaire. Puis, par un mouvement en retour de son intelligence et de son goût, il arrive à nous imposer cette bizarrerie, à nous y intéresser, si bien qu'il nous force à admettre comme vrai ce que nous n'avions même pas pensé à regarder et qu'il nous fait, pour un instant, citoyens de cette planète lointaine. Renoir, plus classique en cela, réduit au minimum ce qui appartient en propre à la couleur locale et à l'atmosphère, ce qui signifie le théâtre et ne peut signifier que le théâtre. Tout en jouissant et en nous faisant jouir des splendeurs extérieures que décrit son pinceau, il s'attache à l'humanité générale de son sujet. Grâce au secret pouvoir de suggestion qui est le privilège de l'art véritable, ce minimum de singularité suffit, d'ailleurs, pour ébranler notre imagination et pour ne lui laisser aucun doute sur le lieu et la qualité du spectacle qui nous est offert.

Si, par jeu, l'on veut bien supposer que ces deux peintures du théâtre parviennent jusqu'à un temps et à une race qui auraient oublié ce que fut notre théâtre, tout en

gardant l'intelligence de l'art, il est permis de se figurer comment elles seraient accueillies par nos lointains successeurs. On ne comprendrait plus le sujet du tableau de Degas et, si l'on s'obstinait à l'expliquer, on aurait recours à des hypothèses extravagantes, mais le tableau lui-même provoquerait la même curiosité scientifique et la même admiration esthétique que nous accordons de nos jours à certaines œuvres primitives, allégories, rébus, dont le sens original est perdu pour nous, mais non l'harmonie ou le pouvoir de suggestion plastique. Quant à ces portraits qui, isolés, passeraient pour des chefs-d'œuvre et dont Degas, prodigue de son génie, ne s'est servi qu pour nous donner l'impression d'une foule, jamais des yeux humains n'auront épuisé les trésors qu'ils nous offrent de vérités profondes, que personne, auparavant, n'avait si bien révélées.

La *Loge* de Renoir, à égarer son titre et son sujet, n'aurait presque rien perdu de sa signification intime et essentielle. On la regarderait comme nous regardons aujourd'hui certains chefs-d'œuvre de la peinture classique. Il est bon que les érudits controversent sur ce qu'a voulu représenter Giorgione dans sa *Tempête* ou Titien dans le tableau, magnifique et incompréhensible (incompréhensible pour nous), que nous appelons *l'Allégorie en l'honneur d'Alphonse d'Avalos*. Le jour où ces recherches savantes auraient abouti à des certitudes, tout homme bien né en éprouverait une grande satisfaction. Mais c'est à peine si l'on pourrait dire que les tableaux seraient plus admirés et, en leur essence véritable d'œuvres de l'art, mieux compris.

*
* *

Degas sait qu'il n'y a jamais eu, depuis que le monde existe, deux individus pareils. Son œil perce les apparences qui nous donnent l'illusion du semblable et va jusqu'aux différences profondes d'où résulte une personnalité humaine. Il se passionne à la poursuite de ces différences et c'est à les mettre en évidence que visent toutes les recherches, toutes les ingéniosités, tout l'imprévu de son art.

Une telle passion devait le conduire à l'idée que nulle part la différence n'est plus curieuse à découvrir que dans chaque homme pris en lui-même, car chaque homme à tout instant est différent de ce qu'il fut à l'instant précé-

dent. C'est pourquoi il a tant aimé à refaire les mêmes portraits et c'est pourquoi il s'efforce, par l'attitude du modèle, par la place qu'il lui assigne dans sa composition, de nous suggérer le sentiment de l'instabilité, du passage. De ce sentiment de l'instabilité interne est sans doute né son amour du mouvement extérieur. Πάντα ῥεῖ, comme disait le vieux philosophe grec.

Degas dédaigna toujours de se défendre lui-même contre l'erreur de ceux qui ne voulaient voir dans ses mises en toile insolites et ses ordonnances désaxées que paradoxe et désir d'étonner. Mais aujourd'hui nous avons le droit et même le devoir de suppléer à son hautain silence ; non pas tant pour lui faire honneur que pour répandre une meilleure intelligence de son œuvre. Je n'irai pas jusqu'à prétendre que l'attrait de la difficulté vaincue n'y a aucune part, ni ce goût du tour de force si naturel aux esprits qui sentent en eux à la fois puissance et finesse. C'est la forme que prend chez de tels esprits la concession à cet élément de jeu auquel l'art ne saurait échapper, non plus qu'aucune activité humaine. Mais rien n'est ici déterminé par des raisons de pur pittoresque. Tout est instrument de connaissance.

Chose curieuse, plus Degas est original, nouveau par la conception, par la composition, bref dans la partie mentale de la peinture, moins il recherche la nouveauté dans la partie matérielle, physique. Nulle prouesse de pinceau. Il veut que son exécution soit impeccable. Mais, tel le véritable homme du monde, sa devise est de ne pas être remarqué. Tout est parfait et rien ne tire l'œil, et c'est un des moyens que le subtil Degas emploie pour donner au singulier, à l'insolite, au bizarre même un air de naturel.

Des facultés si rares permirent à Degas de traiter sans déchoir des sujets qui, jusqu'alors, n'avaient tenté que les peintres dits de genre.

Lorsqu'il fait un portrait, il se plaît à saisir son modèle dans une attitude exceptionnelle, non par amour du bizarre ni pour faire montre de son ingéniosité, mais parce que, devant sa curiosité passionnée de philosophe et sa « fièvre froide » (1) d'observateur, la circonstance exceptionnelle agit sur les hommes ainsi qu'un appareil de pression qui

(1) Le mot est de J.-K. Huysmans.

les force à des aveux involontaires. Là-dessus, le pouvoir de généralisation sans lequel il n'est pas d'esprit supérieur opère et, pétrissant la matière inédite, inconnue, ramenée au jour par un instrument d'analyse presque scientifique, il en tire un de ces « types éternels » dont parlait Millet, mais sans les simplifications trop souvent arbitraires employées par le chantre des paysans. Son art, au contraire, son art si savant s'efface ; on croirait qu'il ne vise qu'à une représentation exacte, et c'est, avec les formes, l'âme et la vie qu'il nous rend. On pourrait appliquer à de telles œuvres les paroles singulières et profondes dont Degas lui-même se servait pour définir le dessin : « Le dessin, ce n'est pas la forme, c'est la sensation qu'on en a. » Voilà ce qu'est l'anecdote pour Degas. Au commun des hommes, absorbant toute leur attention, elle masque la réalité profonde. Une émotion dont nous ignorons la cause, un incident qui n'est pas défini, font surgir à la lumière ce qui est ordinairement caché. Mais il faut des yeux comme ceux de Degas pour le saisir et, au service de ces yeux, son dessin. Il le saisit en effet, non pour le plaisir de noter l'insaisissable, le fugitif, comme le font ses camarades impressionnistes, mais, au contraire, par passion de ce qui est ainsi révélé du fond permanent et général.

*
* *

Renoir, au cours de sa carrière, a suivi une marche un peu différente. Moins classique de formation et même de goût que Degas, ce ne sont pas tant les théories naturalistes des littérateurs qui agirent sur lui, c'est vraiment l'impressionnisme, en tant que règle et technique de la peinture, qui le séduisit pour un temps. Mais, inspiré par son heureux don plastique et par son instinct de coloriste, il évita les excès auxquels aurait pu le pousser une application trop rigoureuse de ce qu'on appelait alors la nouvelle peinture et il eut l'honneur de nous donner, avec des toiles exquises, comme la *Balançoire* du Luxembourg et le *Déjeuner* du musée de Francfort, un grand tableau, le *Moulin de la Galette*, qui est, en dehors du paysage pur, le seul chef-d'œuvre que puisse revendiquer l'orthodoxie impressionniste. Mais, à peine a-t-il accompli cette charmante prouesse qu'il cherche un art plus solide. Le *Déjeuner des canotiers* est

un autre chef-d'œuvre, mais qui ne tient plus guère à l'impressionnisme que par la représentation de la vie moderne. Renoir y marque ses limites à la lumière, il ne lui permet plus de dévorer les formes.

La période dite *ingresque*, qui vient ensuite, est un revirement et un effort admirables chez un artiste ayant déjà passé la quarantaine et qui commençait à gagner les suffrages des amateurs : Renoir se soumet à une discipline sévère, quitte à perdre les grâces chatoyantes de ses premières œuvres ; il vise à l'ampleur et à la plénitude. Bientôt il renonce même aux sujets modernes. Si, par un reste de préjugé réaliste, il continue à donner le nom de *Baigneuses* à ses beaux nus de femmes étendues sur le sable ou sur le gazon d'une campagne élyséenne, ce sont bien des nymphes et des déesses, dont il accroît sans cesse la troupe aimable et glorieuse ; de plus en plus étrangères à ces images de la femme moderne dévêtue, seules permises par le réalisme, elles peuvent se réclamer d'un plus beau patronage, celui de Corot, de Titien, de Giorgione.

Enfin, le vieil artiste, les membres tordus par la souffrance, termine sa vie, le pinceau à la main, — au moignon qui lui tient lieu de main, — se félicitant de toutes les bonnes choses qui lui ont été accordées (1), et, sous le ciel de cette Provence qui ressemble tant à la Grèce, il revient aux mythes antiques, il esquisse des *Jugements de Pâris* et des idylles inspirées d'Anacréon.

*
* *

Deux ans auparavant, dans un Paris assombri et dépeuplé par la guerre, Degas mourait en haut de Montmartre et peu d'amis purent accompagner son cercueil jusqu'à la tombe assez délabrée où reposaient son père et sa mère. Il était déjà vieux, presque aveugle, quand chassé par les démolisseurs, il avait été contraint de quitter le logis où il avait vécu vingt-cinq ans et de transporter ses pénates ailleurs. Il ne se consola pas du bouleversement de ses habitudes. Il restait seul, morose, semblable à un roi Lear de la peinture ou à quelque personnage de ses propres œuvres,

(1) « En somme », disait-il peu auparavant à M. Vollard, « j'ai toujours été un veinard, moi. »

de ces réunions de famille sur lesquelles pèse une énigmatique fatalité bourgeoise, errant dans ces chambres qui lui demeuraient étrangères. Tout se détruisait autour de lui. Des monceaux de toiles étaient empilées dans la poussière, les siennes et celles qui avaient constitué sa collection.

Depuis quinze ans, il ne touchait plus guère à un pinceau ou à un crayon, depuis plus longtemps encore il ne montrait plus de ses œuvres au public. Jamais, d'ailleurs il ne parlait de lui ni de sa peinture. La dernière exposition à laquelle il avait consenti avait été faite en 1893 chez Durand-Ruel. C'étaient des paysages, de purs paysages sans figuration humaine. Mais l'homme y est plus réellement présent que dans bien des toiles où des ruraux experts ont peint, au milieu d'herbages véridiques, les travailleurs des champs ou les citadins à la campagne. Ici l'homme domine la nature par le rêve lyrique, presque musical, qu'il lui impose.

C'est en chemin de fer, à travers la vitre d'un wagon, que Degas aimait à noter au vol des sites ou des effets que transformaient ensuite son imagination et sa mémoire. Là-dessus, rentré dans son atelier, il composait à l'huile ou au pastel de petits tableaux précieux qui ne gardaient de la réalité que son rythme essentiel. Rochers, grottes, étangs, forêts semblent attendre une visite mystérieuse. Les airs, qui n'ont rien de commun avec le « plein air » des impressionnistes, sont agités de souffles tragiques ou se reposent dans la mélancolie.

N'est-il pas singulier qu'un peintre si soucieux de véracité, quand il décrit les spectacles que nous offre la vie et dont l'homme est le ressort principal, ait pris comme thème, voulant donner libre cours à sa fantaisie, à sa chimère, la nature inanimée, le meilleur, le plus patient et à la fois le plus impérieux des modèles pour les réalistes?

Est-ce là ce témoin de la vie moderne? Ces paysages ne nous révèlent-ils pas ce que le réalisme et le naturalisme de Degas comportent de haute intellectualité, de sentiment subjectif et, pour tout dire, de poésie? Ne devinons-nous pas le lyrisme intérieur qui fut contrarié, enchaîné par la conjuration de toutes les forces d'un temps?

PAUL JAMOT.

Comment on écrit l'histoire

Nous avons eu cette année deux commémorations littéraires : le cinquantenaire de la mort de Michelet et le quatrième centenaire de la naissance de Ronsard. La simple vérité oblige à reconnaître que le centenaire de l'un a été beaucoup plus brillant que le cinquantenaire de l'autre. Telle est la vengeance des poètes, car celui du seizième siècle a été abominablement outragé par l'historien du dix-neuvième. Michelet reproche à Ronsard jusqu'à sa surdité. Il l'accuse d'avoir « frappé comme un sourd sur la pauvre langue française ». Il le ridiculise. Il le montre « se rongeant les ongles, le nez sur ses livres latins, arrachant des griffes et des dents les lambeaux de l'antiquité ». Il nourrit contre lui l'étonnant grief d'avoir « biffé, effacé pour toujours » de la littérature française « cent choses naïves de liberté charmante, de génie, de divine enfance ». Et nous ne comprenons plus du tout que Michelet, poète de la femme et de l'amour, s'acharne sur le poète de Cassandre, d'Hélène et de Marie.

Michelet n'aimait pas Ronsard parce qu'il n'avait pas les mêmes idées politiques. Voilà le secret. Michelet, au seizième siècle, a pris parti pour les protestants et Ronsard était catholique. Ainsi Michelet a été déterminé dans ses jugements littéraires par ses opinions politiques, ce qui laisse penser que ses jugements historiques ont été influencés de la même façon.

Convient-il de lui en vouloir? Sans doute. Mais jusqu'à quel point? Et dans quelle mesure? Voilà ce que nous voudrions examiner. En effet, le cas de Michelet n'est pas un cas particulier. C'est un cas général, celui de tous les historiens. Et il pose le problème de la manière dont on écrit l'histoire.

Le livre principal de Michelet, sa grande *Histoire de France*, a vieilli. C'est un fait. On ne la lit plus guère, ce qui est peut-être injuste. Car c'est un livre extraordinaire, comme d'ailleurs presque tous les siens, rempli de choses curieuses, de trouvailles, de traits pénétrants et aussi d'absurdités, un mélange étourdissant de faux et de vrai, de psychologie et de roman. Tel quel, il a eu au dix-neuvième siècle un immense succès. Il n'en a plus aucun de nos jours. Pour le cinquantenaire de sa mort, on ne l'a pas réimprimé, pas plus qu'on ne réimprimait la *Franciade* de Ronsard, tandis qu'on réédite toujours, parce qu'on les lit toujours, ses sonnets, ses odes et ses élégies.

Le vieillissement rapide des livres d'histoire est un phénomène étrange, surtout peut-être quand il s'agit de Michelet. De son temps, on a dit qu'il avait renouvelé l'histoire. Il a eu la réputation de rendre la vie à ce qui était mort. Et il est mort à son tour. Il a passionné et il n'intéresse plus ou plutôt il n'intéresse plus de la même manière et ce n'est plus la même espèce de lecteurs. Or, son cas n'est pas particulier.

Chaque génération a eu ses historiens : les bibliothèques en portent témoignage. Ces historiens ont eu, dans leur siècle, une réputation immense. Nous n'avons plus idée de la gloire de Mézeray, des triomphes d'Anquetil. Mézeray et Anquetil dorment dans les greniers. Pourtant ils racontaient ce qu'on raconte encore. Ils racontaient les mêmes événements. M. Ferrero n'a pas inventé l'histoire romaine. Pourtant c'est chez lui que nos contemporains vont de préférence la chercher. Duruy, Mommsen sont déjà loin, sans parler de Rollin ni de Lenain de Tillemont.

Un vieillissement aussi régulier, une décrépitude aussi rapide ont une cause et même sans doute plusieurs. C'est un besoin que chaque génération éprouve d'entendre raconter les mêmes choses par des hommes qui lui appartiennent. Pourquoi, sinon d'abord parce que les points de vue changent avec les événements?

Le dix-neuvième siècle a eu, comme tous les autres siècles,

l'illusion d'avoir tout inventé. Il s'est imaginé qu'entre autres choses il avait inventé l'histoire. Pourquoi? Oh! pour une raison bien simple. Parce qu'un fait considérable s'était produit, parce qu'il y avait eu la Révolution qui a paru pendant très longtemps, tellement elle avait frappé les contemporains, comme l'événement le plus grandiose ou le plus terrible de l'histoire, au point qu'on s'est imaginé qu'il ne pourrait jamais y en avoir de plus grand, de pire ou de plus beau. La Révolution semblait être l'aboutissement et l'apothéose non seulement de l'histoire de France, mais encore de l'histoire du monde. Pour les autres, c'était un infernal écroulement. Dans les deux cas c'était à elle qu'on rapportait tout ou bien que l'on comparait tout. C'était elle qu'on sentait partout et dont on suivait la trace et la montée à travers les siècles passés. Et alors, comme les anciens livres d'histoire, qui avaient été écrits avant la Révolution et dont les auteurs s'étaient placés à un point de vue oublié et périmé, celui de leur temps, devaient paraître insipides et froids!

« Guerre à Mézeray! » ce fut le cri d'un des premiers rénovateurs de l'histoire au dix-neuvième siècle. Augustin Thierry ne manquait pas de talent. Il lui est arrivé une mésaventure comique et symbolique, qui l'a fait, en peu d'années, tomber plus bas que Mézeray. Témoin enthousiaste de la révolution de 1830, il avait cru que la monarchie bourgeoise de Louis-Philippe, la monarchie de Juillet, était la date suprême, celle qui ouvrait une ère nouvelle, port définitif auquel la France aspirait. Après la Révolution, après la Restauration, il semblait à Augustin Thierry que la monarchie de Juillet serait aussi durable que la monarchie anglaise, telle qu'elle avait succédé aux Stuarts. Le régime fondé en 1830 n'a duré que dix-huit ans. L'œuvre historique d'Augustin Thierry ne s'est jamais relevée de ce coup.

Augustin Thierry a conduit jusqu'à l'imprudence et même jusqu'à l'absurde la méthode qui consiste à écrire l'histoire d'autrefois en se plaçant à un point de vue contemporain. Mais ce point de vue change parce que les événements se développent sans cesse. Et c'est ce qui fait le vieillissement et la caducité des livres d'histoire, qui, ayant été écrits à une certaine date, l'ont toujours été pour une certaine époque.

Ce qui ne vieillit pas, c'est Thucydide ou Tacite, Froissart

ou Commines parce que, chez eux, nous trouvons un document, un témoignage, qui a sa valeur par lui-même et que rien ne peut remplacer. C'est la différence que fait l'école allemande entre l'histoire à la manière gréco-latine, le petit œuvre d'art, le sens étymologique du mot grec étant information, exactement comme l'entend le journalisme d'aujourd'hui, c'est-à-dire la critique et l'interprétation des faits, tandis que l'histoire à la manière germanique, *Geschichte*, c'est le fait lui-même, le fait d'expérience, ce qui est arrivé : *Geschehenes*.

Cette distinction, toute pédantesque qu'elle est, permet de comprendre que tout récit organisé et composé des événements historiques se démode avec une grande rapidité. D'abord celui qui le lit à trente ou cinquante ans de distance a une supériorité redoutable sur celui qui l'a écrit. Le lecteur d'aujourd'hui, c'est nous, en 1924, par rapport à Michelet, comme d'ailleurs les gens de 1874 par rapport à Mézeray ou à l'abbé Velly, le lecteur connaît la suite, que l'historien ne pouvait pas connaître. Ni Mézeray, ni l'abbé Velly ne pouvaient deviner la Révolution française. Michelet n'avait pas deviné davantage la guerre de 1870, encore moins celle de 1914. Alors toute la valeur qu'il donne aux choses se trouve faussée pour nous, les parts pris qui avaient un sens pour lui n'en ont plus pour nous. De là, pour le public, le dépérissement de son œuvre qui finira par ne plus être qu'un document sur l'état d'esprit de Michelet lui-même et de sa génération.

Cet état d'esprit, nous commençons à avoir peine à le comprendre justement parce que nous sommes frappés (et comment ne le serions-nous pas?) par des événements au moins aussi vastes que ceux sous l'impression desquels les hommes du dix-neuvième siècle avaient vécu. Ce qui rend déjà caduque une partie de la littérature du dix-neuvième siècle, c'est qu'elle est dominée par cette idée que, de la Révolution, date une ère nouvelle et que cet événement n'avait pas eu d'équivalent et ne pouvait plus en avoir. Le romantisme a peut-être consisté surtout dans cette illusion qui s'est prolongée assez tard. C'est peut-être aussi ce qui le prive de ce caractère de généralité qui permet aux ouvrages littéraires de franchir les âges. Et ce qui est vrai de la littérature dans son ensemble l'est encore bien plus de la littérature historique en particulier.

Pour savoir jusqu'à quel point la Révolution française a pu obséder les esprits et leur faire perdre la juste mesure des choses, une citation suffira. Il y a eu en France, au siècle dernier, un esprit vigoureux, original, longtemps méconnu, et auquel on n'a rendu justice qu'après sa mort. Auguste Cournot a rénové en France la philosophie de l'histoire. Son *Traité de l'Enchaînement des idées fondamentales dans les Sciences et dans l'Histoire* est un livre qui aurait fait beaucoup plus de bruit si la vogue de la philosophie allemande n'avait alors tout étouffé. Et pourtant Cournot lui-même sacrifie à l'erreur de son temps, erreur à laquelle sa pensée concise et ramassée donne encore plus de relief. Résumant toute l'histoire du monde jusqu'à la chute de la monarchie française en 1792, il dit imprudemment de la Révolution que ce sera « la dernière page, peut-être, de ce que l'on pourrait appeler l'histoire épique, la grande histoire ».

Cournot écrivait cela en 1861, et c'était son excuse. Neuf ans plus tard survenait un événement qui allait singulièrement changer les points de vue. La guerre de 1870, sans frapper les esprits autant que la Révolution de 1789, a néanmoins exercé une impression profonde sur les manières de penser et aussi sur les manières de juger. Elle a déterminé des réflexions nouvelles et c'est de ce moment que date la critique de la Révolution, la critique laïque, si l'on peut dire, celle dont Renan et Taine ont été les initiateurs. Mais c'est dans l'histoire surtout que ce renouvellement a été sensible parce qu'il était nécessaire. Déjà on ne pouvait plus présenter les choses comme on les présentait avant 1870. Michelet avait pu voir cette guerre et l'invasion avant de mourir. Il avait pu comprendre aussi ce qu'elle détruisait, ce qu'elle emportait de son œuvre, surtout ses longues complaisances pour le germanisme et celle qu'il avait si longtemps appelée « la noble Allemagne ». Dans un petit livre, tout frémissant, intitulé *la France devant l'Europe* et qu'il publia dès le commencement de l'année 1871, il confessait son erreur, il avouait avoir été trompé. Mais il aurait encore fallu rectifier et défaire une grande partie de ce qu'il avait fait. Son Histoire de France était écrite et il ne pouvait plus la recommencer. C'est pourquoi, après lui, commença une nouvelle école historique avec Fustel de Coulanges et Albert Sorel. C'est toute la

Révolution que Sorel a reprise pour la remettre à sa place dans la suite des événements au lieu d'en faire un phénomène unique sans rapport avec ce qui l'avait précédé. Il lui a rendu par là ses proportions naturelles et raisonnables. Et l'ouvrage d'Albert Sorel a été salué comme une découverte. Il a rejeté dans l'ombre des livres qui avaient eu une vogue immense, comme *la Révolution, le Consulat et l'Empire* de Thiers, promptement démodés, avec un excès d'injustice comme toujours, après avoir eu un prestige si extraordinaire qu'il n'y avait pour ainsi dire pas une maison bourgeoise en France où l'on ne pût rencontrer ces volumes. Ils ne sont pourtant pas méprisables. Mais ils ont eu le triste sort d'avoir été trop admirés par les bourgeois. Ils sont devenus un peu ridicules. Et M. Anatole France a peut-être achevé d'écraser Thiers et de le perdre dans l'estime publique en disant qu'il était le plus mauvais écrivain de la langue française, ce qui est encore excessif, car cette place reste toujours libre et l'on a un large choix pour la décerner.

Mais si telle a été l'influence de la guerre de 1870 sur la façon d'écrire l'histoire, et sur la façon dont la génération qui, en France, a suivi cette guerre, a eu besoin qu'elle fût écrite, quel pourra bien être l'effet de la guerre de 1914? On ne pouvait plus, après le traité de Francfort, juger les traités de 1815 comme on les jugeait avant. La guerre de 1870 sera vue d'ici un certain nombre d'années comme un simple épisode de la longue lutte entre la France et l'Allemagne. Enfin la guerre de 1914 avec les bouleversements qui l'ont accompagnée nous apparaît déjà comme une révolution beaucoup plus vaste et beaucoup plus grave que celle de 1789. Elle a en effet transformé beaucoup plus profondément la physionomie, non seulement de l'Europe mais du monde. La carte de l'ancien continent n'est plus reconnaissable. États disparus, monarchies écroulées, nations ressuscitées, l'Orient, réputé immuable, qui change tous les jours, qui n'a plus ni sultan ni calife, l'Asie qui s'émeut à son tour, qui échappe à sa torpeur et qui se partage entre la démocratie nationaliste et l'anarchie : celui qui aurait osé prédire il y a dix ans la moitié seulement de ce que nous voyons aujourd'hui et qui nous paraît tout naturel, aurait passé pour fou.

Il faudra donc de toute nécessité récrire d'un point de

vue nouveau l'histoire, la grande, celle qui s'accompagne toujours d'une certaine philosophie. Il faudra tenir compte des expériences nouvelles. Nous comprenons mieux ainsi que la narration historique est une œuvre d'actualité.

C'est aussi l'actualité qui nous permet de saisir des aspects non pas nouveaux mais éternels de l'histoire. Ce qu'on croyait mort redevient vivant. Bien des choses, naguère vivantes, entrent en sommeil à leur tour. Avouons, par exemple, que les affaires polonaises qui ont rempli la politique européenne du dix-huitième siècle n'excitaient plus un très grand intérêt.

Aujourd'hui il y a de nouveau une Pologne. Et les difficultés que la diplomatie française a rencontrées sous Louis XV nous deviennent intelligibles. Le fameux « secret du roi » n'apparaît plus comme un mystère ou comme un caprice parce que nous voyons, en pensant par exemple à la Russie, que le besoin de faire marcher ensemble deux alliances aussi peu conciliables que l'alliance autrichienne et l'alliance polonaise rendait inévitable le recours à la diplomatie secrète.

En somme, à toutes les époques, les hommes croient toujours avoir tout inventé parce que, selon le vieux proverbe, l'expérience des pères est perdue pour les enfants. La quantité des souvenirs et des expériences qui tombent en route est énorme. Ce qu'on pourrait croire acquis pour l'éternité, fixé à jamais dans la mémoire, s'oblitère après une génération. L'histoire est un puits d'oubli, un puits insondable. Sainte-Beuve a dit là-dessus un mot profond sur lequel on pourrait méditer longuement et utilement.

« Nous nous imaginons toujours volontiers nos ancêtres comme étant à l'enfance des doctrines et dans l'inexpérience des choses que nous avons vues ; mais ils en avaient vu eux-mêmes et en avaient présentes beaucoup d'autres que nous avons oubliées. »

De cette vérité, les exemples abondent. Nous allons en prendre un qui répond à des préoccupations tout à fait actuelles. Nous savons, en ce moment, parce que ce phénomène nous atteint tous, ce que c'est que l'inflation et la dépréciation de la monnaie. Est-ce un phénomène nouveau? Nullement. C'est le type du phénomène oublié. On le trouve décrit avec une extrême précision par le voyageur vénitien Marco Polo. Marco Polo, qui avait visité la Chine

au treizième siècle, rapporte qu'aux temps anciens un empereur de ce pays avait commencé à émettre du papier-monnaie. « Il y avait alors un ministre qui gagna beaucoup avec l'émission de ce papier. Mais les choses en vinrent au point qu'avec dix mille de ces billets on pouvait à peine acheter un gâteau de riz. Le peuple souffrit beaucoup et l'État fut ruiné. »

Voilà exactement ce que nous avons vu en Russie, en Autriche et en Allemagne et ce que nous ne voulons voir ni en Belgique ni en France. On s'aperçoit ainsi que l'inflation, mot qui court les rues aujourd'hui et que les économistes seuls employaient il y a quelques années, n'est pas une invention de notre siècle. Tout le moyen âge a d'ailleurs retenti de plaintes contre l'altération des monnaies qui était le procédé sommaire dont on se servait alors parce qu'on n'avait pas l'imprimerie ni la planche à billets, mais qui revenait au même que le cours forcé.

Notez bien que l'altération des monnaies a toujours suivi, comme l'abus du papier-monnaie, les grandes dépenses de l'État, dépenses presque toujours causées par la guerre. La première expérience qu'on ait faite en France du papier-monnaie, celle de Law, suivit le règne de Louis XIV. Que s'était-il passé? Après la mort de Louis XIV, il fallait rétablir les finances. Pour rétablir les finances, il fallait faire payer des impôts. Un gouvernement fort y serait parvenu. Un gouvernement faible comme celui de la régence hésitait, reculait devant les résistances et les protestations lorsqu'il se présenta un homme habile qui apportait une recette merveilleuse : le moyen de donner des ressources à l'État sans mécontenter le contribuable. Inutile d'entrer dans le détail du « Système » de Law. Le Système consistait essentiellement à émettre du papier, à créer des richesses fictives qui donnaient l'illusion des richesses réelles. On vit alors tout ce que nous avons vu : la spéculation, le coup de fouet donné à l'industrie et au commerce, un moment de bien-être, d'activité et de prospérité, car l'inflation commence, comme beaucoup de poisons, comme l'alcool et la morphine, par donner des sensations agréables, ce qu'on appelle l'euphorie. Il est même resté en France des traces utiles du Système : le port de Lorient date de là, beaucoup de monuments furent construits. Mais la débâcle et le krach arrivèrent, des quantités de familles

furent ruinées, l'État se trouva plus gêné qu'avant.

La faillite de Law et de son système avait produit une impression si profonde que, pendant de longues années, dans les contrats, on ne manquait jamais de spécifier que les paiements seraient faits en bonne monnaie d'or et d'argent et non d'une autre manière. Mais, et nous rentrons ici dans notre sujet, au bout de quarante ou cinquante ans, cette impression avait disparu avec la génération qui l'avait éprouvée. Le système de Law n'était plus qu'un souvenir. Quand la Révolution à son tour recourut au papier-monnaie, quand elle créa les assignats, il y eut à l'Assemblée Constituante des hommes qui rappelèrent l'exemple désastreux de Law, qui annoncèrent tout ce qui allait se passer, qui prédirent la catastrophe. Ils citèrent même l'exemple tout frais des États-Unis, jetés dans l'inflation par la guerre de l'Indépendance : car le dollar, avant d'être le roi-soleil des monnaies, a été une monnaie très malade, ce qui prouve que la roue tourne et ce qui donne de l'espoir pour notre franc.

Cependant, en 1790, l'Assemblée Constituante n'écouta pas les avertisseurs. Et, dans l'espace de six ans, l'assignat de la Révolution française tomba à zéro comme le mark de la République allemande. On vit aussi alors tous les effets bien connus des émissions désordonnées de papier-monnaie, y compris la ruine des classes moyennes. Béranger raconte dans ses Mémoires qu'on était abordé dans la rue par des gens qui tendaient la main et qui se contentaient de dire : « Je suis rentier », ce qui suffisait pour attendrir les cœurs.

Cependant le souvenir des assignats n'a pas duré plus que celui du système de Law ; très rapidement ce ne fut plus une expérience vivante, féconde en enseignements, mais un simple épisode, dont on ne s'expliquait plus ni les causes ni les effets. La plupart des historiens de la Révolution française (et Dieu sait s'il y en a) mènent leur récit sans tenir compte du rôle considérable qu'a joué la crise financière dans ces événements. Thiers lui-même, qui était un spécialiste des finances, en fait bien mention, il décrit bien les phénomènes de l'inflation monétaire et de la dépréciation du papier. Il les décrit comme si c'étaient des phénomènes à part. Il ne relie pas les causes et les effets, les causes qui tenaient à la démagogie fiscale, et les effets qui furent

graves et nombreux. Mais, aujourd'hui, la leçon étant sous nos yeux, nous comprenons mieux la portée de la crise financière de la Révolution, comment la vie chère entretint à Paris l'état d'esprit insurrectionnel qui permit aux partis les plus avancés de conquérir le pouvoir en attendant l'extrême misère qui rendit la dictature de Bonaparte désirable. Nous comprenons aussi comment le papier-monnaie contribua à pousser la Révolution aux conquêtes. Quand la France révolutionnaire entra en Belgique, c'était, selon les propres termes de Cambon, pour y trouver un débouché à l'excès des assignats. Lorsque Bonaparte lançait sa fameuse proclamation à l'armée d'Italie et à ses soldats nus et affamés qui devaient trouver là-bas gloire et richesses, c'était à la fin des assignats, quand la fameuse planche à imprimer les billets avait été détruite solennellement et quand l'État ne savait plus de quoi remplir ses caisses. On voit comment l'inflation, qui engendre tant de maux, peut en outre engendrer la guerre ; et ce n'est pas rassurant.

C'est parce que nous savons maintenant, par notre propre expérience, notre expérience de tous les jours, ce que c'est qu'une monnaie qui se déprécie, c'est parce que nous sommes dans un moment où tout le monde est, à cet égard, en état de réceptivité, que nous saisissons bien l'importance des mêmes crises dans le passé. Peut-être y a-t-il, en revanche, des choses que nous sommes portés à négliger ou qui nous échappent. On ne doit donc pas dire, ou l'on ne doit pas dire seulement, comme Renan, que l'histoire est une petite science conjecturale. C'est une petite science subjective. Les conjectures que nous pouvons faire dépendent de nous, de nos dispositions, de notre état d'esprit. Nous reconstruisons perpétuellement le passé à l'aide du présent. Et ce qui n'est pas dans les préoccupations du temps où il écrit, l'historien a toujours tendance à le supprimer dans le passé.

C'est ainsi d'ailleurs que l'histoire se simplifie et se dessèche, que les événements diminuent et se rapetissent à mesure que les siècles passent. De ce qui est encore près de nous, les proportions nous échappent. Nous avons tendance à les grossir ou plutôt nous ne les voyons pas, parce que, comme je le disais tout à l'heure, nous ne connaissons pas la suite. Et, de ce qui est loin de nous, nous ne retenons que les sommets, ce qui est consacré par l'usage. Nous fai-

sons bon marché de ce qui est loin, comme on fait bon marché de ce qui appartient à autrui. Cournot, que nous avons déjà nommé, s'amusait à faire une expérience qui, disait-il, ne manquait jamais de réussir. Il prenait deux périodes de durée presque égale, comprises entre deux faits connus, par exemple du traité de Verdun à l'entrée des Croisés à Constantinople et de l'entrée de Jeanne d'Arc à Orléans à la Révolution française. Puis il demandait laquelle de ces deux périodes avait été la plus longue. Et on lui répondait toujours la deuxième bien que le même espace de temps, soit trois cent soixante ou trois cent soixante et une années, se soit écoulé du traité de Verdun à la prise de Constantinople et de la délivrance d'Orléans à la réunion des États Généraux.

Qu'est-ce donc que l'histoire? Avant tout une abréviation. Il y a longtemps qu'on a dit que l'art de l'historien consistait à abréger, sinon on mettrait autant de temps à écrire l'histoire qu'elle en a mis à se faire. Seulement c'est une abréviation d'un caractère particulier qui ne s'étend pas également à toutes les époques. C'est une sorte de cône dont le présent est la base et qui va en s'amincissant vers le passé.

On pourrait donc presque dire que l'histoire, au lieu d'être l'art de se souvenir, est l'art d'oublier. Il n'y aurait plus d'histoire possible si l'on n'oubliait pas, si l'on racontait par exemple les révolutions de Paris au quatorzième siècle avec un aussi grand luxe de détails que la Révolution de 1789. Seulement cette abréviation même devient une source d'erreurs parce que, dans l'extrême resserrement des faits, l'explication finit par échapper. Les événements se résument dans une sorte de chronologie insipide ou incohérente. La clef manque. Nous savons encore à peu près pourquoi Robespierre a envoyé Danton à la guillotine. Mais nous avons peine à nous rendre compte des raisons pour lesquelles le maire du Palais Ebroin a fait mettre à mort Leudesic et crever les yeux de son rival saint Léger. Il est vrai que ces choses se passaient il y a une douzaine de siècles. Il y a encore en France des dantonistes et des robespierristes. M. Aulard, qui tient pour Danton, polémique contre M. Mathiez qui tient pour Robespierre. Mais il y a longtemps qu'il n'y a plus de partisans d'Ebroin ni de partisans de Leudesic.

Cette apparente incohérence fait dire à Shakespeare par Macbeth mourant : « Le monde est une fable contée par un fou, avec un grand fracas de mots et de gestes, et qui ne signifie rien. » Voltaire dit à son tour : « Le gros du genre humain a été et sera toujours imbécile ; les plus insensés sont ceux qui ont voulu trouver un sens à ces fables absurdes et mettre de la raison dans la folie. »

C'est peut-être la faute de l'histoire plus que des historiens eux-mêmes. Faut-il les accuser? Faut-il les absoudre? Nous inclinons à l'absolution et on les absoudra avec nous si l'on admet aussi avec nous le caractère beaucoup plus relatif que conjectural de l'histoire.

Je voudrais citer ici un simple trait, qui peut être considéré comme un trait de lumière, et qui montre, car il est permis de conclure du petit au grand, combien d'éléments s'interposent entre le narrateur et la vérité. C'est peut-être beaucoup plus significatif que la célèbre anecdote de sir Walter Raleigh à la Tour de Londres.

Il y a dans les *Mémoires d'outre-tombe* une page célèbre sur le retour de Louis XVIII à Paris. Il faut la lire toute entière et en garder dans l'esprit les détails pour mieux goûter la suite :

« J'ai présent à la mémoire, dit Chateaubriand, comme si je le voyais encore, le spectacle dont je fus témoin lorsque Louis XVIII, entrant dans Paris le 3 mai, alla descendre à Notre-Dame... C'était un régiment de la vieille garde à pied qui formait la haie... Je ne crois pas que figures humaines aient jamais exprimé quelque chose d'aussi menaçant et d'aussi terrible. Ces grenadiers couverts de blessures, vainqueurs de l'Europe, qui avaient vu tant de milliers de boulets passer sur leurs têtes, qui sentaient le feu et la poudre ; ces mêmes hommes, privés de leur capitaine, étaient forcés de saluer un vieux roi, invalide du temps non de la guerre, surveillés qu'ils étaient par une armée de Russes, d'Autrichiens et de Prussiens, dans la capitale envahie de Napoléon. Les uns, agitant la peau de leur front, faisaient descendre leur large bonnet à poil sur leurs yeux comme pour ne pas voir ; les autres abaissaient les deux coins de leur bouche dans le mépris de la rage ; les autres, à travers leurs moustaches, laissaient voir leurs dents comme des tigres. Quand ils présentaient les armes, c'était avec un mouvement de fureur, et le bruit de ces armes

faisait trembler. Jamais, il faut en convenir, hommes n'ont été mis à une pareille épreuve et n'ont souffert un tel supplice. Si, dans ce moment, ils eussent été appelés à la vengeance, il aurait fallu les exterminer jusqu'au dernier, ou ils auraient mangé la terre. »

Voilà, n'est-ce pas? une peinture assez poussée et à laquelle il ne manque rien. On se dit, d'ailleurs, que si Chateaubriand, royaliste, qui venait de composer sa brochure de *Buonaparte et des Bourbons*, a écrit cette page, c'est que c'était vrai, qu'il a vu ce qu'il rapporte en grand écrivain qu'il était. Cependant quelle surprise n'éprouve-t-on pas quand on lit la même scène racontée par un autre écrivain, hostile à Louis XVIII et à la Restauration, plutôt favorable à Napoléon, un des créateurs de la littérature napoléonienne : nous avons nommé Thiers.

Arrivé à la même journée du 3 mai 1814, Thiers la raconte à son tour. Mais son récit est fort différent. Il montre d'abord les maréchaux de Napoléon joyeux et empressés autour de Louis XVIII parce qu'ils pensaient depuis longtemps que l'Empire « finirait mal » et qu'ils étaient soulagés que ce fût fini. Ils avaient, à Fontainebleau, pressé l'empereur d'abdiquer et ils s'étaient ralliés aux Bourbons pour conserver leurs dotations et leurs titres. Quant aux soldats de la garde, qui depuis Compiègne, escortaient Louis XVIII, leur attitude n'était pas du tout celle que Chateaubriand avait cru voir. « Le public, dit Thiers, regardait avec une extrême curiosité ces mâles visages hâlés par vingt-cinq ans de guerre, assistant respectueusement à une cérémonie contraire à tous leurs sentiments, ni joyeux ni empressés comme leurs maréchaux, mais fiers et en même temps soumis aux volontés de la France qui volait en ce moment à d'autres destinées... Du reste, ajoute-t-il, les royalistes eux-mêmes leur tenaient compte de leur attitude à la fois fière et résignée. »

Et Thiers met encore en note, non sans malice : « Divers écrivains, et notamment M. de Chateaubriand, qui en général se soucie peu de la vérité, ont raconté avec des couleurs fort exagérées l'attitude de la garde. D'après les témoins les plus vrais, son attitude fut exactement celle que nous tâchons de retracer ici, c'est-à-dire froide et soumise. »

En somme c'est une excellente mise au point. Les soldats

de la garde impériale faisant la haie pour le passage de Louis XVIII, avaient probablement la mine de tous les militaires pendant une corvée. Les témoins que Thiers a consultés étaient sans doute leurs officiers. Chateaubriand a tourné au tragique, il a poétisé l'expression d'indifférence et d'ennui que montraient ces soldats. Humainement, toute la vraisemblance est pour le récit de Thiers, dont les sympathies allaient pourtant à l'Empereur plutôt qu'à Louis XVIII.

Cependant, si on ouvre un autre livre, plus moderne celui-là, et un livre sérieux, qui fait autorité, celui d'Albert Sorel, nous y trouvons encore la même scène. Et elle est racontée comme si la rectification de Thiers n'avait pas eu lieu, comme si elle n'existait pas. La description de Chateaubriand a plu à Albert Sorel. Elle l'a frappé et non seulement il reproduit le récit des *Mémoires d'outre-tombe* mais il grossit les traits, il y ajoute des couleurs. On se demande comment les soldats de la garde, au lieu de présenter les armes à Louis XVIII, n'ont pas tiré sur lui.

Désormais, comment racontera-t-on la cérémonie du 3 mai 1814? Très probablement comme Albert Sorel l'a racontée. Celui qui fait foi, c'est le dernier en date. Car il y a une chose qu'on ne sait pas assez : c'est que les historiens sont comme les fabricateurs de dictionnaires. Ils se copient presque tous et ce qui manque chez l'un manque également chez l'autre, comme leurs erreurs se perpétuent.

Je voudrais, à cet égard, citer encore quelques exemples.

Un sage historien a dit que l'on pouvait tracer de la France sous l'ancien régime un tableau sinistre ou enchanteur, à volonté. On sait que le tableau sinistre a généralement prévalu. Taine lui-même, dans le premier volume de ses *Origines*, donne la préférence aux couleurs noires. Ainsi le peuple semble avoir été accablé de droits féodaux et l'on énumère le quint, le requint, le lods, le milods, la tâche, le champart, etc... On ignore presque toujours ou bien que ces redevances s'appliquaient à des cas différents, que, par conséquent, elles ne se cumulaient pas. On ignore aussi que ces noms bizarres étaient ceux que les mêmes droits portaient dans diverses provinces, comme on appelle une mesure de terre, selon les régions, *journal*, *sac* ou *vergée*. Ce qui est vrai, c'est que nous entendons très mal le vocabulaire de la féodalité disparue, de même que, dans très peu de temps

sans doute, le vocabulaire très riche et très compliqué de la navigation à voile sera devenu inintelligible : cette remarque spirituelle est d'un chartiste philosophe.

Autre exemple : pendant longtemps et, en tout cas, pour autant que j'ai pu le vérifier, pendant le dix-huitième siècle, les histoires de France et les histoires de l'Empire germanique ont raconté ce fait, tiré des Chroniques de Saint Denis. En l'an 1293, l'empereur Adolphe de Nassau profita des embarras qu'avait alors le roi de France Philippe le Bel pour lui réclamer le royaume d'Arles et quelques autres provinces qu'il revendiquait comme terres impériales. Le roi de France reçut les ambassadeurs allemands, les écouta et se contenta de les renvoyer « avec une grande et magnifique lettre qui ne contenait dans toute son étendue que ces deux seules paroles écrites en beaux caractères : *trop allemand* ». Il y eut, autour de Philippe le Bel, des personnes timorées qui lui représentèrent que cette réponse était bien hardie, qu'elle était même blessante et qu'elle pouvait entraîner de graves conséquences. Philippe le Bel refusa de les entendre et il eut raison, car Adolphe de Nassau n'insista pas.

Voilà, n'est-il pas vrai, une fort belle anecdote, un véritable symbole. Elle devrait être classique en France. On ne la retrouve plus que par hasard dans des livres spéciaux. Et pourquoi est-elle tombée en route? Probablement parce qu'au milieu du dix-huitième siècle la grande vogue de l'Allemagne a commencé. On a d'abord admiré la Prusse de Frédéric II, le « roi philosophe », car avant d'être devenus l'expression même de l'impérialisme et du militarisme, les Hohenzollern, jusqu'en 1870, ont été célébrés en France comme des princes éclairés et libéraux, comme l'image du progrès sur le trône. Au dix-neuvième siècle, cette faveur s'est étendue de la Prusse à toute l'Allemagne, au peuple allemand et aux façons de penser allemandes. Michelet, en 1848, avait pleuré d'émotion lorsqu'il avait vu pour la première fois le drapeau de l'Allemagne, son « grand drapeau, si noble, noir, rouge et or, le saint drapeau de Luther, Kant et Fichte, Schiller, Beethoven ». Comme on change, puisque Michelet lui-même, en 1871, ne comprenait plus son émotion, avouait qu'il s'était trompé et que ses chers Allemands, sa « sainte Allemagne » l'avaient trompé ! Mais l'anecdote, si piquante, de Philippe le Bel, et sa plaisan-

terie sacrilège : « Trop Allemand ! » avaient disparu.

Ainsi, le temps, que l'histoire doit fixer et contenir, agit sur l'histoire elle-même. Lui qui dégrade tout, il la dégrade à son tour. Il l'use lentement et sûrement comme la pluie et le soleil usent les pierres. Il est peu de souvenirs qui lui résistent, et ce qu'il en reste, il les déforme des façons les plus imprévues. Comment l'avenir se représentera-t-il notre siècle et les vastes événements dont nous aurons été les témoins? Nous ne pouvons même pas le pressentir. C'est l'idée que Frédéric Mistral a traduite dans un bref poème, écrit peu d'années avant sa mort : il peut servir de conclusion à ces réflexions sur l'histoire. C'est intitulé *Mon Tombeau*, le tombeau où, depuis dix ans, repose le poète de *Mireille* :

Sous mes yeux je vois l'enclos — et la coupole blanche — où, comme les colimaçons, — je me tapirai à l'ombrette.

Suprême effort de notre orgueil — pour échapper au temps vorace, — cela n'empêche pas qu'hier, ou aujourd'hui, — se change en long oubli.

Et quand les gens demanderont, — à Jean des Figues, à Jean des Guêtres, — « Qu'est-ce que ce dôme? » ils répondront, — « ça c'est la tombe du poète.

« Poète qui fit des chansons — pour une belle Provençale — qu'on appelait Mireille : elles sont — comme en Camargue les moustiques,

« Éparpillées un peu partout... — Mais lui demeurait dans Maillane — et les anciens du terroir — l'ont vu fréquenter nos sentiers. »

Et puis, un jour, on dira : « C'est celui — que l'on avait élu roi de Provence... — Mais son nom ne survit plus guère — que dans le chant des grillons bruns. »

Enfin, à bout d'explications, — on dira : « C'est le tombeau d'un mage, — car d'une étoile à sept rayons — le monument porte l'image. »

Il semble que, dans ce court poème, on entende se prolonger, toujours plus affaiblies, les vibrations mêmes du temps. Et il fallait un grand poète pour montrer que si l'histoire ne peut pas être du document pur, que si elle est de la psychologie et de la politique, elle est aussi, invinciblement et quoi qu'on fasse, de la légende et de la poésie.

JACQUES BAINVILLE.

Les Vertus bourgeoises[1]

VII

Déconfiture du poète.

Les affaires de Paul allaient mal. Il ne s'était pas remis des lourdes pertes essuyées en Bourse. Le magasin était hypothéqué, il y avait beaucoup d'arriéré chez les fabricants, le négoce devenait difficile. Jusqu'à la fin de la guerre, les échéances de commerce prorogées depuis le 13 août, Paul vivota. Mais quand l'effet moratoire des décrets cessa, il fallut prendre des dispositions. Contrairement à ce qu'avait toujours espéré Paul, la mort du grand-père Lesprat n'avait rien arrangé. Prosper Coutre se prévalut du partage des biens que le bonhomme avait fait autrefois, au moment du mariage d'Estelle. Les chantiers demeuraient l'exclusive propriété des Coutre, Prosper s'attribuant à lui seul la prospérité de la maison de commerce ; aux Brun, le grand-père avait donné la maison de la rue Sainte-Catherine et le magasin. A l'époque où ce partage avait été conclu, c'étaient les Brun qui avaient été avantagés, l'affaire des bois ne présentant encore que des espérances, qui, s'il est vrai qu'elles avaient été couronnées, auraient aussi bien pu ne pas l'être. Les deux affaires étaient bien distinctes, les deux branches des Coutre et des Brun n'avaient point d'intérêts communs. M. Coutre rappela d'ailleurs que pour satisfaire au désir de son beau-père,

(1) Voir *la Revue universelle* des 15 février, 1er et 15 mars, 1er avril 1924.

il avait mis vingt mille francs de sa poche en commandite dans le magasin de toiles ; et, à ce propos, il manifesta son intention de demander des comptes à son neveu Paul. Il eût dû le faire depuis longtemps, sur ce qu'il savait de cet imbécile : mais il s'en était abstenu, du vivant de M. Lesprat, par déférence vis-à-vis du vieillard. Lesprat disparu, son devoir envers sa fille, ses petits-enfants, lui dictait une conduite nouvelle.

La reddition des comptes fut une consternation pour tout le monde. Les inventaires étaient mal faits, les livres tenus en dépit du sens commun. On se trouvait en présence de cinquante mille francs de dettes. Il y avait dix mille francs de marchandises en magasin, la maison elle-même en valait trente mille, le passif excédait l'actif. Les créanciers, pour la plupart des fabricants de la région, fournisseurs anciens de la maison, en amicales relations d'affaires avec les Brun depuis quarante ans, n'étaient pas féroces, et consentaient à donner toutes facilités pour le règlement. Mais enfin il fallait parer à la situation, et Paul se demandait comment, avec une nonchalance ennuyée.

— Je ne te ferai pas de difficultés, déclara solennellement M. Prosper Coutre à son neveu. Mais il est bien certain que je ne puis abandonner ma commandite, et que j'interviendrai dans la liquidation, s'il y a lieu. Et je le crois. Pour ce qui regarde ta sœur et tes frères, tu t'arrangeras avec eux. Ta tante est tout à fait de mon avis.

Il ajouta en se retirant :

— Ta pauvre mère, si elle vivait, penserait certainement comme moi. Il est vrai que si elle vivait, nous ne serions pas dans ce beau pétrin. Mes amitiés à Gambetta. Ses millions vont bien?

Comme beaucoup de bonapartistes déçus, M. Prosper Coutre nourrissait une haine particulière pour ce Gambetta « qui avait volé des millions » et menait la France aux abîmes de la République. Prosper englobait dans sa haine Paul qui, en 1870, avait acclamé la venue du tribun à Bordeaux. Gambetta lui avait serré la main. M. Coutre ne l'oubliait pas.

— Vous avez bien serré la main de Badingue, répliqua Paul.

— Ton neveu est tout à fait fou, dit Prosper à sa femme, en rentrant chez lui. Je crois qu'il devient socialiste. Je vais le faire mettre en faillite.

Ce grand mot lâché, la Souys se remplit de deuil comme si l'on venait de découvrir un assassin dans la famille.

Le lendemain, Aricie se rendit en cachette à Bordeaux pour voir Paul. Comme elle avait pleuré toute la nuit, qu'elle en avait les

yeux rouges et ne voulait pas qu'il s'en aperçût, elle s'abstint de regarder son frère. Chicot était sorti, Basile était mort, Cyrille ne venait plus au magasin, Rugendas faisait des courses. Seul, enfoncé dans son fauteuil, Paul songeait mélancoliquement. Aricie le trouva très abattu. Elle se mit en face de lui, à contre-jour.

— Ça ne va pas, dit Paul. Il va falloir tout liquider. L'oncle Prosper me déteste, tu vas voir qu'il fera tout pour me couler... Les voilà, ces millionnaires !... On m'étrangle, littéralement. Maudit argent ! Ce qui m'enrage, vois-tu, c'est qu'il me tient avec ces vingt mille francs. C'est lui qui sera le plus dur... Si je les avais seulement !... Que je puisse les lui jeter au nez... Quel soulagement ! Pour le reste, on s'arrangerait...

— Les voilà, dit timidement Aricie en posant un petit paquet sur la table. C'est tout ce que j'ai ; c'est à toi.

— Aricie... fit Paul.

Il était debout, tout ému. De grosses larmes coulaient sur ses joues. Il bégayait :

— Toi?... Toi? Comment?... Non... Non... je ne veux pas... ma bonne Aricie !...

— Ne dis rien, dit la vieille fille.

Ils s'étreignirent longuement.

Il fallut qu'Aricie expliquât d'où lui venait cette fortune : pour une part, d'un petit legs de l'oncle curé, mort quelque temps avant Lesprat, et puis quelques économies. Ce qu'elle ne dit pas, c'est que son cousin Jouvenet lui avait avancé le reste, à la condition qu'on ne le sût point. Marcelin était un brave homme. Il avait du cœur, mais il était faible. Devant l'injustice de son beau-père Coutre, il était venu spontanément se mettre à la disposition d'Aricie, afin qu'elle secourût son frère. Mais il était de ces gens qui ont peur d'une bonne action faite au plein jour, s'il faut lutter pour l'imposer, il n'avait pas le courage de son opinion. Il fallait qu'Aricie fût bien humiliée pour accepter cet argent-là. Mais elle préférait l'être par Marcelin, plutôt que devant l'oncle Coutre, dans la personne de son frère.

Quand ils eurent bien pleuré ensemble, elle dit en se tamponnant les yeux et en s'efforçant de sourire :

— Allons, allons, n'en parlons plus... Tu me les rendras quand tu pourras.

— Je savais bien que je n'aurais jamais d'ennuis de ton côté, ni du côté d'Émile, dit Paul.

Il n'avait pas nommé Melchior. Aricie comprit aussitôt, et rougit jusqu'au blanc des yeux, à l'idée que l'un de ses frères eût pu com-

mettre une vilenie. Elle ne voulut rien demander, mais son regard fut dans cet instant si chargé d'angoisse que Paul répondit à la question qu'elle ne formulait pas :

— Que veux-tu, ma bonne sœur ! Tout le monde n'a pas le cœur fait comme toi. C'est compréhensible, après tout... Cette maison ne m'appartient pas... Elle est à nous quatre. Émile m'a écrit qu'il se considérait comme désintéressé dans le magasin depuis son voyage d'Amérique, à cause de la pacotille que notre mère lui avait faite. Pour Melchior, c'est différent... Il m'a demandé des comptes. J'ai été bien obligé de les lui rendre... sa part est à lui.

— Tu l'as donc vu?

— Oui... il est venu ce matin.

— Il ne m'en a rien dit, fit Aricie avec étonnement.

Elle se tut, un instant, songeuse. Puis elle reprit :

— Que vas-tu faire, mon pauvre ami?

— Je ne puis rien faire. Il faut laisser vendre la maison.

— Melchior le sait-il?

Paul hésita, puis, les yeux dans les yeux d'Aricie :

— C'est lui qui me l'a conseillé.

Ils restèrent un moment sans rien dire. Aricie était consternée. On allait vendre la maison où elle était née, où ses parents avaient vécu et étaient morts. Elle jeta un regard navré sur les vieux murs qui l'entouraient. Elle s'y sentait déjà étrangère ; de nouveau, c'était toute une partie d'elle-même et de sa vie, comme un grand bloc, qui s'écroulait. L'horrible était de penser que ce sacrilège, c'était son frère Melchior qui l'avait conçu ! Il ne lui en avait même pas dit un mot, ni de sa visite à Paul, ni de leur conversation. Comme une part des êtres qui nous sont les plus proches peut donc nous échapper, nous rester étrangère et fermée ! Dans cette nouvelle blessure faite au cœur meurtri d'Aricie, cette pensée était ce qui la déchirait le plus.

Cependant Paul regardait sa sœur avec un air gêné et malheureux. Il avait d'abord pensé qu'il valait mieux ne pas tout dire à Aricie, du même coup. Mais la générosité de la vieille fille lui créait un devoir nouveau, qui était de ne lui rien cacher. Comme il n'osait pas faire cet aveu si pénible, ce fut elle qui l'y aida.

— Qu'as-tu de nouveau qui te peine?

Paul fit un effort, et dit tout :

— Je suis un homme perdu, avoua-t-il. Je ne t'ai pas tout dit. J'ai cinquante mille francs de dettes personnelles. J'ai joué. Je gagnais. La guerre m'a fait tout reperdre.

— Mon pauvre ami, dit Aricie.

Paul était écroulé dans son fauteuil, et pleurait. Aricie lui caressait le front. Lui aussi, ses cheveux étaient déjà blancs.

* * *

Bravement, Aricie fit face au désastre. A tout prix, il fallait éviter le déshonneur d'une faillite. Prosper Coutre, au fond, n'y tenait pas : il ne fait pas bon, dans une Chambre de commerce, d'être l'oncle d'un neveu failli, même si l'on ne partage pas ses idées politiques, et une si scandaleuse liquidation des affaires de Paul n'eût pas manqué d'éclabousser la réputation du marchand de bois. Du reste, il était satisfait dans sa vanité : ce qu'il avait prédit cent fois se réalisait, l'incapable Brun s'était effondré. Orgueilleux de tout, fût-ce de son malheur, ses ennuis même contribuaient à le grandir à ses propres yeux. Depuis l'offense personnelle de Sedan, il posait avec amertume au héros victime, au martyr d'une idée. Le destin lui faisait une nouvelle injure, dans la déconfiture de Paul Brun. Tous ces coups, succédant à la mort de son fils, ajoutaient à sa considération de lui-même. Toutefois, matériellement, lui, Coutre, ne perdait rien à ce qu'on accordât un concordat à son neveu : même, à la réflexion, il estima prudent et politique de ne pas se montrer intransigeant. Qui sait si, une fois les intérêts de la maison de la rue Sainte-Catherine remis aux mains d'un liquidateur, aucun de ces créanciers ne se retournerait contre lui? Qui sait si, poussé à bout, Paul ou l'un d'eux ne demanderait pas la révision du partage autrefois fait de ses biens entre ses enfants par le vieux Lesprat? Coutre se savait avantagé. Mieux valait ne pas s'exposer, par une attitude trop dure, à une contestation, après tout, possible. Enfin Prosper avait ce qu'il voulait : il voyait son neveu à terre. Il en savourait voluptueusement la ruine. Il lui parut même qu'un geste de générosité, de sa part, augmenterait encore son plaisir, d'autant que, venu au moment opportun, il humilierait davantage, sans risquer toutefois de rétablir une situation qui ne pouvait plus l'être. Ainsi M. Prosper Coutre sut concilier à la fois son intérêt, son ressentiment, son honorabilité, l'opinion ; et de plus il mettait sa conscience en repos.

Quand Melchior Brun, à la demande d'Aricie, pénétra dans le bureau de M. Coutre, afin d'examiner avec lui les arrangements qu'il conviendrait de prendre pour donner une solution aux affaires du malheureux Paul, il trouva son oncle assez différent de ce qu'il attendait depuis la dernière visite que celui-ci avait faite rue Sainte-Catherine. Il ne savait comment il devait entreprendre une conver-

sation aussi délicate. M. Coutre était assis à sa place accoutumée. Il était largement enfoncé dans son fauteuil, le torse haut, les jambes longues, le menton écrasé dans son vaste faux col, une main à plat sur la table, l'autre dans l'entournure du gilet. Il dévisagea un instant le timide Melchior, modeste et debout devant lui. Quand il jugea qu'il l'avait suffisamment mis mal à l'aise, par la solennité de son silence, il fit un geste de la main, comme pour déblayer le terrain entre eux deux, et dit :

— Je crois deviner, mon cher Melchior, ce qui t'amène. Les affaires de ton frère, n'est-ce pas? Je prévoyais, j'attendais même ta visite. Je vois que je ne me suis pas trompé. Parle, je t'écoute.

— Mon oncle, anona Melchior, en effet... c'est du pauvre Paul qu'il s'agit... Il eût été sans doute plus convenable qu'il fît lui-même auprès de vous la démarche que... mais... enfin... il a préféré... et nous avons pensé, ma sœur et moi, qu'il valait mieux que ce fût moi... En somme, Aricie et moi, nous sommes autant intéressés que lui dans cette... liquidation... et vous aussi, mon oncle...

— Au fait, dit froidement M. Prosper Coutre en pinçant ses lèvres pâles pour ne pas sourire. L'embarras de Melchior lui causait une jouissance délicieuse.

— Eh bien... au fait ! oui... Mon oncle, nous avons considéré, Aricie, Paul et moi, que vous étiez le premier créancier de la rue Sainte-Catherine. Nous ne voulons pas, Paul surtout, je tiens à le dire, nous ne voulons pas que les mauvaises affaires de la maison vous puissent porter préjudice... alors... alors je suis chargé de vous remettre cette somme... ce prêt... que nous... enfin... comme cela, Paul n'aura plus qu'à déposer son bilan et demander le concordat... Soyez d'ailleurs rassuré, cet argent n'est pas prélevé sur l'actif de Paul, et ses créanciers n'en sont pas frustrés... Il appartient à Aricie.. Pour les créanciers de Paul... on vendra la maison... Je pense... J'espère que la faillite sera évitée...

Melchior posa sur le bureau de M. Coutre une enveloppe blanche. Elle contenait vingt billets de mille francs. C'était la part de M. Coutre dans la maison Lesprat et Brun.

Prosper prit l'enveloppe sans rien dire, la rompit, compta les billets, les remit ensuite dans l'enveloppe, qu'il rejeta sur la table ; et, regardant son neveu fixement :

— Reprends cet argent, mon cher, dit-il avec une extrême froideur. Je l'a-ban-donne à la liquidation. Ce n'est pas à ton imbécile de frère que je fais ce cadeau, mais à ta sœur Aricie et à toi, tout en déplorant que vos intérêts soient entre les mains de cet incapable, et j'espère encore pouvoir ne pas dire : de ce malhonnête homme.

Comme Melchior hésitait, M. Coutre répéta deux fois : « Reprends... reprends... » en poussant l'enveloppe vers son neveu, du bout de son coupe-papier. Un mince sourire détendit avec ironie les traits de son visage impénétrable : l'étonnement de Melchior en était la cause, prévue.

— J'estime que ton frère est un imbécile, poursuivit-il. Mais quoique l'on ne sache pas très bien, dans les tristes temps où nous vivons, quelle différence il peut y avoir entre un imbécile et un fripon, et nonobstant les droits de mes enfants et petits-enfants, tes cousins, que j'ai le devoir sacré de sauvegarder en tout état de cause, je ne suis pas dépourvu d'humanité. Tout ce que je souhaite à ton frère, c'est qu'il ne finisse pas au bagne, comme tous ces républicains qui voudraient voir le feu partout, ou à l'hôpital, comme ses poètes. Bien heureux s'il ne vous met que sur la paille ! Enfin, il a beau mépriser les marchands de bois, qui le lui rendent bien, par parenthèse, il ne sera peut-être pas fâché de savoir que les marchands de bois sont quelquefois capables d'une bonne action. Tu peux aller apprendre cette bonne nouvelle à ta sœur...

Cependant, comme Melchior allait se retirer, surpris, remerciant, sans savoir que dire pour tant de générosité inattendue :

— Hé bien ! Tu oublies ton enveloppe? fit M. Coutre. On voit bien que l'argent ne vous coûte rien, à vous autres !

* * *

Aricie reçut la « générosité » de son oncle Prosper comme une gifle. Les propos dont l'avait accompagnée M. Coutre, fidèlement rapportés par Melchior, ajoutèrent à son humiliation. Ainsi, malgré qu'elle en eût, il lui fallait relever des bonnes grâces de son oncle? Impossible, d'autre part, de s'y soustraire : cet argent ne lui appartenait pas, puisqu'elle l'avait donné à Paul, pour l'aider dans son malheur ; et c'était à elle que l'oncle Coutre en faisait le blessant cadeau ! Ainsi rendu, elle n'avait pas le droit de le refuser. Au surplus, elle dut, le soir même, remercier Prosper. Elle le fit, les larmes aux yeux : M. Coutre les prit pour des pleurs de reconnaissance et en fut flatté. Ce vieux galantin trouva sans doute, à part lui, que ce qui console toujours, dans le fait de donner de l'argent aux femmes, quelles qu'elles soient, c'est la manière dont elles l'acceptent. Aricie l'étonna pourtant, quand, à ses remerciements, elle ajouta ces mots, qu'une moins innocente aurait su rendre assez chargés de sous-entendus, capables d'empoisonner le triste contentement d'un donateur intéressé:

— Je vous remercie, mon oncle, de m'avoir permis de rendre ser-

vice à mon pauvre frère, et d'abandonner à ses créanciers la part qui me reviendrait naturellement sur cette somme.

— Peste ! ma fille, fit M. Coutre en levant le sourcil : je ne te savais pas si riche que tu puisses ainsi faire la généreuse !

Le beau geste de son oncle apporta par la suite et à la réflexion, un autre souci à Aricie. C'était un scrupule, vis-à-vis de Marcelin. Marcelin Jouvenet avait prêté à Aricie une bonne partie de ces vingt mille francs, et Aricie ne l'avait accepté que parce qu'elle savait que cet argent serait aussitôt rendu à l'oncle Coutre pour le désintéresser de sa créance sur le magasin : de fait, ce n'était emprunter au gendre que pour restituer au beau-père. Leurs intérêts devant un jour être les mêmes, Aricie avait pu consentir à l'affectueuse proposition de Marcelin. Mais du moment que l'oncle Prosper abandonnait cette somme aux Brun, dans des conditions telles qu'elle devait nécessairement faire retour aux autres créanciers, Aricie, par cette extrême délicatesse particulière aux personnes pauvres pour tout ce qui touche les questions d'argent, Aricie se demandait si elle ne se trouvait pas mise malgré elle dans une situation fausse vis-à-vis de Marcelin, d'autant que, dans ces nouvelles conditions, il ne s'agissait plus d'un prêt fictif, en quelque sorte, mais réel, et dont elle ne savait absolument pas quand et comment elle pourrait effectuer le remboursement. En outre, la nécessité où elle se voyait de traiter une question d'argent avec Marcelin — Marcelin, le seul homme au monde auquel sa pudeur n'aurait jamais voulu rien demander ! — la rendait extrêmement malheureuse. Mais Aricie n'en était plus à choisir. Il fallait agir, désormais. C'est à Marcelin qu'elle résolut d'exposer d'abord le délicat problème qui la troublait. Jouvenet lui rendit la tâche moins lourde, en comprenant au premier mot le scrupule de la pauvre fille.

— Ma chère cousine, lui dit-il, vous me peineriez en n'agissant pas avec moi comme avec votre propre frère. Je n'ai pas besoin de cet argent : c'est de grand cœur que je vous l'ai offert, et je souhaite qu'il puisse vous être un peu utile dans vos ennuis que je comprends. Ne vous embarrassez pas, vous me le rendrez quand et comme vous voudrez, comme vous pourrez...

Il ajouta en rougissant et en ajustant son lorgnon :

— Je ne vous demande qu'une chose : vous n'en direz rien à personne... n'est-ce pas?... On n'agit pas bien avec vous... ma situation est difficile..

— Tout le monde n'a pas votre cœur, répondit Aricie.

Ce fut sa seule façon de se plaindre de ceux « qui n'agissaient pas bien ».

Restait Melchior. Il fallait le désintéresser. Il accepta de l'être, pour la part qui lui revenait de la rue Sainte-Catherine, au même titre que les autres créanciers. Aricie remit au liquidateur les vingt mille francs qu'elle avait une première fois offerts à Paul ; et, par un acte en forme, elle renonça à tous ses droits sur l'héritage de ses parents, afin que, par cet abandon, le nom qu'elle tenait d'eux ne fût pas déshonoré. Ce fut encore elle qui fit auprès des créanciers les démarches indispensables. Elle obtint les sursis nécessaires, essuya les plaintes des uns, les refus des autres, la dureté des gens d'affaires, l'insolente grossièreté des recors. Elle obtint enfin gain de cause et réussit à faire accepter de chacun le principe d'un règlement à l'amiable. Paul s'émerveillait de sa précision, de son sang-froid, de son énergie. « Tu me rappelles notre pauvre mère », disait-il. Sans elle, que fût-il devenu?

La maison de la rue Sainte-Catherine fut vendue et, avec elle, toutes les collections si amoureusement réunies par Paul, au temps de sa vie facile. Il vit disperser ses pauvres livres, ses gravures, ses bibelots, et jusqu'aux toiles de son ami Bouchinard, dit Chicot, qu'un revendeur acquit pour une somme misérable. Ses amis avaient disparu, dans la débâcle. Faute de foin au râtelier, les chevaux se battent, les amis s'en vont. A quarante-cinq ans, le malheureux Paul Brun commença d'apprendre la vie.

* * *

Il végéta. Un filateur de La Réole, principal fournisseur du magasin de la rue Sainte-Catherine, pendant de longues années, et qui avait de tous temps entretenu d'affectueuses relations avec les Brun, pour l'aider un peu dans sa situation si triste, le chargea de sa représentation. Paul courut la place de Bordeaux, une serviette bourrée d'échantillons sous le bras. Il connut le dur métier de démarcheur, l'ennui d'aller solliciter les commerçants, éprouva l'indifférence des gens établis, les refus, les fins de non-recevoir, l'obséquiosité obligée de celui qui offre, et l'humiliation souriante. Ce sédentaire dut apprendre à traîner la jambe par les rues, du matin au soir. A la fin des journées, il revenait, recru de fatigue et de peine, s'asseoir dans le petit café attenant au bureau de tabac de Rosa Macarie, sa maîtresse. Il ne se cachait plus. Cette femme était le seul être qui lui restât, auquel s'accrocher, dans ses habitudes perdues, depuis que la ruine l'avait chassé de sa maison. Il habitait, chez elle, une petite chambre séparée, que cette bonne fille avait mise à sa disposition, sous les toits. Il passait la soirée au café, fumant un

cigare d'un sou, devant un petit verre de rhum, au milieu de commis voyageurs qui s'y rassemblaient. Une fois, Rugendas entra dans l'établissement. Paul ne l'avait plus revu depuis son malheur. Le vieux tragique lui serra la main avec une condoléance dramatique et un grand geste qui semblait attester le ciel et la terre d'une catastrophe démesurée. Il ne dit rien, d'abord, mais il fixa longtemps Paul Brun, et murmura enfin, de sa voix de basse, ces seuls mots :

— Mon pauvre ami !

Puis il s'assit auprès de lui, et, au garçon nonchalamment accouru, il demanda, comme par défi : « Ce que vous avez de plus amer ! »

Au bout d'un instant, il dit :

— La vie, quel drame !... Hein ! tout de même... vous, Paul Brun... ici !

Paul n'était même plus « monsieur Paul », pour Rugendas. Les hommes sont égaux dans le malheur. Mais dans cette nouvelle égalité, Rugendas avait l'avantage. Il connaissait le malheur depuis plus longtemps, lui, et son expérience le grandissait à ses propres yeux, au côté de Paul. Il partit sans payer son verre.

Une autre fois, Paul rencontra Cyrille, son ancien commis, dans une rue. Mais Cyrille eut l'air de ne pas le voir.

A la Souys, où Paul serait mort plutôt que de mettre le pied, on le considérait comme un dévoyé. « Il n'a même pas réussi à se faire mettre en faillite », disait Prosper Coutre. C'était la dernière des maladresses. Et déjà la légende s'établissait : Paul faisait des orgies rue Sainte-Catherine, avec des poètes et des peintres ; il y amenait des maîtresses, la caisse du magasin était ouverte à tout venant, prenait qui voulait : le petit neveu de Toulouse en repartait toujours les poches pleines. Et puis, Paul lisait des livres scandaleux. La dernière fois qu'il était venu à la Souys, il avait *Fanny* dans sa poche !

Ce n'est pas devant Aricie que ces divers propos étaient tenus. Prosper lui-même ne l'eût osé. Mais il ne se gênait pas devant Melchior, devant sa femme, sa fille même et Jouvenet. Celui-ci ne disait trop rien. Et, tout de même, il en revenait des bribes à Aricie, par l'office, ou par les enfants de Julie, déjà en âge de saisir et de rapporter ce que les grandes personnes se confient. Aricie en souffrait très profondément. Mais que répondre, et à qui?

Au fond, si tous ces bruits étaient faux, exagérés, elle savait bien ce que l'on eût pu dire, qui la crucifiait, des habitudes nouvelles du pauvre Paul. Il buvait, il était tous les soirs au café : il y avait une femme dans sa vie, cette Rosa. Et à son nom, qu'elle avait appris

par Melchior, Aricie imaginait, dans la pureté de son cœur, l'affreux scandale de ces mots : une maîtresse, une liaison. Quelle tristesse d'avoir à blâmer ce qu'on aime et ce que l'on sait malheureux !

De temps à autre, toutefois, Aricie s'échappait, et en se cachant, comme d'un crime, elle allait à Bordeaux voir Paul, lui apporter un cache-nez, des gants, qu'elle avait tricotés pour lui, disant que c'était pour les pauvres. Mais, sous des prétextes différents, elle n'entrait jamais chez lui, de peur de se rencontrer dans l'escalier « avec cette personne ». Aricie et Paul se retrouvaient au Jardin public, dans le coin le moins passager. A voir ce vieux garçon et cette vieille fille chercher des endroits écartés, pour se revoir, et qui déambulaient à petits pas, comme de vieux amoureux qui se cachent, qui eût pu songer que c'étaient là le frère et la sœur, seulement coupables de s'être fidèles?

* * *

Environ deux ans après la déconfiture de Paul, la maison à colombages de la rue Sainte-Catherine, où était le magasin, passée aux mains d'un groupe de ses créanciers, fut revendue par eux pour être démolie. Elle fut achetée cinq fois sa valeur, avec tout le pâté des constructions attenantes, par un consortium de spéculateurs. Et sur son emplacement, quelques années plus tard, devaient s'élever les importants magasins des *Grands Comptoirs de la Gironde*, entreprise colossale et non vue encore à Bordeaux. La maison des Brun, qui valait trente mille francs, fut payée cent cinquante mille. Si Paul avait pu attendre jusqu'à ce jour, c'eût été la fortune pour lui. Elle n'enrichit que ses créanciers. On ne sombre pas mieux au port.

Le jour où l'on donna le premier coup de pioche à sa vieille demeure, il voulut assister à la démolition. Mais quand il vit enlever l'enseigne décolorée, où un singe dévidait une pelote, et arracher de la façade les grandes lettres de son nom, qui étaient restées depuis son départ : *Brun et Lesprat, P. Brun successeur*, il n'en put supporter davantage et dut s'enfuir, les larmes aux yeux.

Lorsqu'il ne demeura plus rien de la maison, et que l'on fut arrivé aux fondations, les ouvriers qui les pelleversaient découvrirent, entre deux pierres, une petite boîte de plomb, fort ancienne. Ils la portèrent à l'entrepreneur : la boîte, ouverte, contenait une certaine quantité de pièces d'or, minces et d'un tour irrégulier, à l'effigie de Louis XII. L'entrepreneur remit ce trésor aux propriétaires du terrain, qui, honnêtement, avisèrent leur prédécesseur, auquel ils

l'abandonnèrent. Celui-ci, qui avait été le syndic de Paul Brun, lors du règlement de ses affaires, vint le trouver, la petite boîte sous le bras, et la lui remit à son tour.

— Mon cher monsieur, expliqua-t-il, ceci vous appartient évidemment. Il se trouve que la vente de votre maison nous a dédommagés des avances que nous vous avions faites. Il nous a paru juste, à ces messieurs vos anciens créanciers et à moi, de vous remettre en possession d'un trésor qui a peut-être été caché dans cette maison par quelqu'un des vôtres. Le voici.

Paul Brun parla de cette découverte à sa sœur. Aricie, ni lui, ni Melchior n'avaient jamais entendu parler d'un dépôt de cette nature. Tous trois furent d'accord pour conclure qu'il ne leur appartenait pas. Et ils le rendirent à l'ancien syndic.

— Vous avez acheté la maison, dit Paul, je vous l'ai vendue sans savoir ce qu'elle contenait. Cet argent m'aurait peut-être été bien utile, il y a trois ans. A présent, il ne me servirait plus de rien. Gardez-le, en compensation de ce que vous ne m'avez pas déshonoré.

Il rendit la petite boîte en plomb et son contenu à l'effigie de Louis XII : c'est tout juste s'il consentit du moins à en accepter quatre pièces, que son ex-syndic voulut à toute force lui offrir. Il en conserva une pour lui, et donna les trois autres à ses frères Émile et Melchior, à sa sœur Aricie. Le reste du trésor fut partagé entre les ouvriers qui l'avaient inventé. Ils furent très contents de toutes ces délicatesses.

*
* *

A cinquante ans, Paul Brun en paraissait soixante-dix. Les malheurs ne l'avaient pas aigri : ils l'avaient seulement voûté, tous les ressorts étaient détendus en lui. Des enthousiasmes généreux de sa jeunesse, de son amour de la liberté, de la poésie, il ne lui restait qu'une foi sans chaleur, comme parfois dans la pensée d'un vieillard qui tisonne, un soir d'hiver, le souvenir d'une claire matinée de printemps, qui rayonne un instant, puis tombe. Sa gaieté avait disparu. Il ne lui en demeurait plus que de quoi faire une philosophie résignée, une acceptation morose. Il s'était accoutumé à son malheur, il y avait ses habitudes : si on le lui avait offert, il n'eût même pas désiré d'en changer. Il passait désormais sa vie dans son petit café, sous la protection maternelle de Rosa Macarie, au regard toujours beau, trônant à son comptoir, entre deux pots de tabac à fumer et de tabac en poudre, coiffés de couvercles en bois jaune. Parfois, s'il lui arrivait de s'absenter, Paul prenait sa place, et répondait pour elle aux acheteurs. Il ne lisait plus, la peinture ne lui disait plus rien. Il n'y

avait qu'un intérêt dans cette fin de vie si triste : c'était d'aller tous les jours rue Sainte-Catherine, au coin d'une petite rue, où il se plantait. Là, pendant des heures, l'esprit vague, le regard perdu, il contemplait la vaste façade des *Grands Comptoirs de la Gironde*, qui, tout au long du trottoir lui faisant face, développait ses innombrables étalages de torchons, d'étoffes, de lingeries, de tapis, d'objets de ménage, l'éclat de ses lumières insolentes, ses quatre étages vitrés brillant de prospérité commerciale, et que les chalands entouraient avec une activité d'abeilles dans le voisinage de la ruche. Et par la pensée, en esprit, Paul Brun, vaguement assourdi par le bruit, l'animation de la rue, le va-et-vient de l'opulent bazar, revoyait à la même place la petite rue tranquille d'autrefois, et la maison à colombages, et le magasin triste au fronton duquel, sur la devanture rouge à inscription verte, le vent faisait grincer la vieille enseigne à la peinture écaillée, où un singe dévidait une pelote de ficelle.

Un soir, il revint à sa chambre avec un point douloureux dans le dos. Il avait reçu une forte pluie, pendant sa longue station devant les *Grands Comptoirs de la Gironde*, il ne s'en était pas aperçu. Il se coucha. Le lendemain, Aricie reçut à la Souys une lettre de Mme Macarie qui l'avertissait que son frère était au plus mal. Il avait une pneumonie. Aricie accourut. Elle trouva Rosa Macarie au chevet de Paul. Mme Macarie pleurait. Aricie se reprocha alors d'avoir porté un jugement sévère sur cette femme qui avait du cœur. Paul remercia sa sœur d'être venue. Mme Macarie s'éloigna discrètement. Le petit Henri, de Toulouse, était à la Souys en ce temps-là. C'était l'époque des vacances. Paul demanda timidement à Aricie de le lui amener. Il n'avait pas vu cet enfant depuis longtemps. On lui avait caché ses derniers séjours à la Souys. Le jour suivant, Aricie conduisit Henri au chevet de son frère. Paul en fut heureux : il trouva son neveu changé, grandi. Henri avait quinze ou seize ans à cette époque. Il avait l'esprit vif, le regard gai, de beaux yeux pleins d'un feu clair qui prévenait. Il voulut revenir voir son oncle, et revint plusieurs fois ; il revint même seul, un jour, vers cinq heures. Son oncle lui prit la main et la garda longtemps dans sa main décharnée. Il regardait avidement ce jeune visage, que la vie n'avait pas marqué, tout rayonnant d'ardeur adolescente. Il y distingua les traits de sa race.

— Tu ressembles à ta grand'mère, dit-il. Regarde son portrait, sur la cheminée...

Henri y vit un daguerréotype, dans un cadre noir à filets d'or. C'était le portrait de Caroline Brun. Il rêva un moment devant le visage de celle qu'il n'avait pas connue : il trouva que, sous la mantille, son front très large, haut et pur, ressemblait au sien ; et les

yeux de même, clairs, sous une arcade bien modelée. Il ne dit rien, reposa le portrait en silence. Puis il considéra la chambre, autour de lui. Elle était pauvre, dénudée. Le papier, par endroits décollé, pendait. Le lit, la table de nuit, une bergère, c'était tout. Il n'y avait qu'un petit tableau, sur le mur, encadré d'une baguette d'acajou : Henri y reconnut la main de Bouchinard. On y voyait une nymphe couchée, toute nue, qui se défendait en riant contre l'assaut d'un bouc.

— C'est tout ce qui me reste, dit l'oncle Paul faiblement, en essayant de sourire.

Henri avait le cœur serré. Il se rappelait les jours charmants de la splendeur, le petit magasin si amusant, et cet oncle si gai, si jeune, avec ses beaux enthousiasmes ; il voyait son fantôme couché, sur ce lit humble, dans cette chambre misérable. Auprès de cette déchéance, il avait comme honte de sa jeunesse à lui, de sa santé, de sa joie de vivre...

Comme il était debout, à côté du lit, Paul aperçut un livre à demi sorti de sa poche. Il le désigna du regard :

— Qu'est-ce que c'est? des vers?

— *Les Châtiments*, prononça Henri, avec une voix religieuse.

Un éclair de joie illumina la face jaune du moribond. Il dit :

— Petit... lis-moi des vers... veux-tu?

Henri s'assit dans la bergère, à côté de la table de nuit, sous la lampe. Il ouvrit au hasard le livre et tomba sur l'*Expiation*. Il commença la longue pièce admirable. Au premier vers, qu'il reconnut, Paul Brun leva la main, avec le geste de celui qui admire. Henri lut longtemps. Il lisait d'une voix sourde et grave, bien rythmée, comme il faut lire les poètes. Les vers éblouissants chantaient. On entendait, à travers eux, la respiration sifflante du malade. La lampe, un instant, charbonna, baissant peu à peu. Henri s'interrompit pour relever la mèche. La nuit était tout à fait venue. Paul ne bougeait pas. Son profil amaigri se découpait en ombre chinoise, fantastiquement, sur le mur. L'enfant, soudain, fut effrayé. Il dit :

— Mon oncle tu n'as besoin de rien?... Tu ne veux pas boire?... Est-ce que je lis encore?...

Paul Brun ne répondit pas. Il était mort.

TROISIÈME PARTIE

I

Les nouvelles couches.

L'un après l'autre, les oiseaux de la volière étaient morts. On ne les avait pas remplacés. Quelques plumes demeuraient encore accrochées aux grillages, vaporeux témoins des vols bariolés de naguère. Les arbres avaient crû, dans le jardin ; et maintenant ils épanchaient sur les pelouses une ombre opaque et drue que le soleil ne perçait pas. Le cocher Pierre avait vieilli ; ses chevaux n'allaient plus que d'un trot ralenti. La maison elle-même était devenue moins blanche, les embruns ayant teint de leur grisaille sa façade aux pierres jadis éclatantes. Dans le bureau de l'oncle Melchior, où, des cartes de géographie, émanait toujours une désagréable odeur de colle et de toile cirée, le nombre des livres de caisse, accru chaque année d'une unité nouvelle, garnissait plus d'un long rayon complet de bibliothèque, et sur leurs dos de peluche verte, le chiffre imprimé des années brillait déjà d'un or atténué ; on en comptait une quarantaine ; le dernier relié ouvrait la série des années 80. Ainsi, jusque dans cet incolore comptoir, où la vie semblait immobile, le siècle rappelait qu'il s'écoulait, et le temps grignotait les heures.

La vie continuait pourtant, égale, sans changer. Elle modelait seulement, d'un pouce invisible, en l'accentuant chaque jour davantage, le visage de chacun, en sorte qu'avec l'âge, chacun avait l'air de se ressembler un peu plus à lui-même, suivant sa nature, effacée ou forte. Mme Coutre commençait à ne plus bien voir ; le grand jour lui faisait mal aux yeux. Depuis la mort de son fils, comme amputée d'une partie d'elle-même, elle vivait retirée dans sa chambre, au premier, son fauteuil de tapisserie tournant le dos à la fenêtre, les stores constamment baissés. Et la pénombre qui régnait autour d'elle, quand on l'allait voir, faisait baisser la voix aux visiteurs, ainsi que dans l'entourage des malades. La vieille dame se plaignait sans cesse. Nonobstant sa faiblesse d'yeux, elle avait tout le temps aux mains un ouvrage de tapisserie ou de macramé, où elle se retrouvait habilement, comptant les points, de grosses aiguilles d'écaille en ses doigts osseux. Il lui fallait toujours quelqu'un près d'elle, qui lui fît la conversation, pour la détourner de sa pensée fixe. Sa mémoire était prodigieuse. Elle s'intéressait de passion à des gens qu'elle

n'avait jamais vus, mais dont elle connaissait les mœurs, les parentés, les cousinages, amis d'amis ou de parents, au nom une fois entendu, aussitôt gravé dans son souvenir, à jamais. On se relayait, à la Souys, afin qu'il y eût toujours de la compagnie autour de la vieille tante, gémissante, affable et bavarde. A tour de rôle, c'était sa fille, Julie Jouvenet, personne pâle, languissante, occupée de ses deux filles, Louise et Lucie, deux demoiselles élevées dans l'ombre, par cette mère craintive, terrorisée de tout, comme elle-même ; Marcelin Jouvenet, triste et régulier, dont les apparitions à pas feutrés, chaque fois qu'il revenait de son bureau ou des chantiers, apprenaient l'heure où l'on était, avec une précision de chronomètre ; Melchior Brun, qui, tous les jours, après le déjeuner et avant le dîner, venait lire à sa tante les gazettes et parler des événements de la vie bordelaise ; Aricie enfin, à tout instant, quand elle n'était pas à la cave, à surveiller la mise en bouteilles du vin, dans la souillarde, à compter le linge avec la gringoneuse, aux combles, avec Félicie, la servante, à vérifier le contenu de ses armoires odorantes. Elle entrait, sans bruit, active et délibérée, avec son beau visage placide, sous les bandeaux d'argent, bien lissés. Elle n'avait jamais été jolie : mais l'âge et les chagrins patiemment soufferts avaient donné de la noblesse à son visage. On la voyait toujours égale à elle-même, sans plaintes, sans gémissements, toute à ses tâches domestiques, jamais fatiguée, ni rêvant. Elle ne s'asseyait qu'aux repas, ou bien pour faire, à son petit bureau, les comptes ménagers de la maison. Elle était uniformément vêtue de noir, à cause de ses deuils incessants, depuis que sa mère était morte. L'hiver, elle portait une courte pèlerine de laine, parce que la maison était froide. (On ne faisait de feu que dans la chambre de Mme Coutre ; et quand il gelait, chacun avait une chaufferette sous les pieds.) On avait besoin d'Aricie partout. Elle était devenue le majordome ; il ne se donnait pas une serviette ou un biscuit dans la maison, qu'elle n'en eût fait le compte. De ses gros yeux d'un bleu pâle, un peu glauques, comme décolorés par le sel des pleurs, elle voyait tout, de même qu'elle pensait à tout, dans sa tête bien organisée, où les chagrins n'avaient point de place ; ils étaient tous dans son cœur. Comme elle les taisait toujours, sa dignité avait fini par en imposer. Même à ceux qui la voyaient pour la première fois, elle inspirait de la déférence, du respect, et même une sorte de crainte, à cause de sa vertu légendaire. Et dans toute la maison, elle régnait, silencieuse, vive, alerte, avec l'autorité des vieux serviteurs. Pour tous les siens, elle était devenue « tante Aricie », et pour les étrangers, « mademoiselle ».

Jusqu'au vieux Coutre l'estimait enfin. Comme on l'avait dit

autrefois de la duchesse d'Angoulême, il disait d'elle : « Aricie, c'est le seul homme de la famille. » Lui, l'âge n'avait fait qu'accroître son intraitable dureté, son despotisme. Il vivait dans un état de fureur continuel et l'orgueil de la réussite, avec une majesté de martyr. Il s'en croyait un. Il ne pouvait admettre que rien lui résistât. L'échec de ses ambitions politiques en 1869, — ambition d'ailleurs vague, car le succès n'eût été pour lui qu'une consécration, — continuait à lui être sensible. Il était plein de griefs divers, irrité de tout : des hommes, des choses, de la fortune, des écarts de température. Il prétendait que, de son temps, on pouvait, dès le 15 avril, porter des pantalons de nankin. Les hommes étaient si fous, qu'ils avaient changé jusqu'à l'ordre naturel des saisons ! Cependant M. Coutre n'avait pas de raisons personnelles de se plaindre, si ce n'est qu'il devenait vieux. La maison de commerce allait toujours bien ; mais il souffrait mal que les affaires du pays fussent prospères, qu'on se fût relevé si tôt du désastre. Il eût voulu que ses affaires seules marchassent bien, qu'il y eût distinction en sa faveur. Il détestait la République, sans toutefois avoir pardonné à l'Empire la déception que lui avait causée sa chute. Il ne voyait partout que des coquins et des imbéciles. Il méprisait sa femme, bonne et douce, qui n'avait jamais rien compris à rien, sa fille malade, son gendre médusé, ses petites-filles indolentes, pareilles à leur mère, son neveu Melchior, ravalé au rang d'employé. Il avait des formules brèves, cassantes, un perpétuel haussement d'épaules, des bouffées de sang lui empourpraient la nuque, les oreilles et la peau du crâne, à la moindre contrariété. Ses colères étaient soudaines, violentes, sans cause apparente. « Qu'as-tu? » lui disait doucement Estelle, quand elle le voyait contrarié. Alors il éclatait : « Ce que j'ai. Tu le sais ! Tu veux me faire parler ! Je ne parlerai pas... Pas à moi, non !... » Il avait pris le mot de son beau-père, feu Lesprat : « Ainsi soit », avec lequel il concluait en toute chose ; il ponctuait toutes ses phrases de : « J'ai dit ! je veux ! je décide ! » Et encore, à propos de tout, il affirmait : « C'est mon droit », et sifflait de mépris. Il manqua un jour une marche dans l'escalier, glissa, et se fit une entorse. Sa femme se permit de dire :

— Eh ! mon pauvre ami, comment as-tu fait?

Il entra dans une colère épouvantable :

— Comment j'ai fait? Comment j'ai fait? Eh bien... j'ai glissé... C'est mon droit, je suppose? Pff !...

Dans les chantiers, les ouvriers, qui le connaissaient, ne l'appelaient que « Pff ! » ou « C'est mon droit ». Mais eux, qui n'étaient pas des femmes, ne le redoutaient pas. Ses fureurs n'étaient que verbales. En fait, il n'était pas plus méchant qu'un autre, mais quand il

était en colère, il fallait que la bile sortît. La seule personne qui trouvait grâce devant lui était Aricie. Son calme l'impressionnait. Il ne savait peut-être pas pourquoi, il n'avait plus d'éclats de voix en sa présence.

Lui aussi avait sa blessure, sa plaie secrète, qu'Aricie seule connaissait. Il n'en parlait jamais, même avec elle. Plutôt même que d'en convenir, son orgueil l'aurait étouffé. Il ne pouvait détourner sa pensée de son fils Eugène : ce mauvais fils, ingrat, rebelle, qui, dix années, avait vécu brouillé avec les siens, dans la crapule et le désordre, avec des filles, à Paris ! Qui s'était engagé stupidement, — à trente-cinq ans ! — pour aller se faire tuer, comme un imbécile, à Beaune ! Complètement dépourvu de cette imagination qui permet aux êtres sensibles de pénétrer les mobiles d'autrui, Prosper Coutre ne parvenait pas à comprendre les raisons de son enfant, il ne s'expliquait ni sa vie, ni sa mort. Que ce fils eût été si différent de lui, Prosper Coutre, sans se demander seulement s'il n'y avait pas eu de sa faute, si ce n'était pas son caractère autoritaire, tyrannique, qui l'avait ainsi écarté de lui et pour ainsi dire repoussé, Prosper en était proprement scandalisé. Et ce scandale allait jusqu'à l'abattement. Mais il n'en laissait rien paraître, et il demeurait, malgré les années, muré dans sa réprobation, fermé dans son deuil, amer, sévère, silencieux.

Et sa blessure était empoisonnée. Eugène, en mourant, avait laissé un fils, né en dehors du mariage. Le scandale de sa vie n'était pas éteint avec lui. L'enfant, reconnu, portait le nom des Coutre, de sorte que la famille était déshonorée par ce nouveau rameau, irrégulièrement surgi hors de toute tradition, de toute décence, de toute loi. Après la mort d'Eugène, M. Coutre avait déclaré une fois pour toutes qu'il ne voulait pas entendre parler de cet enfant, qu'il ne connaissait pas ni ne connaîtrait jamais. La faible Estelle avait vainement essayé de défendre sa cause, au nom de son fils disparu. Prosper lui avait interdit ce sujet. Julie Jouvenet parla comme son père, invoqua l'intérêt de ses filles, redoutant pour elles et leur futur établissement ce qui pourrait rejaillir sur elles de déshonorant par ce bâtard. Il ne fut donc plus question, ouvertement, du fils d'Eugène à la Souys. Mais Estelle reçut un jour de la mère de cet enfant une lettre, très digne et convenablement écrite, où cette personne, malade, réclamait pour lui les secours de celle qui, après tout, était sa grand'mère. Estelle chargea Aricie de répondre, et fit même en secret un envoi d'argent, qu'Aricie prit sur le ménage. Plusieurs années s'écoulèrent ainsi, grâce aux subventions d'Estelle, jusqu'à temps que la mère mourût. Il fallut alors s'ouvrir à Prosper de ce qui

avait été fait jusque-là, des mesures qu'il convenait de prendre. La dernière lettre de la mère était émouvante : elle remettait le sort de son fils au bon cœur de ses grands-parents paternels ; elle n'avait jamais voulu leur causer d'ennuis, ni rien obtenir d'eux en ayant recours à la loi. Ce procédé honnête émut Aricie. La vie lui avait appris qu'au delà des apparences et des principes, l'humanité conserve ses droits. Elle osa parler de ce nouveau problème à son oncle Coutre. Il se fâcha d'abord, mais Aricie avait conquis ce privilège d'être écoutée, même de lui. Elle plaida la cause de l'enfant innocent des fautes paternelles, rappela au vieux Coutre qu'il s'agissait du fils de son fils, souligna l'intérêt qu'il pouvait y avoir aux yeux du monde, à ne point passer pour barbare. Pauvre Aricie ! qui ne savait être diplomate que pour les autres ! Elle eut gain de cause. Coutre posa toutefois une condition : il ne verrait jamais son petit-fils, il ne serait pas tenu de l'aimer ; l'enfant serait élevé dans un collège de Paris aux frais de son grand-père, et, jusqu'à sa majorité, aurait son entretien assuré. Plus tard, on verrait. Il recevrait la part qui lui revenait. Aricie était chargée de correspondre avec l'enfant, avec ses maîtres. Il avait une quinzaine d'années en 1880. Il s'appelait Marcel.

* * *

Le soir, quand tout le monde était couché, que l'on n'avait plus besoin d'elle et qu'on n'entendait plus dans la maison que le tic tac, amplifié par le silence, des pendules, Aricie montait dans sa chambre, et choisissant une petite clef de son trousseau, elle ouvrait son secrétaire, ce qu'elle appelait « son sacré ». C'est là qu'elle conservait ses souvenirs, menus bibelots sans valeur, mais bien chers au cœur de la vieille fille : un coquetier de buis, jadis tourné, avec son nom dessus en lettres gothiques, par l'oncle curé ; une petite gravure représentant le presbytère de Floirac, le daguerréotype de son père ; les portraits plus récents de ses frères, ceux de son neveu Henri et de sa nièce Alida, dans des cadres, et puis, dans un album gaufré, à fermoirs de cuivre, les photographies de tous les siens, oncles, tantes, cousines, petits-neveux, dont les noms figuraient, accompagnés de dates, à la dernière page de l'album, sur un arbre généalogique. Dans les tiroirs, il y avait de petites boîtes, aux couvercles de papier peint et doré, encadrant des fleurs en perles, des glaces minuscules serties de fragiles filigranes ; et dans chacune, dormaient un collier de simili-corail, une broche, qui avaient appartenu à la mère d'Aricie, des images de première communion en dentelle de papier, des certificats de prix. Il y avait aussi un étui de paille

tressée, envoyé par un forçat reconnaissant pour remercier des tricots qu'Aricie avait faits elle-même, à l'intention d'une œuvre qui s'occupait du relèvement des prisons. Sur une photographie, on voyait la maison de la rue Sainte-Catherine avant sa démolition. Et dans d'autres tiroirs, Aricie avait rangé ses lettres, en petits paquets ficelés, bien classés. Elle gardait tout. Tout lui était un souvenir. Tout lui rappelait quelque chose. Il y avait une cachette, dans le secrétaire, qui ne s'ouvrait que par un secret. Celle-là, Aricie ne l'ouvrait pas souvent. Cette cachette contenait un paquet de lettres nouées d'une faveur rose : la faveur était fanée, le papier jauni, l'encre décolorée. Aricie ne les relisait jamais. Parfois seulement, elle les prenait dans sa main avec précaution, et longtemps elle regardait ces lettres d'amour. Puis, se surprenant à s'attendrir, elle coupait court à sa rêverie. « Allons ! allons ! » murmurait-elle ; et elle renfermait au plus profond de son « sacré » ces touchantes reliques, et elle se mettait à écrire.

Écrire des lettres était le seul bonheur de cette vie manquée. Depuis la déconfiture et la mort de Paul, Melchior vivant auprès d'elle, à la Souys, sa pensée avait pris une orientation nouvelle : elle entretenait une correspondance régulière avec les Toulousains, son frère Émile, sa belle-sœur Sextia, ses neveux, Henri, Alida. Et puis chaque semaine, quatre pages au pauvre petit Marcel Coutre, sans compter la correspondance avec ses maîtres. D'autre part, à mesure qu'elle vieillissait, à mesure qu'elle voyait la vie s'égrener autour d'elle, et ceux qu'elle chérissait disparaître, elle se préoccupait, avec une ardeur de vestale, de renouer les fils rompus de ses parentés, de resserrer les liens entre tous ceux qui constituaient pour elle cette mystérieuse franc-maçonnerie, sacrée à ses yeux, la famille. Ce mot avait pour elle une signification religieuse, comme à d'autres, le mot de patrie.

Elle y faisait rentrer les gens qu'elle n'avait jamais vus, qu'elle ne connaîtrait jamais, qui vivaient à l'un et l'autre bout de la France, qui ne s'étaient jamais manifestés, ni dans les jours de bonheur, ni dans les jours de deuil. Mais que de loin ou de près ils appartinssent à sa race, ils étaient également chers au cœur fidèle d'Aricie. Elle entretenait ainsi des correspondances innombrables, régulières malgré l'espacement, vaste et ténu réseau sentimental qui reliait aux Coutre de Marmande, de la Rochelle, de Marseille, des Lesprat de Bayonne, des Brun qui habitaient les Vosges. Il y en avait à Damblain, d'où son père, le colporteur Julien Brun, était parti pour son tour de France. Un fils de son frère y vivait encore. C'était le cousin germain d'Aricie. Elle ne l'avait jamais vu. Il était ébé-

niste, comme les grands-parents Brun ; il s'appelait Clodius. Tous les ans, Aricie lui envoyait de ses nouvelles, et Clodius répondait. Par lui, elle avait appris l'existence d'autres parents, cousins de cousins, dont on ne savait plus le degré de parentage, et à tous ceux-là, en qui coulait un sang qui était son sang, elle adressait à chaque occasion des vœux, des condoléances, des nouvelles et des amitiés. Il y avait ainsi un photographe à Lyon, une religieuse à Madagascar. Aricie voyait la famille qui se dispersait à travers le monde, comme les graines d'une hampe desséchée, dont le vent emporte la semence éparse et féconde. Mais, après elle, qui saurait les noms, et comment les parents sont parents entre eux? C'est cette inquiétude qui lui donna l'idée de dresser l'arbre généalogique à la fin de son album de photographies. Ainsi, de ses mains diligentes, dans le rayonnement de son cœur, Aricie s'ingéniait à réparer toutes les mailles du réseau familial, çà et là rompu, distendu, à travers quoi fuyaient et se dénouaient les chaînons de sa famille dispersée. Obscurément, ainsi, sans le savoir, la vieille fille qui n'avait pas d'enfants, qui, pour sa part, ne transmettrait pas le flambeau transmis par ses pères, essayait encore et tâchait de toutes ses forces à tromper la mort et à se survivre, en empêchant la grande idée de la race de se dissiper à travers ces vivants épars, que la vie avait séparés.

Tout l'espoir de son cœur reposait sur le seul enfant qui portât son nom, le seul par qui ce nom ne devait pas mourir, le jeune Henri Brun, de Toulouse. La vive intelligence et le caractère gai de ce jeune homme inquiétaient son entourage. L'enfant si bien doué, qui rossait patriotiquement naguère ses petits camarades salissois et découpait sur du carton les beaux soldats en papier de l'oncle Paul, était devenu, à vingt ans, un des plus élégants dandies de la jeunesse dorée toulousaine, juvénile espoir des beaux soirs du café Albrighi. Il effrayait les siens, d'ailleurs charmés, par une sorte de libre génie, le feu d'une adolescence enthousiaste et les plus grandioses projets de fortune et de gloire qui pussent jeter la consternation dans l'esprit pondéré des honnêtes et sages bourgeois qui lui avaient donné le jour. Ainsi l'on voit les poules étonnées, qui, d'avoir couvé des œufs de cane, s'émerveillent avec épouvante, lorsque à sa première sortie leur poussinée se jette à l'eau pour y barboter délicieusement. Un des principaux sujets d'inquiétude, pour les parents du sémillant Henri, était le culte de latrie qu'il avait voué à son pauvre oncle Paul : il n'en parlait qu'avec enthousiasme, haïssait comme lui, d'un mépris généreux, « les pervers et les marchands de bois » qu'il avait si souvent entendu honnir par

cet oncle admiré, tendre aux poètes, aux artistes. N'avait-il pas cent fois prédit à son neveu qu'il était destiné à en devenir un lui-même, et qu'il portait à son front le divin signe? Henri était reconnaissant à la mémoire de son oncle de ce qu'il eût, toute sa vie, si complètement méprisé les bourgeois, le pouvoir de l'argent, la régularité des mœurs, l'existence médiocre et dorée des opulents négociants de la Souys. Il avait hérité de l'oncle Paul ses amitiés et ses dégoûts : c'était, hélas ! le plus clair de son héritage. On pouvait même redouter que le neveu répétât trop fidèlement les errements de l'oncle. Et Sextia Brun, sa mère, et M. Émile Brun, son père, étaient troublés par les affirmations audacieuses de ce fils chéri, en qui tant d'intelligence périlleuse et d'insolite originalité se laissaient entrevoir. L'avenir leur en paraissait obscurci : la vive lumière aveugle parfois. Avec de l'esprit, Émile Brun manquait un peu d'autorité. Il n'avait jamais su faire la grosse voix. Il ne savait imposer sa volonté qu'au prix d'une immédiate concession, qui l'annihilait. Lorsque, pour donner une fois de plus confirmation de sa vérité à l'observation du célèbre Adrien Hébrard, interrogé par un président de la République sur les industries toulousaines, et qui répondit n'en connaître que deux, la sculpture et l'enthousiasme, le jeune Henri avait manifesté son intention de s'adonner aux arts et son désir d'aller à Paris, — « Je serai peintre, à Paris ! — » M. Émile Brun avait déclaré que ce n'était pas une carrière. Mais il avait aussitôt consenti à laisser son fils travailler dans un atelier, à la condition qu'il étudierait son droit, entre temps, et se ferait d'abord inscrire au barreau. Henri accepta. Tout lui était facile. Il devenait ferré sur les *Pandectes* et le régime des hypothèques, sans toutefois cesser un seul instant de barbouiller. Il avait un certain talent. Il faisait d'excellents portraits de ses professeurs. M. Émile Brun regardait ces pochades d'un œil surpris, et ce fils, à qui toute chose était si aisée, et qui ne connaissait en rien pas plus l'obstacle que l'effort.

— Ce bougre-là ! disait-il en se grattant le nez : il n'y a pas à dire, il peint ressemblant !

Un matin, Henri Brun rentra dans la maison paternelle avec un air un peu défait. Il avait célébré, la veille, le succès d'un camarade en ses examens, et les libations s'étaient succédé sans mesure. C'était la première fois qu'Henri découchait. M. Brun déclara sévèrement à sa femme qu'il allait sévir. Il s'en fut dans la chambre de son fils, le trouva affalé dans un fauteuil, la tête vague, fort contrit. Il le regarda un instant et se mit à marcher de long en large dans la pièce, sans un mot. Il était bien embarrassé, ne savait comment manifester son mécontentement. Au bout de dix minutes de pro-

menade silencieuse, à grandes enjambées courroucées, il se planta devant le coupable et lui dit :

— Tu sais, ce n'est pas à un vieux singe qu'on apprend à faire des grimaces.

Puis il s'en alla, la conscience en paix, délivré d'un grand poids.

Aricie, de Bordeaux, écrivait à son neveu de longues lettres débordantes de tendresse, de conseils, d'affectueux reproches, malheureusement mêlés de compliments obligés : ce diable de neveu travaillait si bien, dans le moment qu'il menait une vie si dissipée ! Aricie ne le disait pas : au fond, elle en était charmée. A la fois, cet Henri ressemblait si fidèlement à son pauvre Paul ! et il révélait en toutes choses une si gracieuse audace ! Cette sainte, sous les cheveux blancs, avait des trésors d'indulgence pour ce jeune fou séduisant. Don Juan n'a jamais trouvé de plus bienveillantes excuses que dans le cœur des vieilles filles.

Henri Brun, ayant été reçu à ses examens de licence, obtint la permission d'aller passer huit jours à Castres, chez un ami dont le père y était substitut. A Cahors, comme il fallait changer de train, et qu'il attendait la correspondance, la vue d'un écriteau qui indiquait la direction de Paris, par une flèche, fit incontinent germer une idée sublime dans cette tête vive et rapide. Il courut aussitôt au guichet, s'informa de l'heure du train, prit un billet de troisième classe pour Paris, et y débarquait le lendemain matin, en gare d'Austerlitz, fourbu, moulu du long voyage sur une inconfortable banquette, mais enivré. Il se fit à l'instant conduire chez un frère aîné de l'ami de Castres, qui demeurait aux Batignolles, pensant être reçu à bras ouverts. Ce monsieur le reçut fort mal : sa femme accouchait. Henri s'excusa, songea à l'un de ses anciens camarades de lycée, ami de toujours, plus âgé que lui, nommé Romieu, vaguement poète, et venu, lui aussi, conquérir le monde à Paris. Il se rappela son adresse à propos, et le trouva dans un petit hôtel du boulevard Saint-Michel, où il vivait avec une dame un peu mûre, qui vint elle-même, en bigoudis, ouvrir la porte à l'arrivant. Romieu fit le meilleur accueil au provincial, et lui offrit de l'héberger. Il le promena trois jours durant dans la capitale, lui montra l'Opéra, Tortoni, l'Exposition (c'était en 1878), l'emmena déjeuner à la pension Laveur, et le soir le présenta comme un peintre de grand avenir à ses amis, artistes comme lui, à la terrasse du café d'Harcourt. Ils firent à peine attention au Toulousain, qui fut très déçu. En buvant son bock, au milieu de ces inconnus mornes, méprisants, qui parlaient entre eux, à demi-mot, avec des petites phrases brèves, sans nul accent, d'un air supérieur et excédé, Henri

regretta l'Albrighi (1) et l'enthousiasme si gai de son pays natal.

Quand il rentra le soir dans la chambre de Romieu, il le trouva aux prises avec la dame mûre, qui lui faisait une scène épouvantable. Ils se raccommodèrent dans la nuit, et afin de ne pas les gêner, en leurs épanchements, discrètement tourné du côté du mur, sur le matelas posé par terre que Romieu avait tiré de son lit pour qu'il pût dormir, il fit ses comptes. Il ne lui restait que trente francs.

Le lendemain, Henri Brun alla rendre visite à un sien cousin, parent éloigné, du côté de sa mère, dont il se rappela l'existence à point, et lui exposa sa situation. Ce cousin était un homme d'ordre ; il fit un savant cours de morale au voyageur, et finalement le reconduisit lui-même à la gare, où, pour plus de sûreté, il prit lui-même son billet, qu'il lui remit, après l'avoir installé dans le train. Il ne quitta le quai que lorsque, celui-ci s'étant mis en marche, il eut acquis la certitude que l'espoir de la famille Brun était bien reparti pour Toulouse.

*
* *

Cette escapade fit scandale. Prévenu télégraphiquement par le cousin, M. Brun qui croyait son fils à Castres, d'où le fils du substitut envoyait de sa part aux parents de son ami des nouvelles détaillées, mais mensongères, M. Brun vint en personne quérir Henri au débarquer. M. Brun ne le gronda pas. Mais Henri fut très malheureux. Il trouva que son père avait un air triste et vieilli qu'il ne lui connaissait pas.

A Bordeaux, Aricie ne put dissimuler à son entourage la folle fugue de son neveu Henri. Elle en fut peinée, et humiliée. Prosper Coutre ne cacha pas sa réprobation : à table, devant tous les siens, il attesta la détestable éducation que cet enfant avait reçue et se frotta les mains, avec un méchant rire :

— Je l'avais bien dit. Bon chien chasse de race. Cet Henri, c'est tout le portrait de son oncle Paul. Ce n'est que le commencement !

Puis une colère brusque le saisit, à cause de ce que le scandale du neveu remuait en lui d'irritable, et renouvelait le souvenir du scandale autrefois causé par son propre fils :

— Paris ! Paris ! s'écriait-il... qu'est-ce qu'ils ont donc tous, avec leur Paris !

(1) Café célèbre à Toulouse.

II

Deux parias.

Les sinistres prévisions de M. Prosper Coutre relatives à l'avenir de son neveu Henri Brun semblaient malheureusement se réaliser. Les goûts de plus en plus déterminés de ce jeune homme inquiétaient. Il révélait une ambition singulière, à laquelle il fallait le plus large champ. Que pouvait-il faire, à Toulouse? Végéter misérablement. Un à un, tous ses amis avaient quitté leur ville natale pour Paris. Ce Paris entrevu, lors de son escapade aux couleurs dorées dans son souvenir, attirait Henri comme un irrésistible aimant. « Qu'attends-tu? lui écrivaient ses camarades. Viens nous rejoindre, le monde est à nous, mais ce n'est qu'à Paris qu'on le possède, qu'on devient soi-même !... » Henri trépignait dans son impatience. Sa mère, épouvantée de ses vœux insensés, gémissait à l'idée de voir partir son fils pour Babylone. Émile Brun, d'esprit plus large, mais craintif, hésitait encore. Ce n'était point Paris qui lui faisait peur ; ses objections étaient d'ordre pratique. Comment Henri y vivrait-il? Il n'avait point de fortune. A Toulouse, certes, les Brun vivaient bien, les affaires de M. Émile Brun n'étaient pas mauvaises. Mais il y avait une fille à pourvoir, Alida, la sœur d'Henri. Elle marchait sur ses vingt ans ; elle était presque fiancée, avec un jeune magistrat toulousain. C'était une belle fille aux yeux noirs, et du plus pur type romain, comme on le voit parfois aux Languedociennes. La nécessité d'arrondir sa dot empêchait les Brun de permettre à leur fils le coûteux voyage de Paris.

— Je vivrai de rien, je me priverai, répondait Henri à ces objections. Et puis, je me débrouillerai. Est-ce que mon père n'est pas allé en Amérique, à vingt ans?

— Pardon, répliquait M. Brun. Je suis allé en Amérique avec un état, pour m'y établir sérieusement, dans le commerce. Toi, tu veux aller à Paris, pourquoi faire?

— J'y finirai mon doctorat, exposait Henri. Je passerai ma thèse. Quand tu es parti pour San Francisco, tu avais une pacotille. Qui te l'avait donnée? Tes parents ! Qu'est-ce que je te demande, moi? La permission, et pendant un an, le temps de me retourner, jusqu'à ma thèse, de quoi vivre, le minimum, ce que vous dépensez à Toulouse pour mon entretien, ma nourriture. Avez-vous le droit de m'empêcher de courir ma chance? Elle est à Paris ! Voyez mes

amis : Romieu, Saint-Estève, Tiron, Bladé, est-ce qu'ils n'ont pas réussi, à Paris? Voilà Dupin : il est député ! Et Romieu ! Romieu ! Ah ! vous l'avez assez méprisé, hein ! Vous vous êtes assez moqué de ses cheveux longs, de ses vers ! Eh bien... Romieu, savez-vous ce qu'il est maintenant? Il est secrétaire de la direction du *Figaro!* Il gagne tout ce qu'il veut ! Il aura les palmes quand il les demandera !..

En 1880, de guerre lasse, Henri Brun partit pour Paris. Son père, en se saignant, lui faisait une pension de deux cents francs par mois. Henri promettait de passer sa thèse dans l'année. Mme Brun ne consentit à laisser partir ce fils aventureux qu'à la condition de le faire escorter par une vieille bonne, Périnette, de tout temps au service de la famille. Elle ferait son petit ménage, à Paris, veillerait à ce qu'il ne manquât de rien, et servirait de mère à ce jeune homme, au milieu des périls parisiens.

Trois semaines après son arrivée dans la capitale, Henri Brun abandonna l'étude du droit pour entrer à l'École des Beaux-Arts. C'était le plus cher de ses vœux. Toulouse et la Souys en l'apprenant furent consternés. La vieille Périnette envoyait régulièrement aux Brun des nouvelles de son jeune maître : elles atterraient. Henri n'en faisait qu'à sa guise. Il avait des amis bruyants, aux mœurs fantasques, qui menaient une vie dissipée. Quand Henri les amenait dans son atelier de la rue Labruyère, où il demeurait, et qu'il fallait que Périnette les servît, elle était scandalisée par l'extravagance de leurs propos, la tenue des dames qui les accompagnaient, leur appétit. Un souper voyait disparaître toute la provision de salé et de confit d'oie prévue pour le mois par Mme Brun, qui, de Toulouse, en avait envoyé plusieurs pots, faits de sa main, à son Henri, pour son hiver. Après le souper, c'étaient des mascarades, et des chants, des danses, mille juvéniles folies. Une fois, l'amie d'un ami d'Henri avait emporté la pendule de la cheminée, qu'elle trouvait jolie. Un autre jour, Périnette manqua tomber sur son séant, en apercevant, dans l'atelier, M. Henri qui peignait à son chevalet une femme nue sur le divan.

— Monsieur Henri, vous vivez à la perdition de votre âme ! dit Périnette. Je ne veux pas en voir davantage.

Elle rendit son tablier et repartit le même jour pour sa province. Les histoires qu'elle y rapporta émurent vivement les Brun. Ils écrivirent au cousin de Paris — celui qui avait déjà honnêtement rapatrié Henri, deux ans auparavant — et le prièrent de surveiller un peu le joyeux drille. La belle saison étant venue, ce cousin trouva porte close à l'atelier du jeune peintre. Henri était à la campagne, chez un ami, journaliste, ami de Romieu, nommé Alexandre Vienne. C'était un grand et beau diable à l'œil clair, qui portait toute sa

barbe, parlait haut, s'étonnait de peu, et conquit Henri dès leur première rencontre, au café d'Harcourt. Avec l'autorité de l'homme en place, Vienne avait aussitôt charmé ce provincial, par ses manières agréables et de très précieux conseils. « Venez me voir », avait dit Vienne, en le quittant. Brun lui rendit sa visite, le lendemain, place de la Sorbonne. Il trouva son nouvel ami, vêtu d'un veston de velours rouge à ganse noire, jouant du violon auprès d'une demoiselle très blonde, à l'air doux, qui le regardait avec un œil extasié, tout en fumant des cigarettes. Vienne la présenta laconiquement au jeune homme, en la désignant du bout de son archet :

— La Duchesse.

Le journaliste avait envie d'aller passer quelques jours à la campagne. Il avait des goûts bucoliques. Il offrit à Henri de l'y accompagner. Ils loueraient une petite maison pour l'été, du côté de Chaville ou de Sèvres. Là, Henri pourrait peindre, Vienne achèverait un roman, et le soir, ils deviseraient d'art, de littérature, ou bien feraient de la musique. La Duchesse amènerait une amie.

— Cela vous va? demanda Vienne.

— Cela m'irait bien, répondit Henri. Mais je dois vous avouer que je suis un peu gêné pour le moment.

— Question des plus secondaires, fit l'écrivain. Papa est là.

Il s'assit aussitôt à son bureau, griffonna quelques mots sur un joli papier azuré, qu'il plia et mit sous enveloppe. Ensuite, il ouvrit la fenêtre, qui donnait sur la place, appela le chasseur d'un café voisin, et, lui jetant le billet :

— Porte cette lettre à son adresse et rapporte-moi la réponse. Au trot !

— Et voilà ! fit Vienne en reprenant son violon, sur lequel il se mit à jouer, en sourdine, l'accompagnement délicieux de la sérénade de *Don Juan*.

Henri considérait avec admiration cet homme élégant, qui avait une petite amie si jolie, et ces manières désinvoltes.

— Est-ce que vous croyez que monsieur votre père?...

— Je connais mon père, dit Alexandre. C'est un homme de bien. Je ne le vois jamais, mais je sais le prendre. Je lui ai écrit : « Mon cher père, veuillez remettre cinquante louis au porteur de ce billet, faute de quoi j'aurais le regret de me faire sauter la cervelle. Alexandre. »

— Petit Vienne, interrompit la Duchesse, tu crois que ça va prendre encore cette fois-ci?

Vienne haussa tranquillement les épaules, et se mit à rire, d'un rire sonore. Au bout d'une heure, le chasseur était de retour, avec une lettre. Alexandre la tendit, fermée, à Henri Brun.

— Ouvrez et lisez. Je vais vous dire ce qu'il y a dedans. Un billet de mille, d'abord, et une lettre, avec ces mots : « Mon cher Alexandre, c'est le dernier. »

— C'est exact, dit Henri, en riant, après avoir lu.

— Mon cher, repartit Alexandre Vienne, vous pensez que je la connais. Il y a dix ans que j'écris la même lettre à mon père, et dix ans qu'il me fait, toutes les fois, la même réponse.

— Petit Vienne, s'écria la Duchesse, tu es beau, je t'aime !

— Maintenant, fit Vienne, allons demander une avance à Flammarion.

Il changea de veste, mit un chapeau, laissa la Duchesse au logis, et, prenant le peintre Brun par le bras, l'entraîna.

— Vous ne connaissez pas Flammarion?

— Non.

— Eh bien ! je vais vous présenter à lui, et il va nous commander un bouquin.

Peu d'instants après, sous les galeries de l'Odéon, Henri Brun trouvait que la vie était belle. L'éditeur avait fait le meilleur accueil à son ami et à lui-même. Vienne lui avait proposé un livre, dont il n'avait d'ailleurs pas encore écrit une ligne, mais que M. Henri Brun agrémenterait de croquis charmants. Flammarion avait accepté, et, selon sa coutume, offert une avance. En allant boucler sa valise, Henri tâtait avec une joie enfantine le renflement inaccoutumé de son portefeuille, à travers sa veste.

Il rejoignit Alexandre Vienne à la gare Montparnasse, dans l'après-midi. A Sèvres, ils visitèrent une petite maison, toute meublée, avec un jardin, dont le nom, gravé dans le marbre, leur plut : la Villa des Quat'Chapeaux.

Ils résolurent d'y passer l'été, et dès ce moment se tutoyèrent. Ils s'y installèrent le jour même, et le soir, la Duchesse les rejoignit avec une amie rencontrée par hasard au Luxembourg, qu'Henri Brun jugea un peu maigre, à son goût. Elle s'appelait Fanny, et ce nom lui convenait bien, à cause d'on ne savait quoi de fané, qui était en elle. Néanmoins, comme elle possédait une jolie couleur de peau, le peintre la trouva charmante.

Romieu, qui vint voir les habitants de la Villa des Quat'Chapeaux, le lendemain, proposa d'y organiser une fête. Des invitations furent lancées. Henri en envoya une au cousin de Paris ; il n'était pas fâché de lui montrer qu'il avait des amis célèbres. Quelques-uns l'étaient, en effet, ou allaient l'être : Tailhade, Moréas, Barrès, Aurélien Scholl. Mais la visite du cousin de Paris à la Villa des Quat'Chapeaux ne contribua pas à relever beaucoup Henri dans l'esprit des siens. Le

cousin y arriva au moment qu'on était fort gai. Il trouva Henri qui sonnait du cor dans le jardin, au milieu d'un groupe de dames riant fort, de canotiers et de messieurs en habit rouge, qui se donnaient l'illusion de la chasse à courre en poursuivant sur le gazon un lapin attaché par une ficelle à un arbre. Le facies grave du cousin divertit les dames. L'une d'elles, en le tutoyant, lui fit même sauter son chapeau, d'un coup de pied adroit, et dansa devant lui, la jambe en l'air, molle au milieu de ses éblouissantes lingeries, qu'elle tenait repliées sur ses bras, avec une gaieté canaille. Au moment de prendre congé, cet homme d'ordre crut devoir demander à Henri Brun où il en était de sa thèse. Le peintre répondit qu'il y songeait. Le lendemain, le cousin de Paris écrivit une lettre attristée à Aricie, où, sans entrer dans les détails, il exprimait ses craintes raisonnables et attirait avec regret l'attention de sa cousine sur le dangereux genre d'existence de son jeune neveu, à qui l'on avait laissé peut-être un peu tôt la bride sur le cou, et dont l'avenir lui paraissait dès à présent bien compromis.

Cette lettre causa beaucoup de peine à Aricie. Elle justifiait la mauvaise opinion de l'oncle Coutre, les appréhensions de Sextia, les soucis d'Émile. Mais le même courrier apporta un peu de consolation à la vieille tante. Dans une lettre affectueuse et gaie, comme à son ordinaire, Henri lui faisait part de ses premières réussites, la commande des dessins payés par l'éditeur Flammarion, et la publication, également rétribuée, de petits croquis dans un journal humoristique. Henri ne signerait pas de son nom ces dessins, exécutés pour gagner sa vie. Il mettait sa gloire plus haut, assurait sa tante qu'elle serait un jour fière de lui. Et comme, à la fin de sa lettre, il évoquait les bons conseils et le souvenir sacré de l'oncle Paul, Aricie en fut délicieusement attendrie et réconfortée dans son inquiétude. Elle commit l'imprudence d'annoncer aux Coutre le succès d'Henri. Prosper Coutre ne le prit pas bien. Voilà le neveu qui allait maintenant compromettre le nom des siens, dans les petits journaux de Paris ! Le talent n'est pas une excuse ; il n'est pas de bon ton. Un artiste, dans une famille bourgeoise, c'est comme un mauvais champignon sur un tronc d'arbre. Un acrobate n'aurait pas déshonoré davantage, etc.

Aricie répondit aussitôt à son cher neveu en le suppliant de ne pas laisser imprimer son nom, par déférence pour la famille. En même temps, elle faisait appel au bon cœur d'Henri et lui demandait d'aller voir le pauvre Marcel Coutre et de lui marquer un peu d'amitié. Elle insistait sur la triste situation morale de ce malheureux enfant, si seul, si abandonné. Elle donnait à Henri l'adresse de son hôpital. Marcel Coutre étudiait la médecine. Quoiqu'il fût moins âgé qu'Henri,

celui-ci pourrait peut-être trouver un ami en lui. Aricie comptait beaucoup sur son neveu pour rendre la vie un peu moins sévère au fils d'Eugène, petit-fils, après tout, de son oncle Coutre.

Dès qu'il eut reçu cette lettre, Henri écrivit à Marcel Coutre pour l'inviter à déjeuner. Il avait l'invitation facile, était naturellement généreux. Au plaisir d'être agréable à sa tante Aricie, il ajoutait encore par la perspective de connaître enfin ce petit cousin dont il n'avait entendu parler qu'à voix basse, parmi les siens. Il aimait les figures nouvelles. Et, grâce au pouvoir de l'imagination, par avance, il embellissait déjà ce Marcel d'une couleur rare et romanesque. Il s'attendait à voir en lui l'enfant de l'amour, paré des prestiges d'une naissance singulière, un hors-la-loi charmant, — un Didier, un Antony ! — le fils de cet Eugène Coutre qu'il avait peu connu, mais que sa vie exceptionnelle et quelque peu mystérieuse rendait à ses yeux sympathique : assurément, il n'avait pas été un bourgeois, puisqu'il n'avait pas pu s'accomoder des mœurs sévères de la Souys, ni s'entendre avec son père, le tyrannique Prosper, et qu'il était allé vivre librement à Paris, enfin mourir glorieusement sur un champ de bataille... Henri fut déçu de ne pas trouver en Marcel Coutre le fils qu'il avait imaginé d'un tel père. Marcel arriva en retard au rendez-vous. C'était un jeune homme sans âge, maigre, très pâle, au regard oblique, à la bouche amère et plissée. Il ressemblait désagréablement à son grand-père. Il appela Henri « monsieur », ne s'excusa pas de s'être fait attendre, et dès l'abord, montra une réserve glacée qui mit le jovial Henri mal à l'aise. Le jeune Toulousain, qui aimait la vie, avait un continuel besoin de sympathie. Comme il ne ménageait pas la sienne, il souffrait que l'on n'y répondît pas toujours, du premier instant. Marcel Coutre était peu loquace ; on sentait en lui une perpétuelle réticence. Il avait des gestes courts, gauches, un air emprunté ; son regard même était gênant : un regard dur, presque sans couleur, mais pénétrant comme un scalpel et froid comme lui.

Après quelques mots vagues, dès le début, Henri, qui avait compté sur la chaleur de la jeunesse pour établir entre ce parent inconnu et lui une entente, Henri parla de sa tante Aricie, dont il vanta le dévouement, la bonté sans mesure, la vie de sacrifices. Marcel acquiesça, mais avec une si évidente retenue, que le peintre changea de conversation. Il posa très aimablement à Marcel une question sur ses études médicales, nomma l'un de ses amis qui travaillait dans le même hôpital, et, sans curiosité particulière pour ce qui appartenait à la science, interrogea poliment son hôte sur divers points de thérapeutique, où sans doute il était plus compétent que

lui. Marcel répondit brièvement aux questions, donna son opinion de mauvaise grâce, avec un volontaire emploi de termes techniques, qui ajoutaient à ses paroles un accent revêche et fermé. Il ne s'échauffa un moment que pour faire un portrait désobligeant de quelques médecins arrivés, dont il suivait les cours à l'école ; il dit leurs manies, leur suffisance, leurs défauts. La critique donnait du talent à ce jeune homme sans jeunesse. Il énonçait des idées justes, mais sectaires, avec âpreté, et tranchait sur tout, délibérément. Il y avait en lui une force extraordinaire de mépris, toute son intelligence était mise au service d'un caractère méfiant. Henri, qui n'avait pu séduire ce garçon difficile, essaya de l'étonner. Il parla de peinture, d'art. Mais comme ils n'avaient pas une seule idée commune, Marcel réfuta les opinions d'Henri ; puis il prit l'offensive, et parla de philosophie. Il était athée, rigoureusement déterministe ; il s'aperçut très vite qu'Henri n'était pas philosophe, et lui cita des livres que le peintre n'avait pas lus. Il le méprisa. Il eut un mot amer sur les fils de famille pour qui la vie n'est que facilité. Il tenait que la facilité nuit au génie.

Ils se séparèrent au café. Henri lui proposa de le revoir. Marcel dit qu'il allait être très pris par des examens, qu'il l'avertirait quand il serait devenu plus libre. Tous deux se quittèrent assez sèchement. Henri Brun resta sur une impression désagréable.

— C'est un pauvre bougre, se dit-il, mais il est aigri.

Et résolument, comme il avait coutume de le faire pour tout ce qui ne lui convenait pas, il s'efforça de n'y plus penser.

Émile Henriot.

(A suivre.)

les idées & les faits

LA VIE A L'ÉTRANGER

LE MIRAGE RUSSE

Il y a des événements qui ne sauraient être séparés les uns des autres, à cause de la lumière qu'ils renvoient. Peu importe leur ordre de grandeur apparente ; en dépit de la différence du volume, ils s'accouplent irrémédiablement pour cheminer dans les jardins de l'intelligence. On comprendrait mal la Révolution française, par exemple, on négligerait même totalement l'un de ses aspects principaux, si l'on passait sous silence la violation des tombes de Saint-Denis. Cette ignominie, qui fera, dans tous les siècles, monter le rouge au front de tout être un peu noble, caractérise une fois pour toutes le trouble physiologique, d'où émergent tant d'idées, tant de gestes révolutionnaires. La haine de ce qui fut la force, la grandeur, la beauté de l'ancienne France culmine dans cette horreur qui barre la route aux apologistes. L'exécution elle-même de Louis XVI répugne moins que cette lâcheté envers des cadavres — et quels cadavres ! Nuit du 4 août, prise de la Bastille, fête de la Fédération, tout cela n'est pas complet. Il y manque cette descente de vampires dans les cryptes de la basilique nationale. Jusqu'au bout, le jacobinisme s'empêtrera dans le bois pourri de tant de cercueils, de même que Napoléon ne se débarrassera jamais de la lanterne du duc d'Enghien. On pense à tout cela en pensant au bolchevisme.

La révolution russe est riche en crimes. L'assassinat des Romanof, la bassesse surtout de cet assassinat la marqueront à jamais. On ne se relève pas de pareilles vilenies. Que le gouvernement des soviets pérore, parade, noue et renoue des relations, il porte une tare indélébile, celle de la maison Ipatief et de la mine des Quatre-Frères.

On vient de publier l'enquête judiciaire, entreprise en 1918 sur cet assassinat, par M. Nicolas Sokoloff, juge d'instruction près le tribunal d'Omsk, à la requête de l'amiral Koltchak, alors maître de la région d'Ekatérinenbourg. L'essence du régime soviétique apparaît au cours de la longue machination qui eut pour but l'anéantissement d'une famille désarmée : hypocrisie, turpitude, sauvagerie, perturbation, ses éléments constitutifs ressortent les uns après les autres, au cours de ce drame sinistre, qui l'échantillonne et le classe. Avant d'expédier à Moscou des ambassadeurs, les gouvernements européens devraient parcourir ce dossier.

Après tout, l'Europe ne peut retrouver la paix qu'après la disparition du jacobinisme organisé. Il est probable que le régime de guerre civile déchaîné depuis 1917 par les ambitions soviétiques ne prendra fin qu'avec le soviétisme lui-même. Comment traiter avec un pouvoir sans intelligence, sans scrupules, sans dignité. A l'heure qu'il est, des quatre présidents de je ne sais plus quoi, qui incarnent et symbolisent l'union de la Russie proprement dite, de la Russie blanche, de l'Ukraine et de la Transcaucasie, dont, depuis deux ans, la collection résume l'ancien empire tsariste (tout cela décoré d'abréviations invraisemblables et ridicules), deux sont d'anciens ouvriers tourneurs, deux d'anciens instituteurs. Une chiourme sans nom les a désignés pour cet office. C'est la première fois dans l'histoire du monde qu'on assiste à pareil chambardement. Ne nous étonnons pas que les choses aillent de travers dans l'Est européen.

Il n'en existe pas moins en France un lot d'augures, qui nous pressent de reconnaître le soviétisme, qui nous apitoient sur le tort que nous nous faisons à nous-mêmes en ne le reconnaissant pas, qui nous excitent au spectacle des avantages que nos concurrents s'adjugent en le reconnaissant. A les entendre, le soviétisme est un régime normal, voulu ou accepté par le peuple russe, reconnu par la majorité des nations, très acceptable parce que déjà très tassé.

Que la Russie rouge se soit imposée jusqu'à un certain point à la diplomatie, c'est exact. Mais regardons-y d'un peu près. La plupart des gouvernements qui l'ont admise dans leur société, ou bien n'ont pu adopter une autre attitude, ou bien ont obéi, ce faisant, à un calcul particulier, dont l'ésotérisme ne nous concerne en rien. Parmi les relations obligées du bolchevisme, il faut d'abord compter ses voisins, trop heureux de se débarrasser de ses intrigues les plus voyantes, voire de ses incursions armées, par un bon traité impliquant nécessairement échange de cartes de visite et d'ambassadeurs. Dans cette liste figurent la Pologne, la Finlande, la Lettonie, l'Estonie, la Suède.

Un deuxième contingent nous est fourni par les besogneux, les désespérés, Allemagne, Turquie, Lituanie, galeux rejetés eux-mêmes de la compagnie de leurs semblables et qui, n'ayant que peu de chose à perdre, — du moins le croient-ils, — recourent à l'incantation bolchevique comme on se donnait jadis au diable. Encore faut-il noter que les résultats de cette pratique ont été si détestables dans bien des cas que le repentir a suivi de près la faute. L'Allemagne a dû ses soubresauts spartacistes à la propagande soviétique facilitée par la franchise postale et diplomatique de l'ambassade de Moscou et l'on se souvient que son premier envoyé fut assassiné en pleine capitale russe. Quant à la Turquie, si redevable à la Russie lors des pourparlers relatifs au nouveau statut de la mer Noire et des détroits, elle a tellement souffert des menées bolchevistes qu'aujourd'hui même elle traite en conspirateurs ceux de ses sujets qui entretiennent des rapports particuliers avec les envoyés du successeur de Lénine. Le camarade Potemkine, chef de la mission russe à Angora, est traité en véritable suspect. On prétend périodiquement que les deux pays courent à la rupture.

Le même bruit se répète dans toutes les villes où les soviets ont réussi à accréditer des représentants. L'impudence de ces messieurs tient du prodige. En Allemagne, on les a saisis plusieurs fois la main dans le sac. A Stockholm, à Copenhague, les missions russes ont provoqué scandales sur scandales. La Russie n'est pas mûre pour la vie civile, pour la vie internationale correcte. On ne traite pas avec la Terreur. La Finlande a dû procéder l'année dernière à une arrestation en masse de ses députés communistes. Ils reflétaient trop fidèlement le mot d'ordre reçu de Moscou.

Tout cela n'est rien, prétendent chez nous les avocats des soviets, il faut passer condamnation sur une certaine intempérance d'expression, due à la jeunesse du bolchevisme, en faveur des avantages réels qu'offre la Russie éternelle en matières économique, commerciale. De fait, c'est le raisonnement tenu par beaucoup de personnes en Allemagne, en Italie, en Angleterre. Quand des combinaisons plus ou moins profondes s'y ajoutent, on s'achemine très vite à la reprise des relations. Au fond chacun des deux partenaires croit qu'il dupera l'autre.

Le jeu mené par l'Italie fasciste, qu'on accusera difficilement de complaisance pour les doctrines bolchevistes, consiste à maintenir coûte que coûte le contact avec la Russie, dans l'espoir, non tant de réaliser avec elle de fructueuses opérations commerciales que d'amorcer une entreprise de peuplement et de colonisation, qui finirait par faire de la mer Noire une espèce de lac italien. *Mare nostrum* est une formule

qui tient une grande place dans les discours politiques italiens, plus de place que dans la réalité. Peu conforme aux exigences diplomatiques méditerranéennes, s'accommoderait-elle mieux des possibilités orientales? Quelques expansionnistes le croient. Armée contre le bolchevisme militant par les milices en chemise noire, l'Italie du 13 septembre espère profiter au contraire des défaillances intérieures de ce même bolchevisme pour compléter, de Tiflis à Odessa, une absorption latine commencée par la Roumanie.

Cet exemple n'en saurait être un pour nous, car il prend son origine dans un surcroît de population, qui met l'Italie dans l'alternative de se répandre ou d'éclater. Nous n'en sommes pas là. Chacun le sait. Quant à l'Allemagne, ses raisons non plus ne sauraient nous émouvoir. C'est à un sentiment de conspiration et de rancune très semblable à celui qui émut la Turquie kémaliste, que l'alliance germano-russe doit d'exister. Les aspirations militaires y côtoient les aspirations économiques et il ne faut rien de moins que leur association pour venir à bout des objections sociales. Même au temps du flirt le plus accusé, il s'est trouvé à droite et à l'extrême droite, parmi les plus fermes partisans de l'idée de revanche, une majorité hostile à une communication trop intime entre Moscou et Berlin. Tout récemment encore, M. de Brockdorff-Rantzau a dû se confondre en déclarations pour faire mousser aux yeux de l'opinion allemande les avantages problématiques de l'accord signé à Gênes. Le désenchantement et le scepticisme se font jour dans la presse allemande. Même des croyants, comme l'ex-chancelier Wirth, qui vient de faire le voyage de Moscou pour obtenir une immense concession forestière dans les parages du Volga, confessent qu'il faudra des dizaines et des dizaines d'années — sans parler des dizaines et des dizaines de milliards — pour regagner en Russie le niveau économique d'avant-guerre. Est-ce pour masquer une déconvenue ou pour couvrir une manœuvre? Mais d'autres voix nous instruisent de ceci encore : la présence de Krupp en Ukraine aurait surtout un but d'expectative et d'observation. Jusqu'à présent les effets en seraient surtout négatifs.

En quoi cette situation peut-elle nous exciter? Depuis la renaissance de la Pologne, qu'avons-nous à espérer de la Russie, sinon des procédés nécessairement soupçonneux? Disposons-nous de réserves financières telles qu'il nous soit indispensable de les investir coûte que coûte hors de France? L'Allemagne, elle, cherche à exporter son actif pour le soustraire aux prises interalliées. En quoi lui ressemblerions-nous? De toutes parts la mise en valeur ou la restauration de notre pays nous sollicite. Inutile de chercher au loin l'emploi de

nos capitaux. Une seule cause pousserait les capitalistes français à chercher au dehors — *per fas et nefas* — un asile pour leurs disponibilités : l'inquisition croissante de la fiscalité nationale. Il ne tient qu'à nos argentiers d'adopter enfin la seule politique pouvant convenir à un pays bourgeois comme le nôtre, c'est-à-dire une politique d'accueil, de protection, de libertés financières, pour provoquer en France un essor économique prodigieux. En face d'une pareille éventualité, l'éventualité russe ne mérite même pas d'entrer en considération. Même en ce qui concerne le mirage frumentaire, là encore nous ferons mieux d'abaisser les regards sur nos propres plaines : c'est en Beauce et non dans le Tchernoziom qu'est l'avenir alimentaire de la France.

Mais il y a l'exportation des produits fabriqués, dira-t-on. Certes, mais nous qui, du temps de l'Alliance, dans une Europe aux moyens de transports quasi-impeccables, ne faisions presque rien avec la Russie, comment croire que notre industrie va trouver aujourd'hui des débouchés sans précédent du côté d'un pays ruiné, dépourvu de code commercial acceptable ou compréhensible et régi par de purs bandits. En vérité, plus on cherche et moins on trouve.

Sans doute, l'Angleterre arrive à opérer des fournitures appréciables. Mais c'est le métier de l'Angleterre que d'alimenter ainsi n'importe qui. Tout plutôt que de ne rien faire. Les crédits qu'elle est d'ailleurs obligée de consentir à ses acheteurs russes rendent assez illusoires les bénéfices qu'elle peut retirer de son commerce avec eux. Ne nous hypnotisons pas surtout sur son volume. En 1922, alors que l'Allemagne, voisine et quasi-complice, occupait dans les importations russes le tiers exactement de la place, 33 pour 100 représentant 128 millions de roubles-or, l'Angleterre arrivait tout juste à 18 pour 100, soit quelque chose comme 18 millions de francs-or. Il est vrai que les exportations rachetaient un peu cette misère. A l'exportation, les rôles avec l'Allemagne étaient renversés.

Qu'en conclure? Qu'on peut commercer avec la Russie sans faire le moindre signe d'acquiescement aux forcenés qui la gouvernent et qui déshonorent la notion d'État. Nous qui ne sommes pas, Dieu merci, ses voisins, nous qui ne cherchons à caser chez elle ni trop-plein d'enfants, ni trop-plein de capitaux, nous qui n'avons à résoudre aucun problème de chômage, nous n'avons nul besoin d'introduire dans nos murs, sous le couvert d'une ambassade soviétique, des agitateurs gagés et invulnérables. Presque tous les pays, qui eurent la faiblesse d'accueillir des histrions soviétiques travestis en chargés d'affaires, ont dû s'en mordre les doigts. Les États-Unis, qui n'ont rien voulu savoir, réalisent cependant avec la République fédérative

un chiffre d'affaires très comparable à celui de l'Angleterre. Que l'Angleterre, que l'Allemagne (avec ses quatre cents attachés commerciaux russes), que l'Italie (mithridatisée et galvanisée contre le communisme), que la Norvège, que le Danemark s'encanaillent, s'ils le désirent, de l'engeance soviétique ; grand bien leur fasse !

Pour nous, aucun motif valable ne devrait nous inciter à modifier notre attitude. Autant il était maladroit de subventionner les expéditions Wrangel, autant il est superflu d'acquiescer à ce crime et à cette sottise que représentent les soviets. Officieusement, officiellement, les personnages les plus représentatifs de cette déraison ne cessent d'injurier la France. Ils la menacent tout haut de la bouleverser. Hier encore le sieur Kamenef l'assurait que rien ne saurait prévaloir contre les nationalisations effectuées. Son refus de restituer, en tout état de cause, les biens confisqués de nos compatriotes est tranchant comme un coup de rasoir. Singulière invite à une reprise de relations.

René Johannet.

La politique extérieure anglaise d'après les traditions historiques.

Le troisième et dernier volume de *l'Histoire de la politique étrangère britannique* publiée par les soins de l'Université de Cambridge (1) vient de paraître : il nous donne le récit des événements depuis la guerre austro-prussienne de 1866 jusqu'à la paix de Versailles de 1919. A vrai dire, les archives diplomatiques sont encore trop jalousement gardées, pour que sur une époque aussi récente puissent déjà surgir des révélations ; et les faits mentionnés nous intéressent surtout par la place qu'ils viennent occuper dans l'enchaînement logique de tout l'ouvrage.

Dans la série des trois volumes, la rédaction des divers chapitres a été confiée à des auteurs différents, d'après un plan d'ensemble qui fut élaboré par sir A. Ward et M. G.-P. Gooch, et qui, après une longue introduction, fait commencer l'étude proprement dite à la paix de Versailles de 1783. Ainsi, le palais des rois de France forme le décor du premier chapitre comme de la terminaison de cette œuvre précise, un peu touffue, plus préoccupée de dérouler fil à fil la trame continue des faits que d'en accuser le large dessin. L'esprit anglais est plus réaliste que méditatif, moins synthétique que méticuleux.

(1) Sir A. Ward, litt. D., F.A.B. and G.P. Gooch, M. A. Litt. D. *The Cambridge History of British Foreign policy*, 1783-1919, 3 volumes, Cambridge, aux Presses de l'Université, 1922 ; 1923.

Il ne généralise pas volontiers. D'ailleurs, un ouvrage à collaborateurs multiples peut difficilement aboutir à autre chose qu'à une mosaïque où il faut saisir avec un certain effort et par une accommodation patiente de l'œil les traits dominants.

Néanmoins, cette œuvre est mûrie, bien ordonnée, ainsi qu'on pouvait l'attendre de *Scholars*, d'hommes cultivés selon la froide discipline des grandes universités anglaises, c'est-à-dire d'hommes de pensée susceptibles de devenir au besoin des hommes d'action. Aussi mérite-t-elle tout particulièrement d'être étudiée et méditée par ceux qui cherchent dans le passé la préparation logique de l'avenir. Les destinées actuelles de la France sont trop fortement conditionnées par l'attitude présente et future de l'Angleterre pour que l'importance de ce nouveau témoignage soit méconnue ou même rabaissée. Les traditions de la politique extérieure anglaise sont assez puissantes pour que l'avènement d'un ministère travailliste ne change que relativement peu de chose au fond même sur lequel on peut s'appuyer. Quelles qu'aient été les modalités employées ou les doctrines invoquées que les whigs ou les tories aient détenu le pouvoir ; qu'il ait été question hors des frontières de liberté ou de monarchie, de religion ou de révolution, d'esclavage ou d'abstinence, toujours les principes abstraits ont dû plier devant l'intérêt national, et l'attitude du Foreign Office a été constamment dictée par le désir d'assurer exclusivement et strictement le bien de l'Angleterre, sans jamais s'embarrasser d'aucunes considérations accessoires. Lorsqu'au début du dix-neuvième siècle, seules des puissances non-britanniques continuent à employer la main-d'œuvre noire dans leurs colonies, la Grande-Bretagne entreprend une campagne acharnée contre la traite des nègres. Palmerston, à ce propos, réclame et obtient, au profit de l'Angleterre, le droit de visite. En juin 1857, lord Salesbury dénie le droit de visite au royaume de Naples, à propos de la saisie du *Cagliari*, parce qu'il y a des marins anglais sur ce bateau sarde. En 1841, Palmerston intervient en Chine, au nom de la liberté commerciale, pour imposer aux Chinois l'importation de l'opium venu des Indes. En juin 1844, sir R. Peel proteste contre l'intervention française à Taïti, parce qu'elle a eu pour corollaire l'expulsion d'un sujet anglais, le missionnaire Pritchard. On multiplierait à plaisir de pareils exemples. Le Foreign Office ne connaît que la raison d'État, et nul ne songerait à l'en blâmer. Wellington et Castlereagh l'avaient déjà proclamé : « Le gouvernement britannique considère comme contraire aux principes de censurer les affaires intérieures d'un État indépendant, *à moins que ces affaires n'affectent les intérêts essentiels des sujets de Sa Majesté.* » La politique étrangère anglaise a donc été sans cesse caractérisée par l'absence de toute idéologie. Lorsqu'elle s'est abritée derrière des doctrines ou des principes, c'est que leur application, à ce moment-là, coïncidait avec l'intérêt de l'Empire britannique. Il n'y a d'ailleurs aucune raison pour qu'il

en soit autrement de nos jours. Les traditions du Foreign Office sont les mêmes. Les bureaux sont fortement organisés. Le sous-secrétaire d'État permanent est toujours recruté parmi les fonctionnaires. Ceux-ci sont toujours choisis parmi les mêmes milieux sociaux ; à cet égard, l'institution d'un examen et la suppression encore plus récente de l'exigence de 400 livres sterling de rentes chez les candidats, n'ont rien changé. Presque tous sont d'anciens élèves d'Eton, le collège aristocratique qui éduque si fortement les fils des grandes familles ou des familles riches.

Or, la tradition du Foreign Office repose depuis quatre siècles sur une règle invariable, que nous trouvons fréquemment rappelée dans les trois volumes publiés par l'Université de Cambridge, et que sir A. Ward pose de la manière suivante : après nous avoir expliqué que le roi Henri VIII, tout d'abord influencé par les traditions de la guerre de Cent ans, songea, en prenant le parti de Charles-Quint contre François Ier, à reconquérir la couronne de France, portée par ses prédécesseurs, il ajoute :

« Sur l'avis du cardinal Wolseley, Henri VIII selivra à un renversement des alliances fameux dans les annales de la diplomatie européenne... L'importance de cet épisode, en ce qui concerne plus particulièrement l'histoire de notre politique étrangère, c'est qu'il fut la première application, dans des circonstances critiques, d'une conception qui devait plus tard devenir et rester avec une exceptionnelle durée le principe directeur de la politique extérieure anglaise puis britannique. Ce principe, c'est celui de la *Balance du Pouvoir*.

« La *Balance du Pouvoir*, comme on l'a montré, est une idée pratiquement inséparable de toute politique, intérieure ou extérieure. Cependant, dans le domaine de la politique extérieure, et quels que soient les *précédents* que nous offre au seizième siècle l'Italie, cette mère de la diplomatie moderne, le gouvernement anglais, dès l'apparition manifeste du Pouvoir unifié des Hasbourg, inaugura par son attitude un nouveau système. C'est ce système qui devait, à travers des crises successives, prévaloir en Europe, depuis l'époque dont nous parlons, en passant par la guerre de Trente ans, la guerre de succession d'Espagne, la domination napoléonienne, jusqu'aux projets allemands de suprématie mondiale. Pour ce qui est de l'Angleterre, la devise : *Cui adhæreo præ-est* indique suffisamment la manière dont ce pays a constamment appliqué la doctrine de la *Balance du Pouvoir*, qu'il avait préconisée... »

Et plus loin, sous la plume de M. W. Alison Philipps, nous trouvons les affirmations que voici :

« L'Angleterre, écrivait Wattel au milieu du dix-huitième siècle, a l'honneur de tenir en ses mains la *Balance du Pouvoir. Et elle prend soin de la maintenir en équilibre.* Grâce à l'instinct de ses hommes d'État jusqu'au règne de Guillaume III d'Orange, grâce à la poli-

tique ouvertement pratiquée depuis cette époque, l'Angleterre, profitant de sa situation insulaire qui la protège contre toute invasion, et renonçant volontairement à des conquêtes sur le continent, a joué le rôle d'une puissance médiatrice en Europe. Une même doctrine, dont le premier but est la sécurité de la Grande-Bretagne et de son empire, a inspiré Pitt et ses successeurs dans leur lutte implacable contre l'Impérialisme français, et dans leurs efforts pour restaurer après la chute de Napoléon un juste équilibre en Europe. Équitable ou non, la paix de 1814-1815 rétablit en fait la *Balance du Pouvoir...* »

Mais cette *Balance du Pouvoir*, l'Angleterre de 1924 la sent lui échapper :

« ...L'Empire britannique est sorti de cette lutte titanique avec un large accroissement de territoire, et avec la flotte allemande au fond de l'eau. Mais la Grande-Bretagne plie sous le poids de sa dette, et ses meilleurs clients européens sont momentanément ruinés. *La Balance du Pouvoir n'existe plus : car la suprématie de la France sur terre est aussi indiscutable que la suprématie britannique sur mer.* »

Et voilà bien ce qui justifie toute la politique anglaise durant et après la conclusion de la paix de Versailles. L'Angleterre de 1815 avait la conscience de sa force. Elle croyait que le vainqueur de Waterloo était Wellington et non Blücher. Sur le continent, Prusse Autriche, France, Russie se faisaient équilibre. L'Angleterre de 1924 ne croit plus à l'inviolabilité de son île, que des avions ou des canons à longue portée peuvent atteindre. Tout en conservant précieusement sa marine et ses armements, elle doit donc poursuivre, par l'intermédiaire de la Société des Nations, le désarmement de l'Europe continentale.

Telle est la raison profonde de l'hymne en faveur de la *League of Nations*, qui termine l'œuvre historique récemment publiée à Cambridge :

« Dans un monde nouveau, où la tempête a balayé tous les points de repère connus, les hommes d'État britanniques ont découvert que les intérêts primordiaux et la prospérité durable de leur pays sont liés à la vitalité et à l'autorité de la seule organisation coopérative pour le maintien de la paix : la Ligue des Nations. »

Seule la prépondérance de l'Empire britannique dans cette Ligue fortifiée et resserrée, où chaque Dominion a une voix, sera susceptible de remettre à nouveau entre les mains de l'Angleterre la *Balance du Pouvoir*.

Henri Mylès.

LES LETTRES

LES LIVRES NOUVEAUX

Pour son roman *le Plus grand péché*, M. André Thérive vient d'obtenir un tiers du prix Balzac, et, des trois lauréats, il est le premier nommé. Jusqu'à ce jour, M. Thérive nous apparaissait surtout comme un esprit meublé et curieux, un fin lettré, un érudit aimant les libres jeux de l'intelligence et les recherches dans le passé. Il a publié les *Lettres du temps de la Fronde*, de Gui Patin, et la *Jeunesse de Francion*, de Charles Sorel ; une fantaisie délicieuse, *le Voyage de M. Renan*, où, en un style inspiré de Jules Lemaître et d'Anatole France, il se moquait, avec une sournoise gentillesse, de l'historien des *Origines;* un travail de philologie, enfin, *le Français langue mort* , dont certaines opinions devaient sembler paradoxales, mais qui témoignait d'un savoir précis. Le voici maintenant théologien et moraliste. Le Thérive d'à présent ne ressemble déjà plus au Thérive de naguère. Son style même, qui a perdu de sa grâce et de sa légèreté, a gagné en muscle et en rudesse. M. Thérive nous présente une œuvre un peu abrupte, emplie de nuages orageux, sévère et triste.

Il y étudie une hérésie singulière et déjà ancienne, celle de l'église authentique d'Utrecht qui mêlait au jansénisme, assez désespérant déjà, le pessimisme schopenhauérien, condamnait l'acte de chair, même dans le mariage, comme « le plus grand péché », et appelait, pour la plus grande gloire de Dieu, la stérilité universelle et la fin de l'humanité. Vous me ferez observer que cette doctrine eut peu

d'adeptes, et qu'elle manque, ainsi qu'on aime à dire, d'actualité. Il est vrai que la mode n'est plus à la résistance aux passions ; plutôt à l'abandonnement. Mais enfin vous n'ignorez pas que l'idée du péché de la chair préoccupe beaucoup de jeunes écrivains, de ceux qu'on a appelés néo-catholiques ; elle agite leurs âmes, y suscite des drames de conscience et cette terreur, *pavor*, qui a déjà on ne sait quoi d'infernal. Ainsi, le roman de M. Thérive vient à propos. D'autant que ses conclusions, auxquelles il nous amène par la voie indirecte, en nous montrant les conséquences abominables du dérèglement ascétique, sont conformes non seulement à l'orthodoxie, mais au bon sens et à la loi naturelle. On en est averti dès l'épigraphe, qui est prise dans *Timothée*, I, 4, 3, et que M. Thérive ne transcrit point pour qu'on ait le plaisir de chercher dans le texte. « Ce que Dieu a créé est bon. » *Omnis creatura Dei bona est, et nihil rejiciendum quod cum gratiarum actione percipitur.*

En 1857, à Bergues, dans les Flandres, se trouve en garnison un jeune lieutenant, Léonard Vallade, fort mal en point. Non au physique, car il a fort bien enduré les fatigues de la guerre de Crimée ; il est jeune ; et après tout cette petite Bertine, la fille de son hôtelière, n'est pas laide, et elle l'aime bien. Mais le moral est gâté. Vallade est hanté par l'idée de la mort. Il vient d'apprendre coup sur coup la mort de sa mère et la mort de son père. Qu'est-il lui-même? Une fin de race. Lui aussi, il mourra, il se corrompra hideusement, après avoir langui des années dans ses terres de Corrèze, pays triste, auprès de sa petite sœur Aména, qui mourra comme lui... Vallade est écrasé par le dégoût et la terreur de la mort, par le sentiment épuisant de l'inutilité de vivre. Comme il n'est point philosophe, ni théologien, ni peut-être, — je pose la question à M. Thérive... — très intelligent, il ne sait ni dissiper ses idées noires en les discutant en lui-même, en leur opposant des arguments qui ne seraient pas difficiles à trouver, ni conclure et se former une doctrine, se fixer une règle de vie. Il attend, passif, inerte. La névrose l'envahit. Voilà un gibier pour M. Buysse.

M. Buysse est un Hollandais qui, après avoir commis des péchés abominables à Java, est revenu tout repentant et s'est converti aux sombres croyances de l'église d'Utrecht. Il parcourt la France, en tournée de propagande. Il a la haine de la femme. La doctrine nouvelle de l'Immaculée Conception le met hors de lui. Il maudit le papisme, la race humaine, l'enfantement... Ce redoutable maniaque mériterait d'être chassé à coups de bâton. Nous apprendrons du reste que, dans nos saines provinces, il est fort mal accueilli.

Mais Vallade ne lui résiste point. A peine M. Buysse a-t-il parlé, Vallade est converti. C'est une objection que je hasarde : M. Thérive avait bien préparé le terrain, certes ; mais ne croit-il pas que ce jeune soldat, de vieille souche française et campagnarde, accepte bien vite les divagations monstrueuses de ce Buysse? Il fallait évidemment qu'il crût en Buysse : c'était le sujet, Mais n'eût-il pas été plus passionnant de le voir glisser lentement vers l'hérésie, avec des sursauts, des révoltes? Point, il y tombe, d'une masse. Du fait que son esprit nous paraît moins riche, moins complexe, moins éclairé, Vallade nous intéresse moins. Il était candidat à la folie.

Ses résolutions sont vite prises. Il se fait mettre en congé, quitte ses compagnons, les Flandres et la blonde Bertine sans un regret, et court s'enfermer dans sa vieille maison, où se fanent encore les fleurs mortuaires. Il y trouve Aména, sa petite sœur, qui ne demande qu'à vivre et qu'il va durement accabler de sa doctrine inhumaine. Elle veut être tendre. Il repousse sa tendresse. Elle pourrait être active. A quoi bon? Léonard qui ne se propose à lui-même aucune activité et confie la direction de ses terres à un jeune paysan malin, Jourdan, ne l'encourage à rien faire. Il est sombre. Il grogne. Aména voudrait se marier. Il prêche que le mariage est abominable, que le monde est atroce et doit périr... Peu s'en faut qu'il ne pousse la malheureuse enfant à se révolter contre le créateur de tant de misères.

« Qui veut faire l'ange fait la bête... » Léonard ne pourra même pas garder longtemps l'illusion qu'il est un ange. Il séduit la gouvernante de ses cousins, une jeune fille, Renée, dont on croirait volontiers, d'abord, qu'elle est une rouée, mais qui n'est, en somme, qu'un pauvre être abandonné et avide de tendresse. Son péché le rendra-t-il indulgent envers sa sœur? Au contraire. Désespéré d'avoir perdu la pureté, il redouble envers elle de rigueur. Si bien qu'Aména, affolée, se laisse séduire par le paysan Jourdan, et quand son frère a découvert sa faute et l'a chargée d'injures, elle court se noyer, se croyant infâme, et prenant toujours son frère pour un saint authentique, interprète de la colère divine...

C'est alors, — et presque aussi brusquement qu'il est devenu hérétique, — que Léonard aperçoit la vérité. « C'est pour moi qu'on ne peut plus prier. J'ai commis le péché d'esprit, le plus grand péché... » Le désespoir de Léonard, cette fois, est légitime. Maintenant qu'il a recouvré la raison, — un peu mystérieusement, sous le coup d'un drame brutal, — nous compatirions de bon cœur à sa peine. Mais l'orthodoxie est moins implacable que l'hérésie. « Vous avez payé peut-être plus que vous ne pensez, dit un prêtre à Léonard ;

ou bien elle (Aména) à votre place... » Le livre finit sur une impression d'apaisement. Le crime de Vallade sera pardonné.

On a distingué les quelques objections auxquelles semble exposé *le Plus grand péché*. Le sujet, — cette déviation de la foi catholique, cette aberration frénétique des idées de renoncement et de chasteté, renouvelées des erreurs gnostiques, albigeoises et de certaines sectes combattues par Bossuet, — est exceptionnel et ne paraît plus, dès l'abord, de notre temps. Mais qui nous l'assure? L'erreur renaît. Et il est possible que Thérive, bien renseigné, averti d'une nouvelle agression du satanisme contre la foi, — comme eût dit Huysmans, — ait voulu, dans la mesure de sa force, lui ôter de sa virulence.

Son livre, en tout cas, pose de curieux problèmes. Il est fort ; il nous secoue d'indignation et de pitié. C'est un roman d'idées, comme on n'en écrit pas assez. Et je ne sais pas en dire l'âpre saveur, la poignante, et, par instants, grandiose tristesse.

*
* *

Si vous voulez vous persuader de l'intérêt anxieux que donnent les écrivains catholiques à l'éternel problème de la chair, vous trouverez des indications précieuses dans la biographie d'André Lafon que vient de publier M. François Mauriac sous le titre *la Vie et la Mort d'un poète*. M. Mauriac a été l'ami et le confident d'André Lafon, lors de son retour à la foi.

Lafon a eu une vie très humble ; et quand il aurait pu saisir la gloire, en 1912, quand Barrès eut découvert son roman *l'Elève Gilles*, et eut obtenu pour lui le grand prix de littérature, il ne daigna pas s'en inquiéter. Il était né à Bordeaux, mais il passa son enfance et son adolescence dans la petite ville de Blaye, qui lui inspira ses *Poèmes provinciaux* et sa *Maison pauvre*. Il fut pion de collège à Bordeaux, puis à Sainte-Croix de Neuilly où M. de Montherlant a été élevé. Il était rêveur, ardent et secret. Qu'il ait aimé, une fois, M. Mauriac nous l'indique discrètement. Mais cet amour, André Lafon le dompta. Il redevint croyant. A ce qu'il semble, ce fut sans heurt. Il se haussa à un détachement absolu. Il mourut de la scarlatine, dans un hôpital militaire de Bordeaux, en 1915.

M. Mauriac a conté cette « pauvre vie » avec ferveur et de façon à nous émerveiller de la richesse intérieure qu'André Lafon avait dû conquérir. Ce lui est un prétexte à nous dire comment il groupe et explique tous les littérateurs contemporains, à juger successivement André Gide, Dostoïewski, Rimbaud, Paul Morand, Proust, Barrès et quelques autres, et à nous montrer — ce que nous soup-

connions, hélas ! — que la littérature actuelle est une littérature de désordre, et malade. M. Mauriac parle de l'angoisse de certains jeunes gens : « Ils savent qu'ils jouent, qu'ils sont engagés dans une partie dont formidable est l'enjeu... que le pauvre bonheur humain ne nous est pas même une goutte d'eau, mais qu'il augmente notre soif et que la voix de l'amour, quand elle s'élève dans notre cœur, en fait plus terriblement retentir la solitude. Ils méprisent l'activité... » Vous voyez la pente. Pourvu qu'ils ne tombent pas dans ce péché, que la théologie connaît et catalogue : le scrupule ! C'est ainsi qu'on glisse aux hérésies. Le livre de M. André Thérive n'est pas hors de notre temps.

* * *

Ira-t-on révéler que M. Martin-Chauffier est un disciple de Marcel Proust? Belle nouvelle ! L'auteur de *Patrice ou l'Indifférent* est le premier à le proclamer. D'ailleurs, on n'a qu'à lire deux pages de son livre. La preuve est faite.

Donc avec minutie, en accomplissant, comme Proust, des processes d'introspection et d'analyse, Patrice, qui parle de soi, et ne considère l'univers et les autres hommes qu'en fonction de soi-même, va se démontrer et nous démontrer qu'il est incapable d'aimer. Il est tout naturel que l'habitude de s'examiner soi-même avec tant de curiosité, où l'on ne peut croire qu'il n'y ait une part de complaisance, rende un jeune homme fort égoïste ; n'exerçant guère que son intelligence, il laisse son cœur sécher. Patrice n'en souffre point. Je l'en crois même assez fier.

Pour bien se persuader qu'il est incapable d'aimer, Patrice a besoin de trois expériences. Un matin de printemps, il se souvient que Claire de Lamaquin lui a souri d'un énigmatique sourire... La bouche était jolie. L'énigme était plus agaçante. Il y faut voir clair. Voilà Patrice parti pour rejoindre Claire. Et comme cet analyste a du sang, et qu'il se laisse entraîner à des gestes irréfléchis, il demande, tout soudain, la main de la jeune fille. Quelques secondes, n'a-t-il pas cru l'aimer? A peine la sottise faite, il s'en repent. Pourvu que Claire refuse... Claire lui écrit une gentille lettre, et lui offre son amitié. Patrice l'a échappé belle ! Tel autre, vous peut-être, s'irriterait de ce refus, et se sentirait piqué d'amour, pour tout de bon, ou d'amour-propre... Patrice est plus sage. Il n'a ni regret, ni jalousie. Même, il constate sans déplaisir que Claire trouve beau Hervé de Messac, le cousin de Patrice. Il s'intéresse à leurs amours, et il les verra, sans amertume, se marier et être heureux.

Cependant, il a fait la connaissance de la belle Édith Pierangeli, qui eut, à Rome, une vie ardente, romanesque et pour qui, prétendon, des amoureux se sont tués. Cela est assez attirant, pour un psychologue. Patrice n'a pas à se donner de mal pour étudier ce cas séduisant. Mme Pierangeli, tentée par cette conquête, qui lui semble difficile, lui offre, sans précautions, un amour où la sensualité, dont elle est quasi rassasiée, s'ennoblirait de sentiment... L'occasion est magnifique, et Patrice est jeune. Mais il a une façon si singulière d'accueillir, en ratiocinant, les avances d'Édith que celle-ci feint de se fâcher. Patrice n'est pas très ennuyé d'avoir échappé à une aventure dont il pèse les désagréments aussi bien que les avantages, et va se mettre, en Bretagne, son pays natal, à l'abri de son amoureuse.

Ne va-t-il pas s'imaginer, — oh! cela ne durera que quelques jours, — qu'il va aimer Marivone, la fille du capitaine Le Gorvello? Marivone est simple, jolie sous sa coiffe ; elle a le cœur pur ; elle lui offre un amour ingénu, et si sincère que la pauvrette, abandonnée, en mourra. Un soir, il s'aperçoit « que la présence de Marivone ne lui était pas indispensable ». Le voilà fier! C'est donc qu'il n'aime pas... Tant mieux ; ce capitaine n'était-il pas en train de lui tendre le piège du mariage? Et Patrice s'enfuit, loin de ce qui eût été, sans doute, du bonheur.

Il retrouve Édith Pierangeli, très fière parce qu'elle croit que Patrice a eu peur d'elle. Elle s'aperçoit qu'il ne songe guère à l'aimer, et se pique au jeu. Elle réussit à l'entraîner jusqu'où il se sentirait ridicule de ne pas vouloir aller ; pas plus loin ; et il gardera d'elle les plus gracieux souvenirs. Quant à l'aimer, point d'affaires ; et, pressentant du reste un nouveau péril pour son indépendance, il fait ses malles pour l'Italie. Il vivra seul, dans un petit village perdu, lieu écarté où, d'être indifférent, il a la liberté... Il parle de sa *force* et de sa *joie*... Chut! ne le réveillons pas. Il rêve. S'il connaissait son malheur!...

Ce roman, dans le détail, dans les méandres infinis de son analyse, qui passent, lentement, à travers tous les gestes, jeux de physionomie, intentions probables des personnages, et à travers toutes les hypothèses qu'un esprit fécond peut inventer pour expliquer les actions et découvrir les intentions, est extrêmement distingué. C'est du Proust ; un Proust moins riche, et moins au-dessus de son lecteur que le vrai Proust ; un Proust qui nous intéresse sans nous émerveiller. Nous avons l'illusion qu'avec de l'exercice nous trouverions à peu près ce que Patrice trouve. Les découvertes de Proust nous rendent humbles. Et puis, la curiosité de Proust est plus

étendue. L'art, la mode, la philosophie, aussi bien que la psychologie, des amours, sont ses domaines ; il y pénètre en conquérant. M. Martin-Chauffier — sauf dans une petite échappée sur l'orgue et la musique de Franck — s'en tient à son sujet, qu'il creuse patiemment et ne paraît pas s'y trouver à l'étroit. Qu'il ne se fâche point de ce parallèle... Il fait tout pour le suggérer. On rend bien volontiers justice, en tout cas, à un talent si fin ; et l'on ne doute pas que l'auteur de *Patrice* ne soit un des dix romanciers jeunes, je mets dix largement, — sur qui l'on puisse vraiment compter.

* * *

Lui aussi, M. André Beaunier, est un analyste. Il a fait ses preuves, et l'on ne sait point de plus charmantes études de psychologie féminine que celles qu'il a consacrées aux amies de Chateaubriand et de Joubert. Il aime les âmes passionnées, mais délicates ; et quand cette délicatesse va jusqu'à la vertu véritable, et qu'on peut suivre le début dramatique du devoir et de l'amour, il se délecte. On sent qu'il a écrit avec tendresse *Une âme de femme*. C'est l'histoire des tristes amours de Denise d'Albot et de Thierry Dancy. Denise est l'irréprochable épouse d'un gentilhomme honnête et brusque, qui ne s'est point fait aimer. A peine Thierry et elle se sont-ils vus, ils sont, irrésistiblement, attirés l'un vers l'autre, comme Tristan et Isolde, le philtre bu. Leur volonté, puis la guerre, les séparent. Ils se reverront quand Denise osera aller passer un jour près de Thierry blessé ; une autre fois, quand, le mari tué, Thierry demandera à Denise d'être sa femme. Mais Denise a un fils, d'âme ardente et fragile, dont la mort de son père a troublé le cœur, et qui soupçonne... Elle dit : « Attendez ! » Une quatrième fois, ils sont en présence. L'enfant, instruit des chagrins de l'amour, a permis à sa mère d'être heureuse. Trop tard... Thierry n'aime plus. Il n'est donc pas d'éternelles amours? Non, au cœur des hommes, semble dire M. Beaunier. S'il ne nous avait pas présenté ses conclusions avec tant d'adresse, et à la fin d'un roman si touchant, on ne les accepterait point.

M. Martial-Piéchaud nous conte aussi des amours malheureuses, dans *la Romance à l'étoile*. Les amours d'un adolescent, dans une petite ville de province, et d'un étage à l'autre, dans l'hôtel de Sainfeuil, sur lequel flottent des mystères, pour une belle jeune femme, qui chante du Wagner et du Schumann. La jeune femme, Juliette, est sa tante ; mais elle veut être artiste ; elle n'est une Sainfeuil que parce que son père s'est mésallié ; et le sévère marquis ne

la tolère que pour deux raisons : il gère les biens de Juliette et les gère mal ; il sait Juliette en possession d'un terrible secret de famille, et craint un scandale. C'est dire que la tendresse du petit de Sainfeuil pour sa grande amie Juliette sera fort contrariée. Juliette s'enfuira. Et quand il la retrouvera, cantatrice glorieuse, elle sera à la veille de se marier... Ce récit est enveloppé d'une atmosphère trouble et angoissante que M. Martial-Piéchaud a très habilement rendue.

Enfin, je signale le très aimable, frais, souriant, quelquefois ironique petit recueil de nouvelles, notes, réflexions, que publie l'auteur de *l'Humaniste à la guerre* et de *Décadi*, M. Paul Cazin. Il lui donne le titre de la première nouvelle *l'Alouette de Pâques*. M. Cazin est pieux ; son inspiration est, si l'on ose dire, franciscaine. Il raconte des choses ingénues, pourtant fines, en louant le Seigneur. Il ne s'interdit point de rire, ni de railler. La vertu de son style se fait rare. Je vous la donne en mille... C'est le naturel. Un naturel qui n'exclut pas les nuances et ne vous enlève pas le plaisir, ici et là, de découvrir plus de choses qu'on n'en dit. Ce petit livre se lit vite. Il en reste un goût de fruit, et un parfum de lilas.

Robert Kemp.

LES BEAUX-ARTS

FAITS ET IDÉES DE L'HISTOIRE DES ARTS

Il est fort difficile, sans verser dans la pédanterie ou l'extravagance, de faire une synthèse de l'art. Mais cela n'est pas impossible. En effet, « si c'était une absurdité que de vouloir comprendre le principe général qui commande toutes les manifestations du beau, il faudrait renoncer à la raison humaine. »

Ainsi s'exprime M. Louis Dimier dans sa belle et forte étude sur Reynolds et ses doctrines qu'il vient de réunir avec plusieurs autre essais en un volume (1) que toutes les personnes curieuses d'art et de philosophie devront lire et méditer. M. Louis Dimier professe une philosophie de l'art, irréfutable en son principe, mais dont l'application comporte plus de jeu qu'il n'est disposé à lui laisser. La méthode de M. Dimier est fondée sur l'expérience : elle suppose la connaissance des faits, elle est historique. L'auteur fait bon marché du préjugé commun qui représente la variété du fond, en matière d'esthétique, comme légitimant la plus infinie diversité des opinions. Il affirme, avec la raison bien entendue, qu'à condition de subordonner les objets, l'unité du point de vue est possible. « Il y a », écrit-il dans son avant-propos, « un esprit de système qui exclut ; il y en a un autre qui égalise ; à la différence de l'un et de l'autre, il m'a semblé que l'expérience, qui faisait des parts inégales, avait le moyen de tout concilier... »

(1) Louis Dimier, *Faits et idées de l'histoire des arts* (Bloud et Gay).

« ...Réprouver quelque école au nom de principes abstraits est un abus métaphysique ; la classer au nom des égards que les autres écoles réclament, est l'exercice naturel du goût, la tâche nécessaire du bon sens. »

Comme on vient de le voir, M. Louis Dimier se rattache à l'école de l'empirisme organisateur. On ne saurait être moins « bergsonien ». Son information est immense et sûre. L'indépendance de son esprit n'est pas moins remarquable. Dans son étude sur Reynolds, cet admirateur de Bossuet rend hommage à la forte culture qui a été celle du dix-huitième siècle : « Il n'y a peut-être pas un temps, dit-il, où, dans une volonté d'investigation universelle, les hommes aient été plus capables de soumettre l'expérience à la hiérarchie des idées. C'est le plus bel éloge qu'on puisse faire de cette époque et Reynolds en est un exemple. »

M. Dimier, qui a donné une traduction nouvelle des *Discours* de Reynolds, n'a pas peu contribué à répandre, parmi les artistes, les écrits de ce grand homme. Rien n'est plus propre à dissiper, dans l'esprit des jeunes, cette conception du génie livré au hasard de l'inspiration, qui, depuis le romantisme jusqu'à Dada, renouvelle les rêveries des quelques critiques allemands. Reynolds et M. Dimier lui-même ne conçoivent le génie qu'identifié avec la connaissance délicate des règles. Je serais tenté d'ajouter qu'un sentiment naturel de la mesure et de l'ordre prédispose certains esprits à trouver ces règles dans la nature, mais je reconnais volontiers que c'est l'exception.

Dans le même volume, une étude sur *Fragonard* rend un compte très juste des méfaits de la révolution davidienne, un *Traité des rues et monuments de Paris* expose ceux de la méthode d'Haussmann. Enfin l'on y trouvera les documents réunis au cours d'une enquête sur l'art chrétien, menée dans *l'Action française* il y a une dizaine d'années, et dont les conclusions sont demeurées très fortes et valent pour ou plutôt contre toutes les prétendues spécialités que l'on voudrait établir dans l'art. On y fera pourtant une objection qu'on s'étonne de n'avoir pas rencontrée sous la plume des contradicteurs de M. Dimier. Si l'on admet que les caractères ethniques puissent s'imprimer dans les œuvres d'art, il faut admettre que le caractère religieux peut également en modifier l'apparence. On a cru pouvoir distinguer, dans la littérature, dans l'art dramatique, une manière juive, une tournure protestante. Pourquoi certaines manières de peindre ne seraient-elles pas plus imprégnées que d'autres de christianisme? Pour le nier absolument il faudrait admettre que des expressions comme *l'esprit d'un dessin*, d'une peinture, n'expriment

rien du tout. C'est à quoi j'ai peine à me résoudre, malgré l'autorité de M. Dimier. Son livre n'en est pas moins remarquable, autant par la fermeté des idées que par l'agrément du style le plus pur et le plus élégant, souvent refusé à ces sortes d'ouvrages.

ROGER ALLARD.

Idéalisme musical.

Grincheux et misanthropes vont répétant que la musique est en passe de sombrer dans le matérialisme le plus abject, et ils n'en veulent pour gages que les opérettes immondes cent fois représentées, les revues obscènes, les refrains scatologiques et les musiques de danse fabriquées en série. Mais ce déluge de pauvretés malsaines n'a point réussi à submerger les musiciens et les poètes qui ont encore de l'enthousiasme et qui croient qu'il y a place pour des œuvres hautes et hautaines, grandes et grandioses, sereines ou sévères. Le concert et le théâtre viennent d'en donner tout récemment la preuve.

Au concert, ce fut le psaume de Lucien Haudebert, *Dieu vainqueur*, pour chœurs, orchestre et orgue, dont la Schola du cours Saint-Louis donna l'audition du troisième chant au Théâtre des Champs-Élysées. On a dit de l'œuvre de Lucien Haudebert qu'elle était « un acte de foi et d'amour ». C'est un généreux appel à l'universelle charité. *Dieu vainqueur* est un immense triptyque, et son ampleur, en ce temps de musiques au souffle court, commande le respect dès l'abord.

L'œuvre comprend trois chants. Le premier est comme l'aurore du *Jour qui se lève* à l'appel du psalmiste : *Famille des peuples, apaisez votre soif d'amour.*

Le second, après avoir évoqué l'angoisse des jours vécus, décrit la marche des peuples vers l'idéal. Le troisième chant dépeint la joie parfaite de l'espoir réalisé : les chœurs, alternant avec les soli, expriment leur exaltation grandissante, jusqu'à ce que la voix apaisante de l'orgue vienne unir les hommes en une sainte allégresse. La solide construction du troisième chant laisse apercevoir, à l'ombre de Bach, que l'édifice tout entier est d'imposante stature : presque sans effort, le musicien y retrouve l'ample style du grand oratorio.

C'est le même mot qui convient pour qualifier l'œuvre de Charles Tournemire, *les Dieux sont morts*, sur un livret en deux actes d'Eugène Berteaux. Une intelligente sensibilité a conduit le poète vers le plus beau des sujets : le crépuscule du paganisme. On a rappelé à ce propos les *Noces corinthiennes* d'Anatole France. Mais son érudition et son goût ont amené le librettiste à utiliser, discrètement, mais avec habileté, le motif légendaire du mystérieux appel nocturne

qui passe sur la mer et remplit le pilote d'épouvante : « Le grand Pan est mort... »

Dans une île de l'Archipel, à l'heure où décline la grandeur païenne, Chryséis, jeune vierge inspirée, pressent l'aube du christianisme. Elle annonce, en lents appels, que les dieux vont mourir et que l'Espoir est né. En vain Eugoras, le berger qui l'aime et qu'elle aime, lui vient-il offrir des présents champêtres. En vain le dieu Pan s'efforce-t-il de la ramener au culte des dieux. Elle blasphème : elle refuse de s'incliner devant Zeus dont la colère alors éclate ; le peuple de l'île sera à jamais privé de la lumière, à moins qu'une vierge ne consente à être enterrée vivante au pied d'un chêne consacré. Malgré les pleurs de sa mère, Chryséis se dévoue avec joie, et son affreux destin s'accomplit. Eugoras, soudain touché par la foi naissante, l'accompagne dans la mort souterraine. Pan les veut délivrer, mais la foudre le terrasse et consume le chêne : à la place où fut l'arbre s'élève une immense croix.

De propos délibéré, avec un sens très sûr des valeurs poétiques, — ce sens auquel on doit déjà à Eugène Berteaux *les Reliques*, *Loyauté* et *la Voix frêle*, — le poète a traité le thème panique en drame sacré, en symbole religieux, afin que sa signification morale ne fût point diminuée et obscurcie par une trop complexe anecdote. Ce que l'action perd en mouvement passionné, elle le gagne en atmosphère lyrique. Les amateurs de *la Tosca* et de *Quo vadis* ont pu s'en montrer surpris : il eût été inconcevable qu'ils ne le fussent point.

Cette vaste fresque double convenait à merveille au tour particulier du musicien. Charles Tournemire, qui a succédé à Franck, son maître, à l'orgue de Sainte-Clotilde, a toujours vécu, volontairement, en marge de la vie musicale mouvante. Dans le silence et l'ombre, combien d'œuvres n'a-t-il pas méditées, qui ne doivent rien à l'esthétique actuelle et dont la sincérité sans faiblesse fait tout le prix ! Il pense haut. Aussi devait-il être séduit par la noblesse solennelle et la sérieuse pensée de l'œuvre poétique. L'idéalisme de son inspiration y a trouvé aliment. Un orchestre sévère commente les pressentiments de la vierge grecque et soutient l'évocation qu'elle fait, avant de mourir, de la vie du Christ qui va naître. Ce ton grave, qui s'accorde à celui du poème, est servi par une technique que les jeunes musiciens jugent inactuelle, surtout en comparaison du joli ballet *Lieng-Sin*, de Georges Huë, qui, à l'Opéra, formait spectacle avec *les Dieux sont morts* et dont l'orchestration est une merveille d'adresse et de couleur. Et sans doute, les hautes aspirations de Tournemire n'eussent-elles rien perdu de leur beauté à se faire plus séduisantes. Mais si l'on comprend bien ce qu'a voulu le musicien : être écouté par les oreilles de l'âme, on n'a que faire de regretter la séduction des timbres là où ne veulent être reines que la grandeur, la noblesse et la foi.

André Cœuroy.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

M. DE SELVES

La plupart des jeunes députés qui attendaient le retour de M. Poincaré le virent s'asseoir avec un soupir de soulagement. Ils cherchaient en vain à sa droite la silhouette ronde, affairée et trépidante de M. Loucheur, et ne découvraient que le sourire de M. François-Marsal. A sa gauche, un homme jeune encore — à l'air assez indifférent, inconnu de la plupart, qu'on leur dit être M. de Jouvenel. Mais, plus loin, à l'autre extrémité du banc ministériel, un gentilhomme de grand air, dont la rosette doublée d'une broderie d'or les surprenait. Ils apprirent qu'ils avaient en face d'eux M. Justin de Selves, ministre de l'Intérieur, grand-croix de la Légion d'honneur, membre de l'Institut, et qu'ainsi leur vœu essentiel était comblé : avoir au ministère de l'Intérieur un ministre qui ne fût point radical. M. Justin de Selves, sénateur, ancien ministre des Affaires étrangères, ancien directeur général des Postes, ancien préfet de la Seine, président de l'Union républicaine, neveu de M. de Freycinet, est d'une vieille famille protestante du Languedoc. Mais il n'est point radical. Les députés sourirent d'aise et trouvèrent le ministre de l'Intérieur distingué, imposant, parfait. Il n'était pas jusqu'au sourire bienveillant dont il les regardait qui ne leur allât au cœur. Dès cet instant, ils ne tremblaient plus que de le perdre.

A vrai dire, il y avait eu aussi un autre ministre de l'Intérieur qu'on leur avait dit n'être point radical, et qui se nommait Maurice Maunoury. Mais à ce moment même, ceux qui sortaient de la salle des séances pour prendre l'air des couloirs apercevaient M. Maunoury

assis sur un banc de velours, pensif, le regard fixe, indifférent au mouvement extérieur, et les plus déterminés positivistes se prenaient à se demander s'il avait jamais existé.

M. de Selves est une haute personnalité. Il s'en est fallu de quelques voix qu'il ne fût président du Sénat. Toute l'aristocratie républicaine le connaît depuis un demi-siècle. Tout le personnel politique a les yeux fixés sur lui. Il compte, et il n'est point radical. Il n'est point radical, et il n'est pas permis de supposer qu'il n'est pas républicain. La religion dans laquelle il a été élevé suffit à écarter de lui le soupçon mortel de cléricalisme. Et ce qui vaut mieux encore que la double garantie de M. de Freycinet et de Calvin, il possède l'amitié et la confiance de M. Poincaré, qui n'aurait pas remis les clefs de la République en des mains qui ne fussent point sûres. M. de Selves, en tout cas, a sauvé le ministère en deux conjonctures critiques, où, reconnaissons-le, lui seul pouvait le sauver, et il a jeté à ce propos dans la balance le poids de son autorité et de son influence, qui est considérable.

M. de Selves n'avait pas encore la quarantaine qu'il était directeur général des Postes. Cette situation importante lui fut enlevée par M. Méline qui voulut confier à son sous-secrétaire d'Etat les Postes et Télégraphes de France. M. de Selves, qui eût pu être éternel, céda les Postes à M. Delpeuch, qui fut éphémère. Par contre, on le nomma préfet de la Seine. Il remplaçait M. Poubelle, envoyé au Vatican comme ambassadeur et qui était, lui aussi, un représentant illustre de ces proconsuls de la république tolérante à tous et généreuse pour ses élus.

M. de Selves, préfet, évolua avec souplesse parmi les majorités successives de l'Hôtel de Ville. Il apprivoisa M. Pierre Baudin, M. Navarre et M. Lucipia, et vit passer la rafale nationaliste de 1900 : il fit bon ménage avec M. Grébauval, M. Dausset, M. Deville et M. Paul Escudier. Puis il vit revenir sans déplaisir M. Desplas et M. Chautard. Mais déjà les choses se gâtaient. M. Clemenceau avait secoué d'une main rude le personnel et les institutions de l'opportunisme, et les gens qui n'avaient pas bien compris, à l'avènement de Waldeck, surent ce qu'il fallait entendre désormais et que le combisme n'avait point été un accident éphémère. M. de Selves, devenu sénateur du Tarn-et-Garonne, demeurait préfet, et continuait avec une magnificence élégante la tradition des grands parlementaires fonctionnaires de la monarchie de Juillet et de la République conservatrice. Cependant, il se sentait menacé et M. Caillaux, arrivé au pouvoir et prêt à passer le Rubicon, ne dissimulait point son désir de faire M. Delanney, son familier et son sicaire, maire de Paris.

M. de Selves ne devait pas voir, sans une secrète douleur, M. Delanney instaurer à l'Hôtel de Ville — non sans présomption ni candeur —

une méthode aussi différente de la sienne : M. Delanney était de l'école morale des Constans et des Lutaud, et d'une école politique pire encore. M. de Selves ne pouvait admettre cela.

Cependant, M. Caillaux qui n'en usait point, tout de même, avec l'aristocratie comme avec la canaille, avait offert courtoisement à M. de Selves une honorable compensation. Il l'avait appelé au ministère des Affaires étrangères. Cela n'avait rien que de très normal, M. de Selves étant sénateur. Seulement, l'erreur de M. Caillaux fut de croire que M. de Selves était un soliveau, et de penser que, lui ayant payé, par cette prébende du quai d'Orsay, le joyeux avènement de M. Delanney, il pourrait le considérer comme n'existant pas, et diriger lui-même, à son gré, ses négociations de politique étrangère, en même temps que la présidence du Conseil et le département de l'Intérieur.

On sait ce qu'il en advint. Le mécontentement de M. de Selves, ainsi tenu pour quantité négligeable, coûta la vie à M. Caillaux et même pis. La Haute-Cour arbitra le différend de la manière que l'on sait. Tous les Français en doivent à M. de Selves une reconnaissance certaine. Quant à lui, la Fortune a trouvé encore moyen de le servir en cette rencontre : si un homme averti en vaut deux, un homme de la famille et de la race d'où sort M. de Selves, averti de cette manière-là, en vaut désormais au moins une demi-douzaine.

Voici M. de Selves ministre de l'intérieur. Sa courtoisie et sa loyauté sont d'accord avec son sentiment intime pour lui inspirer le désir de faire la politique de la majorité. J'entends : pour empêcher les organisations centrales et locales de combattre sournoisement cette majorité. Pour le reste, la majorité se défend elle-même. Elle ne saurait nourrir de défiance envers M. de Selves, qui, dans son propre département, a osé (en vérité, est-ce possible?) prendre position contre le bloc des gauches. Seulement, la majorité ne connaît pas beaucoup M. de Selves, autrement que par ouï-dire : M. de Selves est d'une génération un peu antérieure. Il importe donc de la fixer. Et si M. de Selves était, par hasard, fatigué, ou si d'aventure, il était naïf?...

J'ai dit, en effet, son aventure au moment du ministère Caillaux. Il n'est donc pas à craindre que M. Loucheur, par exemple, empiète, le cas échéant, sur les attributions de son collègue. M. Loucheur n'a point la taille de M. Caillaux, encore qu'il s'efforce d'en prendre le ton, les manières et l'impérialisme saccadé.

Ne croyons pas non plus qu'un homme qui a été préfet de la Seine puisse être naïf comme... M. Maunoury. Le conseil municipal de Paris est une assemblée où les curieux de psychologie et de morale peuvent faire de fructueuses études. M. de Selves est, je l'ai dit, membre de l'Institut. Il a su administrer. Et il est peut-être même à craindre qu'il

n'ait perdu, au contact de tant d'âmes et de consciences maniées d'une main experte, toute illusion sur la nature humaine.

Des méchants, des perfides, vont, en désespoir de cause, insinuant que M. de Selves est septuagénaire. M. de Selves est de la famille de Freycinet. Qui donc ignore que, dans cette famille, la maturité prend sa source tout près du berceau, mais qu'une seconde jeunesse — la meilleure — commence aussitôt la trentaine? En vérité, regardez mieux M. de Selves, je vous assure qu'il a quarante ans...

XXX.

Le théâtre de M. Jean Sarment.

La nouvelle pièce de M. Jean Sarment, *Je suis plus grand que moi*, sommeillait depuis trois ans déjà dans les cartons de la Comédie-Française. M. Sarment a aujourd'hui vingt-sept ans. Il en avait vingt-trois quand il écrivit sa pièce. Il a donc composé *Facilité* à dix-sept ans, *la Couronne de carton* à dix-neuf, *Je suis trop grand pour moi* et le *Pêcheur d'ombres* à vingt-trois, le *Mariage d'Hamlet* à vingt-cinq. Il ne s'agit pas de simples renseignements biographiques : nous voyons maintenant se dérouler en son entier toute la première partie de la carrière du mieux doué de nos jeunes auteurs.

Facilité est le prélude. Dans *la Couronne de carton*, M. Sarment trouve son sujet. Forte imagination et vive sensibilité, ce jeune homme entre dans la vie avec des rêves magnifiques de grandeur et de pureté. La vie n'est pas tout à fait conforme à ses rêves. Il en est blessé, il se console par l'imagination et, comme il voit naturellement grand, il invente le personnage de *la Couronne de carton*, un jeune prince qui rêve l'impossible, ne le trouve pas et cache sa douleur sous une ironie grandiloquente et par instants splendide. Dans *Je suis plus grand que moi*, il reprend le même thème, mais il décompose son personnage ; au lieu d'un être qui souffre du désaccord entre la vie et son cœur, entre le réel et le rêve, il en imagine trois, comme nous l'allons voir. Dans *le Pêcheur d'ombres*, il atteint l'expression définitive. Les traits ne sont plus décomposés, mais ramassés ; le personnage est porté dans la lumière la plus favorable : une douce folie qui engendre une action dramatique solide et émouvante. M. Sarment écrit ce jour-là sa meilleure pièce. Il a tiré ce qu'il y avait à tirer de sa première inspiration. Par malheur, la critique le flatte et le conseille mal, il reprend son même thème, tombe dans la redite et dans l'excès et donne sa plus mauvaise pièce, *le Mariage d'Hamlet*. Il est bien trop intelligent pour s'entêter, bien trop doué pour ne pas se renouveler. Supposons qu'il ait débuté dans une époque de goût très difficile. Il eût mis au feu les trois cinquièmes et demi de ses essais. Il eût, par exemple, refondu en une seule pièce les bonnes

parties de *la Couronne de carton* et de *Je suis trop grand pour moi.* Il n'eût donné en entier que *le Pêcheur d'ombres.* Et nous eussions crié à la merveille.

Nous allons maintenant pouvoir comprendre, à sa place, *Je suis trop grand pour moi.* Ce n'est pas un chef-d'œuvre. C'est le troisième essai, le troisième cahier, si l'on veut, d'un écolier de vingt-trois ans.

Le personnage type de M. Sarment a, nous l'avons dit, trois fragments. Deux d'entre eux, créés, détachés de M. Sarment, vivent de leur vie propre et sont excellents, l'un surtout. Le troisième n'exprime et ne représente que les sentiments qui troublent le cœur d'un jeune auteur de vingt-trois ans, il est obscur mal venu, romantique et détestable.

Il s'appelle le comte Tiburce de Mortecroix. Follement riche, il court le monde à la poursuite de sa chimère : il rêve un amour absolu, tout pureté et tout passion : les contradictoires, l'impossible. Il rencontre la passion, mais où il ne la cherche pas : chez une maîtresse qui n'est peut-être pas vulgaire, mais qui a commencé par être vénale, et qu'il méprise. Il revient un jour avec elle dans le pays natal qu'il a quitté depuis dix-sept ans. Il y retrouve, sous la tonnelle d'une auberge, au bord de la Loire, Virgile Egrillard en train de se quereller avec une bande de jeunes gens. Homme entre deux âges, gueux comme un rat, fort en gueule et en biceps, Virgile traîne la bohème en rêvant de régénérer l'humanité. Par quel moyen, il ne sait pas encore très bien au juste. Peut-être inventera-t-il une philosophie, ou bien une religion. A coup sûr, quand paraîtra le grand ouvrage imprécis qu'il est en train de méditer, le monde sera illuminé. Figure la mieux réussie de la pièce, mais aussi la plus facile. N'importe, elle est vraiment bien venue et la scène où Virgile et Tiburce se confient leurs rêves, chacun d'eux n'écoutant que soi et n'entendant pas le voisin, est ravissante d'esprit léger et de fine vérité. Puis Tiburce sort pour voler sur les pas d'une jeune fille entrevue, et la patronne de l'auberge *Au marin d'eau douce*, séduite par l'éloquence et par la carrure de Virgile, qui parle si bien et qui a si bien tenu tête aux jeunes gens, vient l'inviter à une promenade sentimentale sur les bords de la Loire, au clair de la lune. Tout cela est délicieux, du meilleur Sarment, ce qui n'est pas peu dire.

Au second acte paraît le troisième personnage, le vieux duc de Mortecroix, père de Tiburce. Depuis qu'il a perdu sa femme, dix-sept ans auparavant, il vit dans un coin retiré de son parc, seul avec ses souvenirs et son antique chapelain, l'abbé de Chiméry (Égrillard, Chiméry, symbolisme trop facile). Le duc de Mortecroix ne connaît plus du monde que le passé. Il écrit sans fin ses mémoires. Il est un peu fou. Il est heureux (de même, le petit poète du *Pêcheur d'ombres* ne sera heureux que pendant le temps où il sera fou, à tout le moins inconscient). Il sort de sa solitude pour recevoir les invités de son fils. Celui-ci amène, un peu pêle-mêle, sa maîtresse

et la jeune fille qu'il a poursuivie au premier acte, en même temps qu'une troupe de parasites qu'il traîne pour nourrir et justifier son mépris de l'humanité. Au milieu d'eux, le duc reprend contact avec la société. Elle n'est plus du tout à l'échelle de son rêve. Un des jeunes gens lui apprend qu'une femme qu'il croyait morte, vit dans un coin du monde, mère de famille heureuse. Un musicien joue devant lui les airs familiers de sa jeunesse et il ne les reconnaît plus. Il a tout déformé, tout transposé par le souvenir, et quand la réalité contredit son souvenir, il ne l'accueille que dans la mesure où il peut l'accorder à son rêve.

Ce personnage est encore remarquable par la noblesse de la composition, par l'acuité et la poésie des traits qui révèlent son caractère. Il ne lui manque que d'être mêlé, en même temps que les autres, à une véritable et forte action dramatique.

En dépit d'un défaut si sérieux, cet acte avait encore beaucoup plu. Par malheur, le public n'a plus rien compris au suivant, et il faut être ici de son avis. On voit d'abord Tiburce recevoir la maîtresse jalouse et passionnée. Elle aime Tiburce et Tiburce ne l'aime pas. « Que faut-il faire, dit-elle, pour que tu me croies? » Par un jeu cruel, il propose une folie : « Un tel, ton ancien amant, est au château par hasard. Tue-le. » Puis il la chasse, afin de recevoir la jeune fille en qui il espère trouver l'amour idéal. Elle vient. Elle est belle. Elle est parfaitement pure, elle n'est pas sotte et elle l'aime. Alors, personne ne comprendra jamais pourquoi il la traite avec cette extravagance et cette indélicatesse. Il la rudoie, la renvoie et la compromet pour rien, pour le plaisir, par une sorte de sadisme. Voilà du plus mauvais Sarment, du Sarment comme nous en avons déjà trop vu et comme nous n'en voulons plus voir.

Si ce dénombrement pouvait présenter le moindre intérêt, nous arriverions encore, parce que nous avons médité sur le cas de M. Sarment, à démêler les sentiments qui font agir ou, si l'on préfère, qui empêchent d'agir ce jeune insensé vaniteux et déplorable. Contentons-nous de répéter le mot de Pascal : Qui veut faire l'ange fait la bête, même quand on est aussi intelligent que M. Sarment. Ange ou démon, c'est tout comme ; de toute manière, à force de rêver d'idéal, on a la tête perdue dans une nuée et, sur terre, on fait des bêtises.

Le quatrième acte, heureusement, se relève et redevient presque aussi bon que le premier. Virgile est définitivement installé chez la nourricière aubergiste du *Marin d'eau douce*, et Tiburce le lui reproche avec une amère ironie. Ce n'était pas la peine de rêver la régénération de l'humanité pour en arriver là. Tiburce repartira, errant sans fin à la poursuite de sa chimère. Mais il ne partira pas seul : pour prouver qu'elle est capable d'une grande action, celle qu'il a méprisée a commis la folie qu'il lui a suggérée ; elle a tué. Il réclamait une femme qui fût capable d'accomplir pour lui quelque chose d'extraordinaire, le voilà servi.

Au moment où il va partir, on entend une troupe d'enfants qui chante un frais cantique. Elle est conduite par le vieux duc de Mortecroix métamorphosé en éducateur. Il lui est arrivé une catastrophe. Il a retrouvé dans de vieux papiers une lettre oubliée qui lui a révélé que la duchesse le trompait. Ainsi, son rêve est par terre, ses mémoires sont faux d'un bout à l'autre, il a perdu sa vie à servir une image qui s'évanouit. Mais non. La solitude l'a seulement rendu un peu plus fou que les autres. Et aussi plus fort. Il construit sur-le-champ un autre rêve. Il fuyait le monde, il y vivra. Il élèvera les petits enfants et il est clair qu'aucune désillusion ne saurait avoir prise sur ce cœur qui recompose l'univers au gré de la chimère qui passe.

Virgile reste seul avec la sentimentale aubergiste. Le soir tombe. « Dis-moi des vers, soupire-t-elle. » Virgile, rêveur, scande du bout de sa pipe : « *Vente, gèle, grêle, j'ai mon pain cuit.* »

Cette pièce paraîtra étrange : elle l'est en effet. Pour plusieurs raisons. D'abord, parce que M. Sarment l'a voulu. Il lui a plu de nous montrer des chasseurs de rêves très légèrement extravagants. Nous avons dit que, pour deux d'entre eux, il a réussi. Virgile et le vieux duc sont des personnages poussés à la manière de ceux des comédies de Musset, et d'ailleurs parfaitement originaux. Mais la pièce a des étrangetés plus profondes, qui tiennent au dessein général de l'auteur.

Son défaut saute à la vue : les trois personnages ne sont pas saisis par une intrigue qui les entraîne à révéler leur caractère et les conduise au bout de leur logique. Il n'y a pas, à proprement parler, d'action dramatique. Sans doute n'est-il pas facile d'en construire une, puisque cette lacune reparaît dans la plupart des meilleures pièces contemporaines. Cependant, *la Couronne de carton* et surtout *le Pêcheur d'ombres* attestent que M. Sarment est capable d'inventer, de nouer et de conduire à bien une intrigue. Faute de l'avoir fait ici, il a dû se contenter d'une fausse composition par actes symétriques juxtaposés. Chacun des trois premiers actes pousse en lumière un des trois personnages et si M. Sarment donnait un titre à ses actes comme jadis Hugo, il appellerait le premier Virgile, le second Mortecroix et le troisième Tiburce. Au quatrième acte, les minces fils se dénouent, chaque personnage agit selon sa logique. C'est à ce moment qu'apparaissent les conclusions et les intentions profondes de M. Sarment.

Il a trop l'instinct de l'art dramatique, certes, pour construire artificiellement de froids symboles. Mais ses personnages ont sans nul doute un sens caché et une valeur symbolique. Tiburce est jeune et riche, Virgile est entre deux âges et pauvre, le duc est vieux et détaché des biens de ce monde. Il est le seul qui ne souffre pas du désaccord entre le réel et le rêve. Sitôt que le réel est venu contrarier

son rêve, il forme une nouvelle chimère, rejette l'ancienne et n'y pense plus. M. Sarment a voulu indiquer par là que, seule, la vieillesse était à l'abri de la désillusion, parce que la vie pour elle est finie, et que le vieillard n'attend plus rien que de son souvenir. C'est une matière dont il est maître. Il la modèle ou la colore à son gré. Et il est bien vrai que notre passé est tel que nous voulons le voir, heureux ou malheureux selon le souvenir que nous en avons conservé.

La jeunesse, au contraire, veut agir et c'est pour elle que l'action n'est pas la source du rêve. Illusions et désirs, encore dans leur force, reçoivent à tout instant de cruelles blessures ; le jeune homme attend et espère que les événements viendront l'assouvir et quand ils sont venus, ils ne sont jamais tout à fait tels qu'il les imaginait. Tiburce rêvait de trouver les contradictoires, passion et pureté, réunies chez une même femme ; il ne trouve que la passion chez une femme impure tandis qu'un sentiment virginal le laisse indifférent. Il souffre et il part : il sera l'éternel insatisfait et l'éternel errant, parce qu'il attend tout de l'avenir et que l'avenir ne nous appartient pas.

Au milieu du chemin de la vie, Virgile accepte les dons du présent sous la forme de l'hospitalité que lui dispense l'aubergiste Virginie. Il compose avec le réel et il en éprouve quelque remords. On ne sait trop s'il sera heureux. Pourtant, comme il est vaniteux et paresseux, on peut conjecturer qu'il ne s'accommodera pas mal de cette vie d'oisiveté plantureuse. Ajoutons que M. Sarment a peint le vieillard un peu fou et Virgile un peu vil, et nettement ridicule. Car il faut être un peu fou pour s'accommoder du seul souvenir et un peu lâche pour s'accommoder du présent. Bien entendu, c'est M. Sarment qui le dit, au moins qui le suggère. Est-ce inconsciemment, est-ce par volonté qu'il a gardé toute sa sympathie pour Tiburce? Il est de ceux qui ne doivent pas laisser beaucoup de jeu à l'inconscient. Il sait ce qu'il veut et ce qu'il dit. Il a peint avec sympathie ce personnage d'homme jeune parce qu'il avait vingt-trois ans quand il l'a peint.

Cette remarque si banale et si simple suffit à expliquer toutes les lacunes d'un auteur aussi supérieurement doué. Qui donc a donné ses chefs-d'œuvre à vingt-trois ans? M. Sarment n'est pas un monstre. Il est précoce, mais nul n'est mieux équilibré. Les pièces d'un auteur de vingt-trois ans ne sont encore, disions-nous, que cahiers d'écolier. Celles-ci sont les cahiers d'un écolier prédestiné, qui laisse présager un maître.

Lucien Dubech.

LES FAITS DE LA QUINZAINE

Le nouveau ministère Poincaré. — *Les élections françaises sont fixées au 11 mai (20 mars). Elles suivront de peu les élections allemandes qui auront lieu le 4 mai.*

— *Le Sénat et la Chambre des députés votent définitivement l'ensemble des lois fiscales. Mort de l'ancien généralissime Nivelle (22 mars).*

— *Le cabinet Poincaré est mis en minorité, à la Chambre, par un vote de surprise, sur la question des pensions (26 mars). M. Millerand prie M. Poincaré de reconstituer son ministère.*

Le 28 mars, le second cabinet Poincaré est reconstitué. MM. de Selves, François-Marsal, Lefebvre du Prey, Fabry, Loucheur, de Jouvenel, Bokanowski, Louis Marin, J. Capus, Daniel Vincent, prennent les portefeuilles de l'Intérieur, des Finances, de la Justice, des Colonies, du Commerce et P. T. T., de l'Instruction publique, de la Marine, des Régions libérées, de l'Agriculture et de l'Hygiène et du Travail. Seuls, avec le président du Conseil, M. Maginot et M. Le Trocquer, les « ministres de la Ruhr », gardent leurs portefeuilles.

Les travaux des experts — Le pacte de garantie. — *Les deux comités d'experts ont à peu près achevé la partie technique des enquêtes dont ils avaient été chargés par la Commission des réparations. Reste à grouper les résultats de ces enquêtes en un double rapport et à se mettre d'accord sur les recommandations qui seront adressées à la Commission des réparations. Cette tâche est terminée pour les premiers jours d'avril.*

Aux Communes, M. Ramsay Macdonald « jette par-dessus bord » le fameux pacte de garantie. « Ce que le gouvernement cherche, dit-il, c'est la garantie d'un organisme comme celui de la Société des Nations qui surbordonnera la valeur militaire du pacte à une action morale, à la conciliation et à l'arbitrage ».

Les progrès du nationalisme en Allemagne. — *Aux élections municipales de Potsdam, les nationalistes obtiennent la majorité (16 mars).*

— *Le professeur Quidde est arrêté pour s'être déclaré favorable à l'exécution du traité de Versailles par l'Allemagne (16 mars). Il est remis en liberté peu après, mais sera poursuivi pour haute trahison.*

— *La Cour de Leipzig condamne à douze ans de réclusion pour espionnage le capitaine français Pendariès d'Armont, qui avait été arrêté en territoire suisse (20 mars). Pour répondre du sort de cet officier, le gouvernement français avait fait prendre des otages en territoires occupés.*

A. M.

Le Gérant : Georges Moreau.

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 30686.